

N° 928 - Du 27 octobre
au 2 novembre 2022

l'Humanité
magazine

l'Humanité magazine



**Isabelle
Adjani**

**Les
femmes, la vie,
la liberté**

RENCONTRE

MARCEL HARTMANN/HBK



**L'HISTOIRE DE LA SEMAINE
CHRONIQUE D'UNE FRANCE
EN LUTTE POUR LES SALAIRES**

**L'ENQUÊTE
ÉOLIENNES EN MER, AU VENT
MAUVAIS DU DUMPING SOCIAL**

**CULTURE
PODALYDÈS
ET LES LIVRES**

Morgue, coups de force et sens de la raison

PAR CATHY DOS SANTOS, RÉDACTRICE EN CHEF



La feuille de route était connue. Et c'est parce qu'elle ne leur convenait pas que les Françaises et les Français ont fait le choix de priver Emmanuel Macron d'une majorité toute-puissante. Son précédent mandat, marqué du sceau de la destruction des fondements de la République sociale de l'après-guerre, avait déjà laissé un goût de cendres. Mais l'Élysée, qui ne retient aucune leçon, s'entête et opte pour le passage en force de ses réformes. Moins de trois semaines après la reprise des travaux de l'Assemblée nationale, le gouvernement dégainé à tout-va le fameux couperet qu'est le 49.3.

Ce coup de force constitutionnel est parfaitement légal ; mais son recours est symptomatique d'un pouvoir qui, se sachant minoritaire, cherche à montrer ses muscles.

Les porte-flingues de son exécutif sont chargés des basses besognes au nom de la doxa thatcherienne mensongère : il n'y a pas d'alternative à la fuite en avant néolibérale. Qu'importe si elle fait couler le sang et les larmes et vient conforter une extrême droite qui n'en demandait pas tant. Le paysage institutionnel ressemble à une vaste tragédie, où des technocrates hors-sol croient pouvoir diriger un pays comme on gérait une entreprise où le droit n'aurait plus cours. Les débats, et surtout les amendements présentés par l'opposition qui auraient pu contribuer à stopper la saignée de la Sécurité sociale, dont le budget est aujourd'hui amputé de la dette du Covid, ont été balayés d'un revers de manche.

L'exécutif réduit le Parlement à une sorte de ring où se succèdent les matchs à coups de 49.3 et de motions de censure. La gauche a beau expliquer qu'on ne sert pas un pays en gouvernant envers et contre tout, et surtout contre tous, le pouvoir s'obstine. Les salariés, qui payent déjà la facture des aides publiques et des cadeaux fiscaux octroyés aux entreprises sans aucune contrepartie, sont les premiers à souffrir de l'inconséquence de cette politique de la

terre brûlée, chère à Elisabeth Borne. La première ministre se comporte d'ailleurs à la tête du gouvernement en nettoyeuse, comme par le passé, lorsque, à la SNCF et à la RATP, elle s'est chargée de détruire les statuts des travailleurs dans une marche forcée vers la privatisation des transports. Elle a beau déclarer vouloir « un débat constructif et de bonne foi », ses actes trahissent sa parole. À ce jeu-là, encore une fois, le Rassemblement national risque de ramasser les fruits de la désolation sociale.

Le mépris et l'insolence ne peuvent être une réponse aux problèmes nationaux. À mesure que la crise économique s'aggrave, le sentiment d'impuissance d'hier se transforme peu à peu en une colère palpable. Les journées d'action syndicale de la rentrée, les grèves qui essaient ou encore le mouvement dans les raffineries, qui s'est soldé positivement malgré une hostilité de classe insupportable, sont autant de signaux que le gouvernement devrait prendre au sérieux. L'impopulaire réforme des retraites est déjà brandie comme l'autre grand chantier de la présidence, alors que gonflent les mobilisations du 27 octobre et du 10 novembre pour réclamer des augmentations salariales afin de pouvoir vivre. Le choix de la rue comme lieu d'expression d'un mal-être généralisé est un désaveu du pouvoir. Ce gouvernement isolé, pétri de certitudes qui ne correspondent en aucun cas avec les réalités, manœuvre encore sous les ors de la République. La question est de savoir pour combien de temps encore, avant que les horloges ne se détraquent totalement. ●

La morgue et l'insolence ne peuvent être une réponse aux problèmes nationaux. À mesure que la crise économique s'aggrave, le sentiment d'impuissance d'hier se transforme peu à peu en une colère palpable.

Offre d'emploi

Ville de 37 144 habitant.es
située en périphérie
de Grenoble (Isère)



VILLE D'ÉCHIROLLES

RECRUTE

un.e collaborateur.trice de Cabinet du Maire

Catégorie A | Temps complet - 37 heures/semaine

Échirolles – 3^e ville de l'Isère et 2^e bassin d'emploi – mène de longue date une politique ambitieuse en faveur de l'émancipation de ses habitant.es par la culture, le sport ou l'implication habitante scruturée autour de la « Fabrique Citoyenne ». Elle déploie également une politique volontariste en matière de transition énergétique et écologique, reconnue tant à l'échelle nationale et qu'européenne, ou encore dans la lutte contre toutes les formes de discriminations.

Le.la collaborateur.trice sera placé.e sous l'autorité directe du Maire et du Directeur de Cabinet, et partagera des liens privilégiés avec le service Protocole et la Direction Générale. Il.elle sera chargé.e des relations avec les habitant.es et les relations avec les élu.es de la majorité, du suivi des dossiers à enjeux, du développement des réseaux sociaux du Maire, ou encore la rédaction de courriers et de discours.

Si vous avez la volonté de vous investir au service du public, dans la proximité avec les habitant.es tout en valorisant une politique sociale très affirmée, n'hésitez pas à postuler !

Compétences obligatoires :

- Connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales ;
- Aisance relationnelle, autonomie et disponibilité ;
- Esprit de synthèse, capacité de travail transversal ;
- Capacité rédactionnelle, maîtrise de l'animation des réseaux sociaux.

Poste à pourvoir au 2 novembre 2022 (suivant disponibilité)

**Candidature (lettre de motivation et CV) à adresser : Monsieur le Maire
Hôtel-de-Ville, 1, place des cinq fontaines, 38130 Échirolles
ou à l'adresse : cabinet-du-maire@ville-echirolles.fr**

comédiance

Vacances

VOYAGE à CUBA

1er MAI 2023

REVOLUTION

**1er mai à La Havane
Place de la Révolution**

**... Sur les traces
de la Révolution ...**

2930€ TTC
en chambre double
(hôtel - pension complète)

27/04/23 - 12/05/23
Rencontres socio-politiques

... Libre Découverte ...

2545€ TTC
en chambre double
(chez l'habitant - 1/2 pension)

05/04/23 - 20/04/23
ou
27/04/23 - 12/05/23
(Spécial 1er Mai)

Voyages solidaires
visites, rencontres, partages
au plus près de la population

Programme et inscriptions :
www.cubalinda.fr
cubalinda@wanadoo.fr - 05 53 08 96 66





Vacances

**OFFRES
PREMIÈRES
MINUTES**



**FAITES DES ÉCONOMIES EN RÉSERVANT
VOS VACANCES AVANT LE 4 NOVEMBRE**



JUSQU'À
- 15 %
DE REMISE

www.vacances-ulvf.com



Locations Montagne - Mer - Campagne



**Réservez maintenant
Votre location de vacances**

www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63

Passez votre annonce dans **l'Humanité**

Contactez  **Annonces Classées**

l'Humanité
magazine

comédiance **Laure Thierry** laure.thierry@comediance.fr
tél. 01 49 22 74 89

www.humanite.fr

SOMMAIRE

3 L'ÉDITORIAL DE CATHY DOS SANTOS

L'HISTOIRE DE LA SEMAINE

6 SALAIRES

Chronique d'une France en lutte

P. 18



PHOTO: ROR/LE TELEGRAMME/MAXPPP

COMPRENDRE

12 LA RENCONTRE

Femmes, vie, liberté... #MerciAdjani !

18 L'ENQUÊTE

Éoliennes en baie de Saint-Brieuc, au vent mauvais du dumping social

22 L'ANALYSE

Macronie, la minorité qui impose sa loi

24 L'INFOGRAPHIE

En France, la santé reste une affaire de classes

26 LE DÉCRYPTAGE

En Chine, Xi Jinping serre les rangs

28 CHARIVARI

Jean Castex va pantoufler dans le métro

30 ÉCONOMIE

L'euro numérique, c'est pour bientôt

32 SPORTS

Route du rhum, une solitaire d'équipes

34 SCIENCES

Le maraîcher et la petite mouche qui aimait trop les mangues

36 LE DESSIN DE BESSE

CULTURE

38 LITTÉRATURE

Denis Podalydès : « La matière du souvenir crée un désir d'écrire »

42 EXPOSITION

Le Quai Branly accueille les « ambassadeurs » kanak

43 MUSIQUE

Lénine Renaud nous ouvre son musée sonore

44 IDÉES

« Toute contestation est assimilée à une menace et criminalisée », dénonce le sociologue Michel Kokoreff

47 ESSAIS

48 TÉLÉVISION

« Justice en France » entre dans les prétoires et décrypte les ressorts de l'institution judiciaire

51 ACTU TÉLÉVISION

54 RADIO / PODCASTS



FRANCESCA MANTOVANI / ÉDITIONS GALLIMARD

P.38



EMMANUEL FOUDROT

P. 56

LE TEMPS DE VIVRE

56 POUVOIR D'AGIR

Énergie faite maison : les bons tuyaux de la transition

60 DÉCOUVERTE

Promenade du souvenir dans Massilia la résistante

62 FAMILLE

Orientation professionnelle des ados : où est la place des parents ?

64 BON ET SAIN

Le fane-club de la carotte

66 BRICOLAGE

Papier peint : paré pour le décollage !

67 CONSO

Combattez les éclipses de sommeil

68 TRAVAIL

Briser les tabous : parlons salaire et parlons inégalités

69 DROITS

100 % santé, l'appareillage pour tous

72 À VOUS DE JOUER

IL ÉTAIT UNE FOIS

76 LE 28 OCTOBRE 1922

Rome, l'ultime marche jusqu'au pouvoir

Retrouvez l'Humanité sur Internet.
Articles, vidéos, rencontres...

 www.humanite.fr

 www.facebook.com/humanite.fr

 twitter.com/humanite_fr

 Compte lhumanitefr sur Instagram

 linkedin.com/company/lhumanite

LES CHRONIQUES

11 LA CHRONIQUE DE SOPHIE BINET

37 LA CHRONIQUE DE FRANCIS WURTZ

55 CARTE BLANCHE À AUDREY VERNON

82 LA CHRONIQUE DE NICOLAS OFFENSTADT

L'HISTOIRE
de la semaine

MOBILISÉS

CHRONIQUE D'UNE FRANCE EN LUTTE POUR LES SALAIRES

Révoltés par l'inflation, des milliers de salariés ont cessé le travail au cours des dernières semaines pour réclamer la juste reconnaissance de leur travail. La CGT appelait à une nouvelle journée de mobilisation nationale ce 27 octobre. Récit d'un bouillonnement de batailles syndicales.

**LOAN NGUYEN
SAMUEL RAVIER-REGNAT
ET CÉCILE ROUSSEAU**
loan.nguyen@humanite.fr
samuel.ravier-regnat@humanite.fr
cecile.rousseau@humanite.fr



FREDERICK LORIN / AFP



Les salariés ont rappelé au gouvernement l'urgente nécessité d'instaurer des salaires dignes. Strasbourg (Bas-Rhin), le 18 octobre.

Une étincelle a suffi pour embraser l'esprit des travailleurs. Depuis des mois, la hausse des prix continue comprime le pouvoir d'achat des foyers et pousse les salariés à la grève. Mais mi-octobre, la mobilisation des raffineurs et employés des dépôts de carburant, exacerbée par le refus de Total de négocier, change la donne. Désormais, autant par nécessité que par solidarité, beaucoup d'autres travailleurs leur emboîtent leur pas. Les préavis de grève pleuvent dans des secteurs très différents mais le mot d'ordre reste le même : pouvoir vivre décemment de son travail, grâce à un salaire digne. Rencontre avec ces salariés qui ont décidé de lutter.

LUNDI 17 OCTOBRE À LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE GRAVELINES (NORD) : « ON A PERDU 15 % DE POUVOIR D'ACHAT EN DIX ANS »

Il règne une atmosphère de veillée d'armes, ce lundi, à la centrale nucléaire de Gravelines. Au début de l'après-midi, une centaine d'employés EDF se retrouvent devant le poste d'accès principal du site, entre le parking et l'imposante salle des machines aux murs rouge et blanc, pour discuter des modalités de la journée d'action interprofessionnelle du lendemain. Des sous-traitants grossissent les rangs des grévistes, comme les salariés de Fiducial qui ont organisé, dans la matinée, un blocage filtrant pour réclamer de meilleures conditions de travail. Ici, les salariés d'EDF sont en grève reconductible depuis le 13 octobre, se greffant ainsi à une contestation qui a pris de l'ampleur durant le week-end et concerne désormais une dizaine de centrales. Un air de passage de témoin avec les raffineries où le mouvement, fragilisé par les réquisitions de salariés, semble s'essouffler localement. Sauf qu'à EDF le conflit couve depuis le mois de septembre. Alors que des revalorisations de 3,6 % sur 2022-2023 ont été proposées au niveau de la branche des industries électriques et gazières, la CGT et la CFE-CGC réclament une augmentation totale de 5 %. Un chiffre jugé « plutôt raisonnable » par Nicolas Dessertenne, le délégué CGT, au regard notamment de la hausse des prix. « Ça fait des années qu'on tourne autour d'une augmentation du salaire national de base de 0,1 % à 0,3 %. Avec l'inflation, on a perdu 15 % de pouvoir d'achat en dix ans », explique-t-il. Parce qu'elle consiste en partie à retarder les travaux de maintenance prévus sur deux réacteurs, la grève pourrait conduire à des coupures de courant cet hiver dans les entreprises. C'est ce que redoute

EDF, dont le parc nucléaire est déjà pour moitié à l'arrêt. À la CGT, on indique cependant souhaiter une sortie de crise rapide. « On sait qu'EDF est en difficulté et on ne cherche pas à lui mettre la tête sous l'eau, confie Grégory Schrevelle, de la fédération des cadres. On demande seulement une reconnaissance de notre travail. »

MARDI 18 OCTOBRE DANS LE CORTÈGE INTERPROFESSIONNEL PARISIEN : « IL FAUT UNE RÉQUISITION DES PROFITS »

Face à la foule, un faux Bernard Arnault juché sur un arrêt de bus balance des billets de banque factices. Le 18 octobre, 70 000 personnes ont défilé dans les rues de Paris au départ de la place d'Italie. À l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, pour exiger, sur la lancée de raffineurs, un meilleur partage des richesses. Renaldo Raych, délégué syndical central CGT recherche et développement chez Sanofi, met en parallèle le 1 % de hausse générale des salaires et les 15 % d'augmentation de bénéfice net par action à venir pour 2022. « Il y a un vrai problème, euphémise-t-il. Deux sites de Sanofi sont d'ailleurs en grève. »

Dans le secteur hospitalier, les blouses blanches n'en peuvent plus de trimer pour des bas salaires. Infirmier en psychiatrie en Île-de-France et élu SUD santé, Olivier n'imagine pas se contenter des seuls

À la centrale nucléaire de Gravelines (Nord), les salariés d'EDF sont en grève reconductible depuis le 13 octobre.

« ON A MONTRÉ QUE LA QUESTION SALARIALE EST UN SUJET MAJEUR POUR NOUS. MAINTENANT, LA DIRECTION VA NOUS PRENDRE AU SÉRIEUX. »

FABIEN VILLEDIEU, DÉLÉGUÉ SUD RAIL



3,5 % d'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires. « Ça représente 50 euros par mois et ne rattrape absolument pas les douze ans de gel que nous avons eu avant. Au bout de vingt ans de carrière infirmière, je gagne 2400 euros. Quand je vois que le PDG de TotalEnergies s'augmente de 52 % au mépris de toutes règles, c'est intolérable. » Psychologue à la protection judiciaire de la jeunesse et secrétaire du Syndicat national des personnels de l'éducation et du social, Julie Houdan a aussi le pied au plancher salarial depuis un moment. Si, avec 2500 euros mensuels, elle estime vivre correctement, le manque de reconnaissance devient, lui, insupportable. « Les psychologues gagnent beaucoup plus dans le privé. Nous avons un système de primes qui augmentent mais ça ne comptera pas pour notre retraite ! » Mégaphone sous le bras, Mathis, 23 ans, étudiant à Paris-Université, espère une étincelle dans les prochains jours. « Nous avons tracté pour sensibiliser les élèves et les profs. Ça bouge aussi dans d'autres universités comme Tolbiac. Il faudrait au moins un Smic aux étudiants pour vivre. Face à la hausse des prix, il faut une réquisition des profits. »

MERCREDI 19 OCTOBRE **EN GARE DE LYON, LA DÉMONSTRATION** **DE RÉSISTANCE DES CHEMINOTS**

La veille, l'assemblée générale des cheminots de la gare de Lyon à Paris avait rassemblé une centaine de salariés, qui avaient voté massivement en faveur d'une reconduction de leur grève entamée lundi soir. Ils étaient à peine la moitié, ce mercredi, et se sont résignés à reprendre le travail, conformément à « l'avis personnel » des représentants des deux syndicats qui appelaient à la grève, la CGT et SUD rail.

« L'ÉCART SE RÉDUIT ENTRE NOTRE SALAIRE **ET LE SMIC. POURTANT, DEPUIS UN AN,** **NOTRE CHARGE DE TRAVAIL A GROSSI. »**

QUENTIN JÉSUS, REPRÉSENTANT CFTC DE L'USINE GENZYME À LYON

« Avec le contexte économique et l'inflation, c'est difficile de dire aux gars qu'on va devoir perdre de l'argent maintenant pour en gagner plus après. Depuis des années, on a fait surtout des grèves défensives, contre la réforme des retraites par exemple. Là, un mouvement pour aller chercher quelque chose de plus, c'est plus compliqué », déplore Bérenger Cernon, le délégué CGT. L'organisation syndicale, qui indique que les cheminots ont perdu 30 % de pouvoir d'achat ces quarante dernières années, réclamait une augmentation générale des salaires pour rattraper la hausse des prix.

En dépit de chiffres de mobilisation assez importants, a fortiori pour un mouvement préparé en cinq jours seulement, la contestation n'a pas su s'installer dans le temps. Dans les rangs des grévistes, on regrette la solitude des cheminots au sein de l'interprofessionnelle, et on rappelle que les prochaines échéances, comme la nouvelle réforme des retraites promise par l'exécutif, exigent de se préserver pour de futures luttes. Mais Fabien Villedieu, le délégué SUD rail, en est convaincu : cette grève n'aura pas été un coup pour rien. « On a eu raison de la faire, insiste-t-il. Là, on a montré que la question salariale est un sujet majeur pour les cheminots, et qu'il y a un potentiel de résistance chez nous. Maintenant, la direction va nous prendre au sérieux. » Prochain rendez-vous en novembre, avec les négociations annuelles obligatoires à la SNCF. »

Paris, le 18 octobre, « pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève ». Ce jour-là, les cheminots de la gare de Lyon entamaient leur deuxième journée d'arrêt de travail.



SAMUEL BOUWIN / NURPHOTO / VIA AFP



JULIEN DEROSA / AFP

L'HISTOIRE de la semaine

FACE À LA TENTATIVE DE TOTAL DE DISCRÉDITER LES GRÉVISTES, LA CGT RÉPLIQUE ET DIFFUSE UNE VRAIE FICHE DE PAIE À 1800 EUROS.

STEPHANE AUDRAS/REA



LAURENT CERIN/REA

» JEUDI 20 OCTOBRE À FEYZIN (RHÔNE), LA FIERTÉ DES TRAVAILLEURS DE TOTAL

Du côté du site pétrolier de Feyzin (métropole de Lyon), la fierté d'avoir porté de bout en bout un mouvement de grève à quasiment 100 % est palpable. Depuis la journée d'action nationale du 27 septembre, les salariés aux expéditions reconduisent la mobilisation chaque jour, assemblée générale après assemblée générale, malgré les pressions et les réquisitions. « Cela faisait plus de vingt-cinq ans qu'on n'avait pas eu un tel impact sur la production », souligne Pedro Afonso, délégué CGT sur le site de la banlieue lyonnaise. Dès les premiers jours, la lutte des salariés de Total, mais aussi d'ExxonMobil et Esso, devient un enjeu national. À la mobilisation sur les piquets de grève s'ajoute la bataille des mots et des plateaux télé. « On a décidé de taper dans la guerre de communication », assume Pedro Afonso. Face à la tentative de Total de discréditer les grévistes, la CGT n'hésite pas à répliquer en diffusant une authentique fiche de paie à 1800 euros. « On y est allés, même dans les médias qu'on n'aime pas, même les BFM et les Hannonna, et ça nous a permis de gagner cette bataille de l'opinion face à Pouyanné. »

Si la question salariale a fait les gros titres et cristallisé les colères, le cégétiste l'assure, du côté de Feyzin, ce n'est pas ce qui a lancé le mouvement. « Au tout départ, nos revendications étaient centrées sur l'emploi et l'investissement, même si les salaires en faisaient également partie », rappelle-t-il. Car, à la raffinerie de Feyzin, ce qui fait grincer des dents au quotidien, ce sont les conditions de travail dégradées. « Certains équipements sont dans un état de délabrement tel qu'on a failli avoir un mort récemment, lorsqu'un coupleur attaché à un bras de chargement s'est détaché », dénonce Pedro Afonso. Au total, la CGT des industries chimiques a répertorié 11 accidents graves ces deux dernières années, que le syndicat attribue en partie à des suppressions d'emplois

À la raffinerie de Feyzin (Rhône), les grévistes sont mobilisés depuis le 27 septembre. Toujours à Lyon, chez Sanofi Genzyme, les travailleurs demandent une augmentation de 10 %.

passées. À Feyzin, on continue de réclamer des investissements pour entretenir le parc, mais également l'embauche des 4 intérimaires aux expéditions sur des postes pérennes.

» VENDREDI 21 OCTOBRE À L'USINE SANOFI GENZYME, « UNE DÉGRADATION INÉDITE DES CONDITIONS DE TRAVAIL »

Depuis le 12 octobre, la production est à 100 % arrêtée. Face aux 4 milliards d'euros de dividendes versés par Sanofi en 2021, les employés de Genzyme, entreprise de biotechnologie appartenant à la Big Pharma, basée à Lyon, ne demandent pourtant rien d'astronomique : 10 % de hausse de salaire et 10 000 euros de prime. « Nous avons dû nous contenter pour l'instant de 1 % d'augmentation générale, soit 35 euros en moyenne par mois, et de 400 euros de rattrapage pour les bas salaires », déplore Bader Tebaibia, délégué syndical CGT et technicien de production. Si, sur 300 salariés, une cinquantaine sont toujours mobilisés à l'appel de la CGT, de la CFTC et de FO dans cette société unique au monde, fabricant de la thyroglobuline (qui sert notamment au traitement antirejet après une greffe d'organe), ils étaient jusqu'à 120 en grève le lundi. « 100 % des fiches de paie sont fausses, précise le cégétiste. Depuis que l'on a externalisé une partie des ressources humaines, des personnels ont des retenues sur salaire de 800 euros et certains ont même des fiches de paie à zéro euro, alors que c'est normalement impossible ! »

La requalification des grilles salariales a aussi engendré des disparités inacceptables. « Ceux qui sont là depuis quinze ou vingt ans gagnent moins que les personnes qui arrivent juste dans l'entreprise, dénonce Quentin Jésus, représentant de la section syndicale CFTC. Petit à petit, l'écart se réduit entre notre salaire et le Smic, qui lui a augmenté de 300 euros. Pourtant, depuis un an, notre charge de travail a grossi, avec 200 heures annuelles supplémentaires contre une prime, entraînant une dégradation inédite des conditions de travail. On ne peut plus continuer comme ça. » ●

Lycée professionnel: stop au mépris de classe

PAR SOPHIE BINET, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'UGICT-CGT



BERNARD RONDEAU

Emmanuel Macron l'a annoncé comme une mesure phare de son quinquennat. La réforme du lycée professionnel doit revaloriser cette voie et renforcer ses débouchés. Soit exactement les mêmes objectifs que la précédente réforme, qui date d'il y a à peine trois ans et n'a pas même été évaluée... Avec quelles mesures ? L'augmentation de 50 % du temps passé en stage et le renforcement de l'adaptation de l'offre de formation aux bassins d'emploi locaux. Sous des dehors pragmatiques : « rapprocher le lycée pro de l'apprentissage », cette réforme est en fait un non-sens. Pédagogique d'abord,

alors que le système scolaire français est l'un des plus inégalitaires. Et le lycée pro, qui accueille 7 % d'enfants de cadres et 36 % d'enfants d'ouvriers, est le lieu où s'achève cette ségrégation scolaire. Pour remonter dans les classements internationaux et répondre au déficit de qualification qui pèse désormais sur notre compétitivité, il faut donc élever le niveau de formation générale !

Que veut faire le gouvernement ? Après avoir baissé de 30 % les enseignements généraux en 2018, il s'apprête à les diminuer de 50 % pour augmenter les temps passés en stage. Pourquoi ? Pour faire des économies – 8 000 postes d'enseignant-es seraient supprimés – et pour diminuer drastiquement les poursuites d'études après le bac pro. Une façon de répondre aux difficultés de recrutement du patronat dans l'hôtellerie-restauration, le bâtiment ou le soin aux personnes, et de faire baisser le nombre d'étudiants alors que, par manque de moyens, universités et BTS débordent. Mais cette réforme relève aussi d'un non-sens économique. Les entreprises renâclent déjà à accueillir les stagiaires de lycées pros, des élèves mineurs, nécessitant un encadrement permanent, et considèrent qu'elles ne sont pas là pour apprendre aux jeunes à lire, écrire ou compter. Et c'est là que se

situe la différence fondamentale entre le lycée pro et l'apprentissage. L'apprentissage est sélectif, seules y entrent celles et ceux qui ont réussi à se trouver un patron. Il explose dans l'enseignement supérieur, mais stagne en CAP et bac pro, niveaux où près d'un tiers des contrats sont rompus avant l'obtention du diplôme. Et c'est ce grand retour en arrière qu'Emmanuel Macron veut engager avec cette réforme : remettre les clés de la formation des jeunes d'origine populaire au patronat, abandonner l'objectif républicain d'éducation de l'ensemble des citoyen·nes. Le lycée professionnel pourrait pourtant en être le lieu idéal avec des enseignant·es habitué·es à adapter les pédagogies et des points d'accroche concrets grâce à la dimension professionnelle. Encore faudrait-il – enfin ! – faire du lycée professionnel une priorité. En titularisant les près de 15 % d'enseignants contractuels, en généralisant les enseignements en petits groupes et en renforçant les moyens sociaux éducatifs – infirmières, assistantes sociales, CPE, conseillers d'orientation... Il faut également avoir une stratégie de long terme pour identifier les besoins de formation.

Avec cette nouvelle réforme, Emmanuel Macron entend remettre les clés de la formation des jeunes d'origine populaire au patronat.

Contrairement à la petite musique longtemps entretenue sur la fin des emplois d'ouvriers/employés, le Covid a mis en lumière le caractère essentiel de nombreux métiers d'exécution et la nécessité de réindustrialiser notre économie est désormais sur toutes les lèvres. Il y a donc urgence à revaloriser les métiers ouvriers et employés. À reconnaître et rémunérer leurs savoir-faire techniques et relationnels, à améliorer les conditions de travail. À renouer avec la fierté ouvrière. Le lycée professionnel peut être l'outil de cette reconnaissance, à condition de ne pas être torpillé par une nouvelle réforme comptable. ●

LA RENCONTRE
COMPRENDRE



« LA VOLONTÉ DE NEUTRALISER LE COMBAT FÉMINISTE EST ENCORE FORTE »

Tout au long de sa carrière, elle a revendiqué sa liberté et activé sa notoriété pour défendre ses convictions. Par ses rôles, **Isabelle Adjani** incarne des combats. Pour France 2, elle est l'influente maîtresse d'Henri II, Diane de Poitiers, une préceuseure qui la relie aux mouvements féministes actuels. Entretien au long cours avec une femme engagée.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT
caroline.constant@humanite.fr



LA RENCONTRE

ISABELLE ADJANI

Aimer un homme de vingt ans son cadet, ce n'est pas simple aujourd'hui. Mais il fallait une sacrée liberté intérieure et une bonne dose de courage pour l'assumer au XVI^e siècle. Diane de Poitiers incarne cette bravoure. Maîtresse de deux rois, elle a aussi eu une influence déterminante sur le court règne de Henri II, de 1547 à 1559. Pour l'incarner, il fallait une actrice dont la beauté rivalise avec l'intelligence. José Dayan, qui a écrit quatre heures de fiction pour France 2 (diffusée en 2 parties les lundis 7 et 14 novembre à 21 h 10), a choisi Isabelle Adjani. Une actrice iconique qui trace un trait d'union entre les femmes qui ont fait avancer l'histoire, d'hier à aujourd'hui, de Diane de Poitiers à Marilyn Monroe et aux égéries du mouvement MeToo. À ses côtés, on retrouve Samuel Labarthe et Virginie Ledoyen dans les rôles de François I^{er} et de sa maîtresse Anne de Pisseleu, Hugo Becker en Henri II. Avec l'actrice, l'entretien tourne à la conversation sur le monde, et ces femmes flamboyantes d'hier et d'aujourd'hui, de Paris à Téhéran.

Connaissez-vous le personnage de Diane de Poitiers ?

Je n'en connaissais pas plus que la plupart des gens, puisque très peu d'informations fiables sont consignées sur Diane. Je savais qu'elle était considérée comme une énigmatique beauté de la Renaissance. Je connaissais l'existence de ce château, Anet, et son emblème de « femme à la lune ». Mais, surtout, je n'ignorais pas qu'elle avait été la maîtresse de François I^{er} et qu'elle avait eu un amant de vingt ans plus jeune que son âge, Henri II. Soit des bribes d'une vie de mystère. Du coup, toute prête à l'imagination.

« Se faire maltraiter quand on est très jeune, j'ai pu le supporter car j'ignorais tout de ce milieu. Et ça va être de moins en moins le cas, grâce au virage MeToo. »

« Diane de Poitiers a été confrontée aux formes les plus archaïques du patriarcat, une société où les femmes n'étaient que des ventres. »

Est-ce ce mystère qui vous a donné envie de vous lancer dans ce projet ?

J'aimais bien l'idée qu'il y ait de la latitude pour scénariser, imaginer cette femme et sous-entendre son rôle, celui d'une précurseure un peu iconique : elle a lancé une mode à la cour, elle était très proche de la nature, fascinée par les démiurges et l'astrologie, ce qui n'était pas une rareté pour l'époque. Et puis, j'apprécie l'idée de voir l'histoire du côté féminin. Diane de Poitiers a bravé toutes les critiques qui ont pu lui être adressées, puisqu'elle était plus âgée que l'homme dont elle était amoureuse, et qu'elle a été influente sans jouer le rôle d'une favorite qui aurait modifié le cours de l'histoire. Elle a accompagné un règne de manière bienveillante, avec une stratégie qui n'était pas égocentrée.

Votre personnage donne le sentiment d'être totalement libéré des enjeux de pouvoir, de la peur de perdre ce pouvoir, contrairement à Anne de Pisseleu, la maîtresse de François I^{er}...

Diane n'est pas du tout dans cet opportunisme matérialiste et cette volonté d'accès au pouvoir. Cette Anne de Pisseleu, par exemple, est capable de dire à un navigateur : « Les indigènes, vous n'avez qu'à les tuer, puisque vous allez conquérir cet endroit où il y a de l'or. » Anne est l'anti-Diane de Poitiers. Diane est un être éclairé. Et en même temps, elle comprend et elle accepte les sacrifices pour que le règne puisse se dérouler, elle aide à assumer la lignée. Y compris en donnant une leçon de choses très précise à la femme d'Henri II, Catherine de Médicis.

Le film dresse-t-il le portrait d'une femme libre dans une époque très corsetée ?

Exactement. Dès les premières images, elle monte son cheval en amazone, elle est une Diane chasse-resse. Tout en étant catholique, fidèle à son roi, elle passe des étapes incontournables pour les femmes

ADJANI, STAR HEXAGONALE

Isabelle Adjani est une gamine d'une cité de Gennevilliers devenue star. Ce simple fait pourrait déjà la rendre iconique. Elle a commencé au cinéma à 14 ans, avant d'intégrer la Comédie-Française, trois ans plus tard. C'est le film « **la Gifle** » (Claude Pinoteau) qui rend son intensité de jeu familière au grand public. Depuis, elle a enchaîné les rôles et les récompenses. Elle est ainsi l'artiste française la plus couronnée avec cinq césars, pour « **Possession** » (Andrzej Zulawski) en 1982, « **l'été meurtrier** » (Jean Becker) en 1984, « **Camille Claudel** » (Bruno Nuytten) en 1989, « **la Reine Margot** » (Patrice Chéreau) en 1995 et « **la Journée de la jupe** » (Jean-Paul Lilienfeld) en 2010. Elle a été nommée deux fois aux oscars, pour « **l'Histoire d'Adèle H.** » (François Truffaut) et « **Camille Claudel** ». Cette année, elle a été à la fois au théâtre avec « **le Vertige Marilyn** », d'Olivier Steiner, à la télévision avec « **Diane de Poitiers** », de Josée Dayan (mi-novembre sur France 2), et au cinéma avec le film « **Mascarade** », de Nicolas Bedos (sortie le 1^{er} novembre).



CAROLE BE THUEL

de l'époque, mais sans se laisser avilir, dominer ou détruire : elle a été confrontée aux formes les plus archaïques du patriarcat dans une société où les femmes, notamment celles de l'aristocratie, n'étaient que des ventres, assignées à la reproduction du lignage masculin. Elles étaient des monnaies d'échange entre les familles. Diane, dans ses choix de vie, était assez en avance sur son temps. Aujourd'hui, elle serait à la tête d'un mouvement féministe !

Diane a d'ailleurs été la maîtresse de François I^{er}, sous contrainte, avant de devenir celle d'Henri II. On est loin de MeToo...

Nous avons voulu montrer la vulnérabilité des femmes dans des situations où il leur est impossible

« Violée par le roi, mariée avec un type de quarante ans son aîné, elle a eu le trajet de la femme qu'on achète, qu'on se repasse. Mais elle ne le vit pas comme une fatalité, elle modifie la trajectoire. »

de négocier d'égal à égal. Où les mots employés pour les décrire, « succomber », « user de ses charmes », « s'abandonner », « séductrice », remplacent ce dont il pourrait être ici vraiment question : le viol. Parce que Diane a été violée par François I^{er}. Elle a aussi été contrainte à un mariage forcé, avec un type de quarante ans son aîné. Elle a eu le trajet de la femme qu'on achète, qu'on se repasse. Et elle ne le vit pas comme une fatalité : elle modifie juste le trajet.

Elle se prend dans la figure la jalousie et la rivalité de toutes les femmes de la cour : la sœur de François I^{er}, la reine Catherine de Médicis, Anne de Pisseleu...

Elle est cernée par ces femmes qui la voient comme quelqu'un qui n'appartient pas à leur famille. »

LA RENCONTRE

ISABELLE ADJANI

» Elles préféreraient l'éliminer. La sœur du roi, parce qu'elle voudrait la rallier à sa cause, le protestantisme ; Catherine de Médicis, parce qu'elle a bien compris qu'elle ne sera jamais aimée d'Henri II... Il y a un petit côté Lady Di chez Catherine de Médicis et un petit côté Camilla chez Diane de Poitiers. Anne de Pisseleu représente, quant à elle, la Reine de Blanche-Neige, et sa fameuse réplique : « Arrachez-moi le cœur de cette femme et ramenez-le-moi, que je puisse en être définitivement débarrassée. » C'est aussi pour ça que j'aime cette fiction qui joue également du côté du conte.

La beauté de Diane de Poitiers pose-t-elle problème à ces femmes ?

Oui. Et à elle aussi, car elle a peur de la perdre. C'est ce qui va la tuer, au final : elle avale de l'or pour préserver à tout prix sa beauté, et la toxicité de ce métal l'empoisonne. D'ailleurs, je crois qu'elle a terminé en lambeaux, elle était détruite. Nous, nous avons fait le choix de ne pas la montrer avec des dents en moins. Mais on sait qu'elle a vraiment souffert à la fin.

Vous aviez déjà tourné avec Josée Dayan, dans un « Capitaine Marleau ». Était-ce une envie de retravailler avec elle ?

Josée avait envie que ce film soit comme un cadeau offert à une actrice. Elle m'a laissé participer à sa genèse. J'ai pu intervenir dans l'écriture, mais aussi sur le tournage, et jusqu'au bout, tout simplement parce que mon avis l'intéressait. Du coup, Josée Dayan dit que c'est un « film bicéphale ». Cette collaboration est une chance, parce que Josée Dayan est plutôt réputée pour être hégémonique de caractère. Et moi, j'adore travailler « avec ». Je déteste travailler « pour ». Le côté « tu es à mon service », non merci. En revanche, j'aime qu'on me dise : « Tu es avec moi, on va faire la route ensemble. »

« Nous ne risquons rien. À titre personnel, j'aurais préféré que nous nous coupions les cheveux devant l'ambassade d'Iran. »

C'est un peu l'histoire de votre collaboration avec Olivier Steiner pour votre spectacle sur Marilyn Monroe (« le Vertige Marilyn »), la saison dernière, non ?

Exactement. Se faire diriger jusqu'à la maltraitance quand on est très jeune, j'ai pu le supporter parce que j'ignorais tout de ce milieu. Et ça va être de moins en moins le cas, grâce à MeToo. Je suis tellement heureuse pour les jeunes actrices de ce virage. Je fais partie de celles qui sont à 300 % heureuses de ce changement sociétal. L'idée n'est évidemment pas de tirer au bazooka et de se faire la guerre avec les hommes. Il faut au contraire s'entendre, sur un autre terrain, d'égal à égal. Il y a eu des moments houleux pour que cette transition ait lieu, mais ils étaient nécessaires. Ce qui s'est passé avec Adèle Haenel ou Corinne Masiero, ce sont des pics d'expression de crise qui sont indispensables à la transformation, c'est tout. Ce n'est agréable pour personne. Au bout de cinq ans, on peut regarder le chemin parcouru, prendre de la distance, tout repasser pour construire, enfin. Même s'il va encore y avoir des passages difficiles et qui laissent les gens dans la sidération, comme l'affaire PPDA. C'est fou, mais c'est comme ça.

Diane de Poitiers vous amène à Marilyn. Et Marilyn à MeToo ?

Marilyn Monroe, cette pauvre femme, était à disposition du désir le plus dégueulasse de chaque homme qu'elle croisait. Et peu importe le pouvoir de sa célébrité. Elle en est quelque part morte. Le temps que ça a pris, c'est fou. J'ai vu une émission, sur TMC, qui récapitulait le mouvement MeToo, avec des archives dont certaines que je n'avais jamais vues. Et je me suis rendu compte qu'avec des personnes comme Gabriel Matzneff, on était encore, dans les années 1970-1980, dans la normalisation de la pédophilie, justifiée sur le plan intellectuel et en littérature. Le même documentaire rappelait cette tribune sur le droit d'importuner, en janvier 2018. J'aime beaucoup Catherine (Deneuve), vraiment. Mais sortir ce texte au moment où les femmes commencent à peine à sortir leur petite tête complètement traumatisée en comprenant qu'elles avaient le pouvoir d'aller au commissariat, de parler... ça leur a rabattu le couvercle sur la tête. Ça m'avait horriblement choquée. Comme les Élisabeth Lévy et compagnie avec cette histoire de ne pas confondre le viol et les agressions sexuelles... Mais ce n'est pas une histoire de confusion ! C'est une histoire d'enregistrement du traumatisme qui n'est pas aligné sur ce qui se produit en soi, dont on ne va pas pouvoir se défaire, qui va venir vous impacter dans votre vie. C'est grave.

« Il y a des moments
houleux nécessaires,
des pics d'expression
de crise indispensables
à la transformation. »

Vous avez participé au clip vidéo où une cinquantaine de personnalités affichent leur soutien aux Iraniennes en lutte en se coupant une mèche de cheveux.

Pourquoi ?

Ces femmes, en Iran, c'est Antigone face à Créon : elles se jettent, elles se fracassent contre un mur séculaire. Des amis iraniens à Paris m'ont affirmé que pour leurs compatriotes sur place, je représente quelque chose. Et dans les vidéos qu'on reçoit, on le voit : elles lancent un appel. Un appel pour être aidées. En face, nous ne pouvons pas rester muettes. Notre vidéo est juste symbolique, ça vaut ce que ça vaut. On ne prend aucun risque, sauf celui de se faire insulter au passage. Nous ne sommes effectivement pas dans la rue, nous ne risquons rien. À titre personnel, j'aurais préféré que nous nous coupions les cheveux devant l'ambassade d'Iran, mais j'aurais sans doute été toute seule, j'aurais eu l'air de quoi ? Cela posé, après la vidéo, j'ai regardé les commentaires dans la presse ou dans l'audiovisuel, en France. Et je me suis dit : « C'est dingue, il n'y aurait pas MeToo, on se ferait traîner dans la boue ! » Avec des phrases comme « ce sont les mêmes qui ont pris position pour la France insoumise, les islamo-gauchistes »... Tout à coup, des individus trouvent des éléments pour juger cette simple vidéo et la rendre répréhensible, ou en tout cas pour la neutraliser. Parce que ça ne servirait à rien que les mollahs s'en moquent. Mais ce n'est pas le propos ! Le propos, c'est de dire à ces femmes : « Vous n'êtes pas toutes seules ! » Avec ce clip, on fait ce qu'on peut. Il y a les comédiennes qui sont célèbres, d'autres moins, certaines qui croient que se couper une mèche de cheveux c'est se faire les pointes, d'autres qui sont trop dans la ferveur. Mais peu importe. Il se passe quelque chose. Et ça leur parvient. J'ai reçu des messages d'Iraniennes nous disant merci. Et rien que ça, je suis désolée, ça a de la valeur. ●

L'anamorphose Marilyn

L'une est brune, l'autre était blonde. L'une est française, l'autre était américaine. Isabelle Adjani a plus de 60 ans et Marilyn Monroe est décédée à 36 ans, le 4 août 1962. Mais les deux femmes, par-delà le temps et l'océan Atlantique, partagent la même passion : le jeu d'actrice. Elles ont aussi en commun leurs origines modestes, leur rapport à la notoriété et aux paparazzis, ce besoin permanent de se renouveler. La saison dernière, l'auteur Olivier Steiner et le metteur en scène Emmanuel Lagarrigue ont monté un spectacle, « le Vertige Marilyn », où ils mêlent, par la voix d'Isabelle Adjani et des archives de la dernière interview de Marilyn, les destins des deux

comédiennes. Isabelle Adjani y est seule en scène, avec une présence étonnante, sur un thème, Marilyn, qui lui tient à cœur. Elle n'a cessé depuis de s'intéresser à la vie de la star américaine fauchée en pleine jeunesse, en pleine gloire. Elle avoue avoir regardé « Blonde », d'Andrew Dominik, sur Netflix. Et s'étonne du temps entre les agressions sexuelles dénoncées à Hollywood par Marilyn Monroe et aujourd'hui. Du film, elle dit qu'« il y a des moments qui m'ont bouleversée et d'autres que je n'ai pas supportés. Comme ce truc prolifère, avec ce fœtus de sept mois qui se met à parler... Vraiment, je ne peux pas ». La liberté d'être, jusqu'au bout des ongles.



MAGALI BRAGARD



L'ENQUÊTE

ÉOLIENNES EN MER, AU VENT MAUVAIS DU DUMPING SOCIAL

Sous-traitance en cascade, recours massif aux travailleurs détachés et aux pavillons de complaisance, le tout sur fond d'aides publiques mirobolantes... La maîtrise d'œuvre du parc éolien de la baie de Saint-Brieuc, confiée par l'État à la multinationale espagnole Iberdrola, vire au scandale. Les pales ne tournent pas encore que l'addition, déjà, est très salée.

JEAN BAPTISTE MALET
Jean-baptiste.malet@humanite.fr



DES SALARIÉS ÉTRANGERS ONT ÉTÉ EMBAUCHÉS EN CDI SOUS CONTRAT DE DROIT FRANÇAIS PUIS POUSSÉS VERS LA SORTIE. UNE FAÇON D'OBTENIR UN MAXIMUM D'AIDES PUBLIQUES ?

mètres des rochers lorsque l'équipage français du remorqueur « TSM Kermor » lui a porté secours en lui lançant une remorque en textile, tirée grâce à un système pyrotechnique, suivi d'un câble en acier. Finalement remorqué, l'équipage du « St John » a été ramené sain et sauf dans le port de Saint-Malo, une heure et demie plus tard. Selon Pierre Maupoint de Vandeuil, le président du syndicat des officiers de la marine marchande CFE-CGC marine, ce sauvetage « met en lumière le dumping social existant sur les champs éoliens ». Avec, d'un côté, un navire battant pavillon de complaisance et sur lequel travaillent des marins « aux conditions de travail et aux salaires bien en dessous de ceux pratiqués sur la flotte française ». De l'autre, un armateur respectant la législation et les standards sociaux français. Panama, Bahamas, Chypre, Vanuatu... sur le chantier des éoliennes de la baie de Saint-Brieuc, où se relaient quotidiennement des navires de toutes tailles allant du petit patrouilleur au gigantesque navire-grue, les pavillons de complaisance flottent impunément. Mais comment en est-on arrivé là ?

Implantation des éoliennes en baie de Saint-Brieuc au moyen du bateau « Aeolus ». Le chantier de ce projet hautement stratégique est entaché d'irrégularités.

SANS CONCERTATION NI DÉBAT PUBLIC

En 2011, le président Nicolas Sarkozy annonce son ambition de bâtir une filière industrielle d'avenir via la création de plusieurs parcs éoliens offshore. Aucun débat public n'a encore eu lieu, mais l'État décide d'octroyer au privé 100 km² du domaine public maritime de la baie de Saint-Brieuc – une zone protégée, réputée pour ses réserves ornithologiques et sa pêche bien gérée de coquilles Saint-Jacques. En mai 2012, lors du lancement de ce parc, Jean-Yves Le Drian, alors président PS de la région Bretagne, promet à son tour la création d'une « filière d'excellence de l'industrie bretonne ». En 2020, lors de la décision finale d'investissement, la multinationale Iberdrola annonce que le coût de ce chantier s'élève à 2,4 milliards d'euros.

Avant même que ce parc ait été installé, la multinationale espagnole l'a déjà amorti. L'État s'est engagé à lui acheter l'électricité produite durant vingt ans, au prix de 155 euros le mégawattheure (MWh). Cela représente trois fois le prix actuel du marché de l'éolien offshore : en 2019, lors de l'attribution du futur site de Dunkerque, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé que le prix moyen »

Vendredi 16 septembre 2022, vers 8 h 30, le naufrage du « St John », un navire battant pavillon de complaisance du Vanuatu, a été évité in extremis. L'équipage du bateau, victime d'une voie d'eau – un envahissement du navire par l'eau – au niveau du compartiment machines, trente minutes plus tôt, avait lancé un appel de détresse, préparé ses radeaux de survie et s'apprêtait à évacuer car le bâtiment dérivait dangereusement vers la pointe de la Varde (Saint-Malo, Ile-et-Vilaine). À son bord, cinq hommes, de trois nationalités. L'équipage du « St John », affrété par la multinationale du câble Nexans auprès de son armateur néerlandais Van Laar Maritime, travaillait sur le chantier des éoliennes offshore de la baie de Saint-Brieuc. Le navire ne se trouvait plus qu'à 50

L'ENQUÊTE

COMPRENDRE

» des offres déposées était de l'ordre de 51 euros le MWh. Cette aide publique devrait coûter 4,7 milliards d'euros, soit près de deux fois le coût d'installation de l'infrastructure. Au-delà de cette période, Iberdrola revendra l'électricité au prix du marché. Officiellement, cette aide publique permettrait de « financer la création d'une nouvelle filière industrielle en France », ainsi que la création « d'emplois locaux à Brest ». Qu'en est-il dans les faits ? L'histoire d'un ouvrier espagnol venu travailler à Brest le raconte mieux qu'un long discours.

EMPLOI LOCAL : 4 EMBauchES EN ALTERNANCE

Quand Pablo (1), soudeur espagnol âgé de 34 ans, signe en mai 2021 à Cadix (Andalousie) une promesse d'embauche pour un emploi à Brest (Finistère), son employeur lui promet un meilleur salaire qu'en Espagne, un logement gratuit, et le prêt d'une automobile. En travaillant dur et en mettant sa vie entre parenthèses, Pablo espère économiser plusieurs milliers d'euros. Il embarque dans un autocar aux côtés d'ouvriers espagnols. À son arrivée à Brest dans l'usine Nervión – un sous-traitant de la multinationale espagnole Iberdrola qui, via sa filiale Ailes Marines, met en œuvre le parc éolien offshore de la baie de Saint-Brieuc –, Pablo paraphe un contrat de travail français, non traduit, qu'il ne comprend pas. « Ce n'est qu'après plusieurs mois de travail que j'ai compris que j'avais signé un CDI », raconte-t-il. « Dans l'usine, nos chefs prétendaient que ce n'était qu'un CDD, mais ils mentaient. »

Installée sur le polder de Brest, un site industriel dédié aux énergies marines renouvelables (EMR) entièrement aménagé par la région Bretagne grâce à un investissement de 220 millions d'euros, l'usine Nervión embauche à cette période 180 travailleurs, en majorité espagnols ou portugais, parmi lesquels 90 soudeurs. À l'exception de quatre Français embauchés en alternance, tous sont étrangers. Là, vêtus d'une tenue de travail jaune réfléchissante, de gants, d'une cagoule ignifugée leur protégeant les épaules et la tête couverte de leur casque, Pablo et ses collègues soudent, à partir de grands tubes en acier importés de Corée du Sud, des éléments de fondations d'éoliennes de type « jackets ». Durant plus d'un an, cette usine « bretonne » produit plus de 1 400 pièces, puis les expédie à Fene, en Galice, où elles sont assemblées en 34 tours en treillis de 74 mètres de haut pesant 1175 tonnes. Pendant ce temps, 30 autres fondations métalliques sont intégralement construites en Espagne.

La destination finale de ces pieds d'éoliennes ? La baie de Saint-Brieuc, en France, où elles sont en



JACOPPOLANDI / HANS LUCAS

cours d'installation. Une fois immergées en mer sur une hauteur de 29 à 42 mètres à l'aide d'un navire-grue battant pavillon des Bahamas – le « Saipem 7000 » –, ces fondations métalliques seront ancrées par des pieux forés dans les fonds marins. En 2023, ils soutiendront une centrale électrique et 62 éoliennes titanesques de 8 mégawatts, hautes de 207 mètres – l'équivalent de la tour Montparnasse. Seuls les éléments de la moitié de ces fondations métalliques auront été produits en Bretagne, grâce à de la main-d'œuvre étrangère.

PRESSIONS ET DÉMISSIONS « VOLONTAIRES »

En ce 21 février 2022, alors qu'il travaille depuis neuf mois dans l'usine Nervión de Brest, le soudeur est convoqué par ses employeurs. « Pablo, tu vas bientôt changer de contrat et rentrer en Espagne car le travail à Brest sera bientôt terminé, débute le chargé de recrutement. Voici la lettre que tu dois signer pour continuer à travailler avec nous. » Circonspect, Pablo examine le document. Il le lit sans le comprendre car il est rédigé en français et non traduit. « Objet : démission. Monsieur, je vous informe par la présente de ma décision de démissionner de mon poste de... que j'occupe depuis le... au

Les pieds des 62 éoliennes, produits à Brest par un sous-traitant et une main-d'œuvre espagnole et portugaise, sont assemblés en Espagne avant retour en Bretagne.

L'ÉTAT S'EST ENGAGÉ À ACHETER L'ÉLECTRICITÉ À L'ÉNERGÉTIEN ESPAGNOL 3 FOIS LE PRIX DU MARCHÉ, SUR VINGT ANS. COÛT : 4,7 MILLIARDS, SOIT 2 FOIS CELUI DE L'INSTALLATION DU PARC.



PHOTO: RILEE/LE FIGARO/MAXPPP

LE PARC ÉOLIEN EN BAIE DE SAINT-BRIEUC



sein de la société Nervión Offshore de Brest. Mon contrat de travail prévoit un délai de prévenance de 48 heures, que je ne souhaite pas respecter, ma démission prendra donc effet le... à la fin de ma journée de travail. Je reconnais que cette démission ne donne lieu à aucune indemnité. »

« Qu'est-ce que c'est que ça ? », demande Pablo. « Tu inscribes ton nom ici et tu signes là », lui répond sèchement son employeur. Flairant le piège, Pablo demande un délai de réflexion. Il rapporte la lettre chez lui, dans l'appartement qu'il occupe avec d'autres soudeurs. Alors que la plupart de ses

collègues acceptent de signer cette « démission volontaire », Pablo s'y refuse. Auprès de ses chefs, il soutient qu'en tant que salarié en CDI, le droit du travail français lui donne droit à une indemnité de fin de contrat. Les semaines suivantes, il fait l'objet de pressions. En mars 2022, ses chefs l'expulsent de son logement gratuit, puis le privent de son véhicule. « Heureusement, je connaissais un étudiant espagnol en Erasmus à Brest. Je suis devenu son colocataire du jour au lendemain », raconte-t-il. Le temps d'un week-end, Pablo fait l'aller-retour en Espagne afin de rapporter son véhicule personnel en Bretagne. La situation s'envenime avec ses patrons, qui lui déclarent qu'il aurait été licencié sans lui fournir des éléments de preuve.

Pablo se rend finalement à l'union locale de la CGT, à Brest. Alors que le chantier de Nervión est pratiquement achevé, le syndicat l'aide à organiser des élections professionnelles symboliques dans l'entreprise. Ce bras de fer permet à la CGT d'obtenir une indemnité de départ pour Pablo. Contactée, l'entreprise Nervión n'a pas accepté de nous expliquer pour quelles raisons ses ouvriers étrangers ont tous signé un CDI français, ni pourquoi ces travailleurs ont démissionné « volontairement », une fois le chantier achevé. S'agissait-il d'un stratagème pour toucher des aides publiques ? D'une exigence d'Iberdrola ? Ces questions restent sans réponse car les entreprises Nervión et Iberdrola n'ont pas répondu précisément aux sollicitations de « l'Humanité magazine ». ●

(1) Le prénom a été changé.

L'ANALYSE

MACRONIE, LA MINORITÉ QUI IMPOSE SA LOI

Les débats parlementaires n'auront servi à rien. Dépouvu de majorité, fébrile et autoritaire, le camp présidentiel a tout balayé, et verrouille son budget à coups de 49.3. Face au Parlement ou à la rue, l'exécutif ne connaît qu'une loi, la sienne. Lui qui accuse les grévistes de la CGT de bloquer le pays musèle la vie démocratique française.

À peine le second quinquennat commencé, l'exécutif fait du passage en force sa spécialité aussi bien face au Parlement qu'au mouvement social. Exit les promesses de « nouvelles méthodes » du chef de l'État, il n'aura fallu que dix-sept jours au gouvernement après l'ouverture de la session parlementaire pour déclencher le premier 49.3 d'une longue série. Et ce sans se départir d'un discours qui trouve à la procédure des vertus démocratiques. C'est faire « le choix du dialogue », a ainsi avancé la première ministre, Élisabeth Borne, au moment de dégaîner l'arme constitutionnelle sur la première partie du budget 2023. De quoi décrocher quelques rires nerveux sur les bancs de la Nupes que les députés ont quittés dans la foulée. Si les parlementaires de gauche ne sont pas dupes, le gouvernement a déroulé l'argumentaire à l'envi. « Il n'y a pas eu de passage en force », dixit Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie. « C'est une démarche de main tendue et la démonstration que nous sommes fidèles aux engagements que nous avons pris », selon le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran. Un petit air de George Orwell. Car si la première ministre s'est targuée de présenter aux députés une version de la première partie du projet de loi de finances qui « n'est pas le décalque

du projet qui (leur) avait été initialement soumis », il n'empêche que c'est bien Matignon et l'Élysée qui ont eu le dernier mot, quitte à balayer le travail de l'Assemblée. Et c'est ainsi que craque le vernis démocratique : « Le gouvernement ment comme un arracheur de dents. Ils font semblant d'être favorables au débat, mais, depuis le début, ils ont acté le 49.3, un acte d'autorité et de faiblesse pour valider un budget qui ne répond pas aux inégalités fiscales, n'améliore pas le pouvoir d'achat des Français, refuse les avancées que nous avons arrachées », fustige le député communiste Sébastien Jumel.

LE RECOURS D'UN NOUVEAU TYPE AU 49.3

Élisabeth Borne a beau assuré avoir joué le jeu en retenant des amendements (une écrasante majorité issue du camp présidentiel), ils ne sont, en réalité, que de menus gestes. Et non sans arrière-pensée. La méthode permet, en effet, à l'exécutif de renvoyer la responsabilité du « blocage » à une opposition dépeinte comme jusqu'au-boutiste face au mantra de la majorité : « ni dégrader davantage le déficit, ni accroître l'imposition ». « Si on les écoutait, il y aurait 8 à 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires », assure l'autre locataire de Bercy, Gabriel Attal, qui n'est pas si disert sur les nouvelles recettes proposées.

Au total, des principaux revers essuyés par la Macronie durant les dix jours de débats, il ne reste rien. Le retour à 5 % de déficit rayé d'un trait de plume, la taxe sur les superdividendes (présentée par le Modem), le rétablissement de l'exit tax contre l'évasion fiscale, ou encore le vote d'un crédit d'impôt pour le reste à charge de tous les résidents en Ehpad... aucune de ces mesures symboliques n'a été retenue. « D'habitude, le 49.3 est utilisé par un

« DEPUIS LE DÉBUT, ILS ONT ACTÉ LE 49.3, AFIN DE VALIDER UN BUDGET QUI NE RÉPOND PAS AUX ATTENTES. ET QUI REFUSE LES AVANCÉES QUE NOUS AVONS ARRACHÉES. » SÉBASTIEN JUMEL, DÉPUTÉ PCF



ERIC TISCHAEV / REA

gouvernement qui n'est pas sûr de sa majorité, là – c'est une nouveauté –, il sert à un exécutif qui arrive avec un budget auquel il ne veut quasiment pas toucher dans une Assemblée où il est minoritaire », résume Éric Coquerel, le président FI de la commission des Finances de l'Assemblée.

Cette stratégie n'a cependant pas fait que des malheureux. LR qui, tout en ayant trop à perdre en cas de dissolution, ne veut pas franchir le Rubicon sur un vote traçant traditionnellement la frontière entre majorité et opposition, y a vu une issue de secours. Les députés de droite ont pu ainsi prétexter le besoin de stabilité pour ne pas présenter de motion de censure, ni voter celles de la Nupes ou du RN. « Il est totalement inutile de rajouter du chaos au chaos », avance leur chef de file, Olivier Marleix. Le gouvernement peut donc enchaîner sans craindre d'être démis. Dès le lendemain de cette première offensive, les ministres, agitant les mêmes éléments de langage, sont montés au créneau sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. « Les oppositions ne souhaitent pas ouvrir la possibilité (...)

Le 19 octobre, à l'instant où Élisabeth Borne engage le 49.3, le groupe de la Nupes se lève et quitte les bancs de l'hémicycle.

de nous laisser avancer. Dans ces conditions, on prendra aussi nos responsabilités », a prévenu Gabriel Attal. À croire qu'un amendement adopté à l'Assemblée ne serait pas le fruit d'un vote majoritaire. Pourtant les députés se sont appliqués à en faire la démonstration dès le début de l'examen du PLFSS en rejetant sa première partie sur les comptes 2021, ou en validant la réaffectation de la dette Covid proposée par Pierre Dharréville (PCF). Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour que l'exécutif passe aux actes : vingt-quatre heures après la première salve, et avant même que les motions de censure concernant le PLF ne soient examinées, il dégainait à nouveau le 49.3.

DISCRÉDITER, ISOLER, BÂILLONNER

Mais museler le Parlement ne suffit pas quand la colère gagne la rue. L'exécutif a donc entrepris d'appliquer son triptyque – discréditer, isoler, bâillonner – au mouvement social. Tandis que les pénuries d'essence liées à la grève des raffineurs prenaient de l'ampleur, Emmanuel Macron n'a pu s'empêcher d'intervenir dès le 12 octobre, dans « l'Événement » sur France 2. Une émission qui, contrairement à la seconde édition du 26 octobre, devait pourtant exclusivement traiter des questions internationales. « J'ai une pensée pour l'ensemble de nos compatriotes qui font la queue au milieu de la nuit pour trouver de l'essence. (...) Je le dis très clairement, si le dialogue social n'aboutit pas dans les prochaines heures, nous réquisitionnerons », a lancé le président de la République, rivalisant avec la morgue quelques jours plus tard de sa première ministre. « Quand un accord majoritaire a été trouvé, ce n'est pas normal qu'une minorité continue à bloquer le pays », a lâché Élisabeth Borne sur le plateau de TF1, avant de déclencher des réquisitions, faisant fi du droit de grève.

Ni l'opposition politique de gauche ni le front social n'ont cependant dit leur dernier mot. Après une mobilisation le 16 octobre qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris contre la vie chère, la Nupes a présenté ses contre-propositions budgétaires – à hauteur de 94 milliards d'euros de dépenses et de 135 milliards d'euros de recettes – reposant sur trois piliers : justice sociale, climatique et fiscale. Quant aux syndicats, après la grève du 18 octobre pour les salaires – qui a vu s'aggraver 300 000 personnes dans les cortèges à travers la France, selon la CGT –, ils ont prévu de nouvelles journées de grève et d'action le 27 octobre et le 10 novembre. Et ça, le 49.3 n'y pourra rien. ●

JULIA HAMLAOUI

julia.hamaloui@humanite.fr

En France, la santé reste une affaire de classes

Les problèmes de santé et les maladies chroniques touchent plus souvent les personnes aux revenus modestes et réduisent davantage leur espérance de vie.

Ce n'est pas nouveau, les inégalités sociales se retrouvent jusque dans l'accès aux soins. Si elles s'amenuisent parfois sensiblement, elles perdurent et peuvent avoir des conséquences dramatiques. C'est ce qui ressort du dernier bilan annuel de l'état de santé de la population en France, publié par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees). Prévalence des maladies chroniques, risque de

renoncement aux soins, dépistages moins fréquents... Dès le plus jeune âge, les disparités sont marquées entre les enfants selon la catégorie socioprofessionnelle de leurs parents. Et tout au long de la vie, le risque de développer une maladie chronique reste plus élevé chez les personnes les plus modestes que chez les plus aisées. Jusqu'à l'espérance de vie, dont l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est d'environ 13 ans chez

les hommes et 8 chez les femmes ! « Le premier tueur au monde, c'est la misère et la pauvreté, et la France n'y échappe pas », relevait récemment dans les colonnes du « Monde » Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'université de Versailles-Saint-Quentin (Yvelines). Or « jusqu'ici, les politiques ont très peu ciblé les plus défavorisés pour réduire ces inégalités en santé ». Le ministre de la Santé a promis des actions de prévention. Atteindront-elles les publics qui en ont le plus besoin ? ●

Pathologies

À âge et sexe comparables, les ouvriers et employés développent plus souvent une maladie chronique que les cadres et professions intellectuelles supérieures

Santé mentale

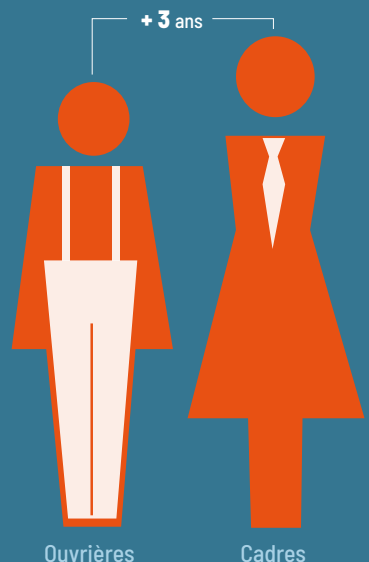


1/10 présente des symptômes évocateurs de troubles dépressifs en France métropolitaine

Socio-économique

À partir de 35 ans, l'espérance de vie chez...

... les femmes



Pour les plus modestes, le risque de développer une pathologie est plus élevé

Diabète

x 2,8

Maladies chroniques du foie ou du pancréas

x 2,4

Maladies neurologiques ou dégénératives

+ 50 %

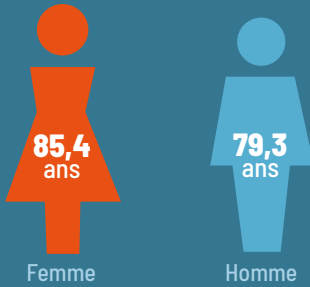
Maladies cardio-neuro-vasculaires

+ 40 %

SOURCES : DREES, OBÉPI-ROCHE, OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS

Espérance de vie

En 2021



Entre 2009 et 2014

+ 1 an



Femme

+ 1,5 an



Homme

Entre 2014 et 2019

+ 0,2 an



Femme

+ 0,5 an



Homme

Obésité

Part de la population adulte obèse selon la catégorie sociale en 2020

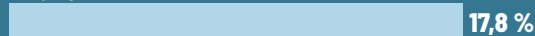
Ensemble de la population



Ouvriers



Employés



Professions intermédiaires

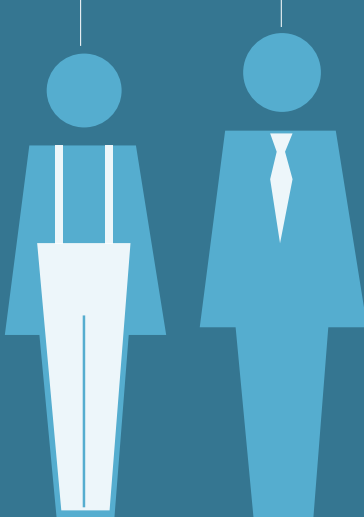


Cadres



... les hommes

+ 6 ans



Ouvriers

Cadres

Surpoids

Enfants d'ouvriers en situation de surpoids



Enfants de cadres

Santé au travail

Nombre d'accidents en 2016

Le risque d'accident est plus élevé en manutention manuelle

37,4

accidents du travail par millions d'heures travaillées chez les ouvriers

VS

5,0

chez les cadres

Renoncement aux soins

Le recours aux soins est très inégal selon les catégories sociales

Être pauvre **x 3,2** le risque de renoncement

Dépistage

Le recours au dépistage du cancer est inégal selon le niveau de vie

En 2019, les femmes de 50 à 74 ans n'ayant jamais réalisé de mammographie

39 %
Des plus précaires

24 %
Des plus aisées

DÉCRYPTAGE

EN CHINE, XI JINPING SERRE LES RANGS

Rendez-vous décisif de la vie politique nationale, le congrès quinquennal du Parti communiste avait pour but de dessiner les grandes orientations politiques et économiques. Retour sur la stratégie de la deuxième puissance mondiale pour les cinq années à venir et au-delà.

La Chine d'aujourd'hui n'est résolument plus la même que celle de 2017, lorsque s'achevait le précédent rendez-vous du Parti communiste (PCC). Lors du 20^e congrès, les 2 296 délégués avaient à charge de tracer des objectifs en phase avec la nouvelle étape dans laquelle est entrée la seconde puissance mondiale. Une ère faite de « sérieux défis », selon l'aveu du président Xi Jinping. « Le Parti et l'État doivent agir en s'adaptant à de nombreuses nouvelles exigences », a-t-il expliqué, citant les déséquilibres de développement. Reconduit pour un troisième mandat – rendu possible par l'abolition de la limite de deux missions en 2018 –, le dirigeant est conforté dans son rôle, ainsi que dans ceux de secrétaire général du comité central du PCC, de président de la commission militaire centrale de l'État et de la commission militaire du PCC. La pensée de Xi Jinping est, quant à elle, incorporée dans les statuts du parti. À l'instar de Li Qiang, secrétaire général du parti à Shanghai, responsable du confinement sans fin de la ville, de Zhao Leji, responsable de la lutte anticorruption et de la discipline, et de Wang Huning, en charge de l'idéologie, les sept membres du comité permanent du bureau politique sont tous des proches du président. Exit les équilibres politiques. Les modérés Li Keqiang (ex-premier ministre) et Wang Yang (ex-président de la conférence consultative politique du peuple chinois) ont été remerciés.

1 UN DÉVELOPPEMENT « À MI-CHEMIN »
Il y a un an, la Chine annonçait être parvenue à l'objectif d'édification d'une société de moyenne aisance. À cet égard, en dix ans, plus de 60 millions d'habitants démunis sont sortis définitivement de la pauvreté, et le taux de pauvreté est passé de 10,2 % à moins de 4 %. Mais, met en garde Xi Jinping, « un voyageur qui a fait 90 % de son trajet doit considérer qu'il n'est encore qu'à mi-chemin ». Le président a ainsi insisté sur l'extension des assurances-maladie et vieillesse et de l'allocation pour les plus démunis. Le congrès a également précisé la nécessité pour le « marché de jouer un rôle décisif dans la distribution des ressources ». Dans les prochaines années, la Chine se fixe pour objectif de mettre en place un mécanisme de développement interrégional coordonné afin de réduire les écarts entre les régions côtières et de l'Est, les plus en pointe, et celles de l'intérieur et de l'Ouest, les moins bien dotées.

2 L'OUVERTURE PLUTÔT QUE LE REPLI
D'aucuns prédisaient un repli de la Chine sur elle-même à l'issue de deux années de Covid et d'intense guerre commerciale menée par les États-Unis. « L'ouverture amène le progrès ; le repli sur soi conduit à la régression. La porte ouverte de la Chine ne se refermera pas, mais au contraire continuera à s'ouvrir encore davantage », prévient le président. En réalité, le pays n'a d'autre choix que de relancer les nouvelles routes de la soie, qui lui assurent des débouchés commerciaux et une influence dans les pays qu'elles traversent.

Pour la première fois, Xi Jinping lie le projet aux investissements étrangers en Chine. Souvent critiqué pour les règles drastiques d'accès à son marché, le pays assure vouloir les assouplir, y compris dans le secteur des services, et protéger « les droits et intérêts légitimes des entrepreneurs étrangers en matière d'investissements », en référence aux brevets. Un tournant. Et le signe que la Chine est désormais suffisamment sûre d'elle-même pour développer ses propres technologies. Les zones pilotes de libre-échange, telles Shanghai, Canton, Chongqing ou Tianjin, sont par ailleurs amenées à jouer un nouveau rôle décisionnaire dans l'orientation des réformes. Soit une forme de décentralisation qui confirme toutefois le rôle de pointe joué par ces villes dans la croissance. « Le rêve du peuple chinois est étroitement lié aux rêves des autres peuples », défend encore le chef de l'État, qui oppose, en creux, ce modèle de destin commun de l'humanité à celui de guerre, par pays interposé, des États-Unis. En creux, car ces derniers ne sont jamais cités. « Le pacifisme » et « la stabilité » sont érigés en mots qui parlent d'eux-mêmes. L'intégration totale dans la mondialisation – et par là même l'acceptation de ses règles – doit permettre « l'accroissement de la puissance économique et de la puissance globale de notre pays », a insisté Xi Jinping afin que les industries chinoises se hissent vers les « positions moyennes et supérieures de la chaîne mondiale de valeur » grâce à des entreprises compétitives au niveau mondial. Fini le temps où la Chine était reléguée au rang d'atelier

bas de gamme. À l'horizon 2049, année qui marquera le centenaire de la révolution, l'objectif reste bel et bien de dépasser les États-Unis.

3 UNE « CIVILISATION ÉCOLOGIQUE »

Xi Jinping insiste par ailleurs sur le fait que le progrès permette « de favoriser à la fois la production, le bien-être de la population et la préservation des écosystèmes ». Plus grand émetteur de CO₂, la Chine est également le pays qui affiche le plus d'ambitions en matière climatique, en prévoyant d'atteindre la neutralité carbone en 2060. La notion de « civilisation écologique », inscrite dans la Constitution depuis les années 2000, face au mécontentement des citoyens, a été reprise lors de ce congrès. Ce modèle passe par des applications numériques d'évaluation des performances environnementales des entreprises, des gouvernements locaux et des citoyens, ce qui renforce l'emprise du pouvoir central par un système de crédit social étendu au respect de l'environnement.

4 « UN PAYS, DEUX SYSTÈMES », Y COMPRIS À TAÏWAN

C'est l'un des points cruciaux de ce congrès. En plaçant au même niveau Hong Kong, Macao, deux territoires rétrocedés à la Chine en 1997 et en 1999, et Taïwan, le PCC confirme l'objectif d'une réunification avant le centenaire de la prise de pouvoir des maoïstes en 2049. Y compris par la force si la situation l'exige. La méthode? Sans doute s'inspire-t-elle du retour salué de Hong Kong « du chaos à la gouvernance » depuis l'imposition d'une loi de sécurité nationale en 2020 qui a définitivement fait taire les voix dissidentes. Dans les rangs les plus conservateurs du PCC et de l'armée, d'aucuns pressent Xi Jinping d'aller plus vite dans le processus de réintégration de Taïwan afin d'éviter que les États-Unis n'avancent davantage leurs pions et que Taipei ne soit définitivement gagné par l'indépendantisme. Un enjeu de taille si Xi Jinping entend maintenir l'unité du parti autour de lui. ●

LINA SANKARI

lina.sankari@humanite.fr

Des crises à l'ordre du jour



TAÏWAN Pékin confirme son objectif à l'horizon 2049 d'une réunification de l'île avec le continent, y compris par la force si la situation l'exige.



DÉMOGRAPHIE En 2021, le taux de natalité a connu son plus bas niveau depuis 1978. Un véritable défi dans un pays qui vieillit avant d'avoir achevé son développement.



ÉPARGNE Le 10 juillet 2022, à Zhengzhou (Henan), des centaines de particuliers dont les avoirs sont gelés depuis avril ont manifesté devant la Banque du peuple.

Lola ou la fin des hommes

Sans le moindre égard pour la famille, qui a demandé que cela cesse, l'extrême droite et la droite ont orchestré une récupération sans nom de l'effroyable meurtre de la petite Lola. La principale suspecte est une étrangère en situation irrégulière. Une aubaine pour les charognards, qui ont fondu comme un seul vautour sur l'affaire. « Trop de crimes et de délits sont commis par des immigrés clandestins qu'on n'a pas voulu, ou pas su, renvoyer chez eux ! » clame Marine Le Pen, tandis que Reconquête prend prétexte d'un hommage pour vomir son discours haineux. Las, la droite dite « républicaine » ne vaut guère mieux. Patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau propose « un texte de loi pour rendre l'État civilement responsable lorsqu'un Français est blessé ou même tué par un étranger qui n'a rien à faire sur le sol français ». Le néologisme sans queue ni tête de « francocide » promu par Zemmour n'est plus très loin. Le festival des idées les plus réacs s'est aussi invité en prime time sur C8. « Procès immédiat en quelques heures, et terminé, c'est perpétuité direct. Pour moi, elle n'a pas le droit à une défense », a défendu Cyril Hanouna. Et voilà les fondements de l'État de droit abattus en deux phrases. Populisme bas de gamme, pourrait-on balayer. Pourtant, 2 millions de personnes sont restées scotchées à leur écran. Flippant. ●

JULIA HANLAOUI

LE BILLET

AU VITRIOL

Jean Castex va pantoufler dans le métro

L'ancien premier ministre a été parachuté à la tête de la RATP. Un grand serviteur de l'État choisi par Macron pour parachever la privatisation de la régie publique des transports parisiens.



ERIC BERACASSAT / HANS LUCAS

Publiée dans une lettre confidentielle, l'information a presque failli passer inaperçue : c'eût été dommage. Le 18 octobre, le média spécialisé Mobilettre révèle que l'ancien premier ministre Jean Castex est en passe d'être parachuté à la tête de la RATP, évinçant ainsi les autres candidats au poste. Rappelons que le président de la République a le droit de proposer un nom pour diriger la régie publique, à condition que ce choix soit entériné par la suite par le Parlement (Assemblée et

Sénat). Ce choix interroge. Que vient faire l'ancien premier ministre à la tête d'une telle entreprise ? « Ce sera l'homme de main de Macron, anticipe un syndicaliste de la RATP. Il y a plusieurs dossiers très "chauds" à gérer pendant la période, à commencer par le dynamitage des régimes spéciaux sur fond de réforme des retraites. L'Élysée veut s'assurer d'avoir un fidèle à la tête de l'entreprise. » Il y a cependant un risque évident de conflit d'intérêts, comme dans n'importe quel « pantouflage »

(passage d'un haut fonctionnaire ou d'un membre du gouvernement dans le secteur privé). La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a fini par donner son feu vert, mais l'assortit de conditions telles que l'on frise le ridicule : pendant trois ans, écrit-elle, Jean Castex devra « s'abstenir de toute démarche auprès des membres du gouvernement en exercice »... ce qui revient à dire que le futur PDG de la RATP devrait s'abstenir de discuter avec ses ministres de tutelle ! Il eût été plus simple de retoquer le choix de l'Élysée.

En tout cas, la HATVP a fort à faire en Macronie : on ne compte plus les « pantouffles » ces derniers mois, depuis la nomination (bloquée) de l'ancien ministre des Transports, Jean-Baptiste Djebbari, vers le transporteur CMA CGM ; jusqu'à Brune Poirson, ex-secrétaire d'État à l'Écologie, recyclée chez le concessionnaire du tunnel sous la Manche ; en passant par Benjamin Griveaux, reconverti dans le conseil. Une sorte de retour aux sources, finalement, pour ces responsables politiques venus du privé. ●

CYPRIEN BOGANDA

Giorgia Meloni rassure les marchés et piétine les droits LGBT

La figure de l'extrême droite italienne a reçu, le 22 octobre, la traditionnelle clochette de la part du président du Conseil sortant, Mario Draghi. Pour l'essentiel, la politique conduite par la nouvelle cheffe de gouvernement, Giorgia Meloni, devrait s'inscrire dans les pas de l'ancien banquier central, auquel elle avait demandé de préparer le budget 2023. Les marges de manœuvre de celle qui ne veut pas affronter les milieux

économiques de son pays sont faibles. « Plutôt que sur Rome, je devrai marcher sur Gazprom », s'amuse en privé la postfasciste. Si, sur le plan économique, aucun grand changement n'est à attendre, la nouvelle présidente du Conseil doit répondre à une attente de radicalité de droite, qu'illustrent les noms des ministres et ministères. Signal le plus inquiétant : Giorgia Meloni, qui se fait appeler LE président du Conseil, a remanié le ministère de l'Égalité des chances,

qui était chargé des droits des femmes. Mais quels droits ! Le ministère sera désormais celui « de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances ». À sa tête, Eugenia Roccella, qui a émergé en menant le mouvement homosexuelles en 2007. Elle est aussi contre la pilule abortive. Pour développer le tourisme, on trouve Daniela Santanché, ancienne égérie du parti La Droite, qui avait refusé l'abandon officiel de la nostalgie du fascisme par Alliance

nationale, le parti auquel appartenait Giorgia Meloni de 1995 à 2009. Autre signal, le ministère de l'Agriculture devient celui de la « Souveraineté alimentaire ». Pas question de développer, comme le souhaitaient les écologistes qui ont importé en Italie ce concept, des circuits courts ou bio. Il s'agira pour le ministre de mettre une teinte de protectionnisme au service de l'agro-industrie. Le portefeuille sera détenu par Francesco Lollobrigida, beau-frère de Meloni. Des deux côtés des Alpes, l'extrême droite est gérée comme une entreprise familiale. ●

GAËL DE SANTIS





La monnaie de la BCE entre dans l'ère numérique dans un contexte de très forte concurrence du privé, déjà bien installé dans le secteur des moyens de paiement.

L'euro numérique, c'est pour bientôt

La Banque centrale européenne est entrée en phase de test de l'euro numérique, ou e-euro. La Banque de France vient de rejoindre l'expérimentation, avec pour but de l'ouvrir au grand public fin 2023.

Le but de l'e-euro est de profiter des avantages théoriques d'une cryptomonnaie : le faible coût et l'immédiateté de chaque transaction, sans les inconvénients (la volatilité), tout en restant sous contrôle public. Et celles qui pourraient avoir du souci à se faire, ce sont bien les banques traditionnelles. Tout l'intérêt de l'euro numérique pour les particuliers revient à se passer de leurs services. Car on pourra réaliser des transactions grâce aux euros déposés sur nos portefeuilles numériques,

sans que notre banque privée soit même au courant. En revanche, la Banque centrale européenne viendra garantir qu'un euro numérique vaut bien un euro classique, en pièce ou sur son compte courant. En un sens, cet e-euro est un peu comme de l'argent liquide infalsifiable : votre banque n'a pas de droit de regard sur ce que vous en faites et ne prend pas de frais de gestion dessus non plus. Théoriquement, les transactions en euros numériques seront donc quasi immédiates et moins chères, du

SÉCURISÉ, GARANTI, DÉMOCRATIQUE ET CONFIDENTIEL, L'E-EURO CUMULE DES VERTUS QUE LE PRIVÉ MENACE DE REMETTRE EN CAUSE.

fait de cet intermédiaire en moins. De plus, cet e-euro, du moins au sein de la zone, ne connaîtra pas de frontières. Un euro numérique « favoriserait l'inclusion financière en ouvrant les paiements numériques à ceux qui n'ont pas actuellement accès aux services financiers. De plus, ses utilisateurs pourraient effectuer leurs achats dans tous les points de vente et tous les pays de la zone euro », explique dans un communiqué Fabio Panetta, membre du directeur de la Banque centrale européenne en charge du dossier de l'euro numérique. Cette monnaie a donc pour ambition d'être vraiment utile.

LE STABLECOIN, PAS SI SOLIDE

Dans le cahier des charges de l'e-euro, il y a aussi une forme de sobriété énergétique. Le bitcoin, du fait de son fonctionnement, consomme plus d'énergie que le Portugal ou que la Grèce, et il n'est pas question de reproduire cette gabe-gie. L'empreinte énergétique est promise « négligeable », sans que les solutions techniques envisagées ne soient précises ni évidentes.

Cet euro numérique pourrait arriver aussi dans un contexte favorable. La capitalisation du secteur des cryptomonnaies est en effet passée d'un pic de 3 200 milliards de dollars en novembre 2021 à moins de 1 000 milliards près d'un an après. Même les stablecoins, ces monnaies virtuelles pensées comme stables, comme leur nom l'indique, c'est-à-dire adossées au dollar, se sont effondrés en nombre. Au total, plus de 2 000 milliards de dollars investis sont partis en fumée, et le secteur souffre d'un sacré problème de confiance. Tandis que l'e-euro sera, lui, garanti par les différentes banques

centrales, la BCE comme les nationales. Difficile de faire mieux. Enfin, dernier atout de cette monnaie, elle devrait respecter les standards européens en matière de respect des données personnelles des utilisateurs et d'interopérabilité. Ce dernier point est fondamental, il est censé garantir l'accès à l'e-euro pour tous, quelle que soit la marque de son ordinateur ou smartphone.

TOUCHE PAS AU GRISBI

Voilà toutes les qualités que pourrait théoriquement avoir l'e-euro, car la BCE est bien partie pour s'arrêter au milieu du chemin. Pour les particuliers et les PME, l'usage de l'e-euro devrait être gratuit (sans frais de compte, ni bancaires ni de carte de crédit...), mais il sera plafonné. On ne devrait pas pouvoir posséder plus de 3 000 euros à la fois sans frais. « Tout changement décollant de l'innovation technologique, s'il n'est pas conçu de façon adéquate, peut devenir une source de perturbations pour nos systèmes financiers, nos économies et nos sociétés », justifie Fabio Panetta. Pas question de fragiliser les banques privées. D'ailleurs, comme aucune solution technologique n'est arrêtée pour l'heure, on pense

43 %

des citoyens européens consultés par la BCE estiment que le plus important pour l'adoption de l'e-numérique, c'est la confidentialité, devant la sécurité (18 %) et l'absence de surcoûts (9 %).

évidemment à la blockchain comme pour toutes les autres cryptomonnaies, les institutions financières pourraient revenir par la fenêtre pour s'imposer comme tiers de confiance. Et donc réduire à quasi rien l'intérêt d'un e-euro.

Les premiers partenaires privés choisis par la BCE n'incitent pas à la confiance à ce propos : Worldline teste les paiements déconnectés, l'European Payments Initiative (qui rassemble 16 banques privées) et le géant italien Nexi s'occupent des terminaux en points de vente physique, CaixaBank planche

sur les transactions P2P, et un certain Amazon a en charge les opérations de e-commerce.

Avant même sa sortie de test, l'e-euro risque donc d'être déjà dépassé, y compris par la concurrence d'acteurs privés qui ambitionnent d'aller plus loin. Qu'il s'agisse des cartes de paiement sans frais des banques en ligne qu'il suffit de créditer, ou des applications de paiement associées à des réseaux sociaux (WeChat, Meta Pay et potentiellement demain Twitter...) ou à des smartphones, comme Apple Pay ou Google Pay. ●

PIERRIC MARISSAL

pierric.marissal@humanite.fr

Mais que fait Amazon dans cette affaire ?

Le choix du géant de l'e-commerce états-unien comme l'un des cinq premiers partenaires de l'e-euro pose plusieurs problèmes. À commencer par la garantie du respect des données personnelles avancée par la BCE, tout en s'associant à un groupe dont tout

l'avantage concurrentiel repose justement sur le pillage et l'exploitation de ces ressources. C'est aussi la seule entreprise non européenne sélectionnée, ce qui a déclenché de vives critiques chez les parlementaires, en particulier sur le risque d'ingérence étrangère ou d'hégémonie par le

géant du Web, déjà épinglé par l'Union européenne. La BCE a tempéré en indiquant qu'Amazon pourrait ne pas jouer un rôle majeur dans les prochaines étapes du projet, mais précise que le groupe a déjà grandement participé à l'élaboration des interfaces de paiement.

Route du rhum : une solitaire d'équipes

Le 6 novembre, 138 navigateurs s'élanceront de Saint-Malo vers Pointe-à-Pitre. Course en solitaire, la transatlantique ne saurait se résumer aux performances d'un seul skippeur. Illustration avec Armel Le Cléac'h et le team qui l'entoure.

A cinq mois du départ de la Route du rhum, le maxi-trimaran « Banque-Populaire XI » file à vive allure en direction de la marina Bas-du-Fort à Pointe-à-Pitre. Comme en 2018, Armel Le Cléac'h vient de boucler la reconnaissance du parcours d'environ 3542 milles. La traversée a duré un peu moins de huit jours sur ce géant des mers - 32 m de long, 23 m de large et 35 m de mâts. Descendre sous les sept jours, en configuration de course, est envisageable. Mais, tempère le skippeur qui rêve de s'y imposer depuis 1986 (date à laquelle il a assisté, en famille, au départ de la troisième édition de la course), « on sera déjà très heureux si on arrive en Guadeloupe ». Une formule à la troisième personne du singulier pour rappeler que cette aventure est celle d'un collectif. Une allusion aussi au chavirage du Breton lors de la précédente édition de la Route, deux jours à peine après le départ. Le bateau avait été détruit et Le Cléac'h sauvé par les membres d'équipage d'un bateau de pêche portugais. L'accident « nous a soudés. On s'est rendu compte que nous avions la volonté commune de réussir des projets ensemble, que gagner n'était pas juste mon objectif personnel (...). Comme en Formule 1, il y a le pilote, le seul à conduire la voiture, et tous ceux qui lui permettent de le faire dans les meilleures conditions possible ».

Une partie de ces hommes de l'ombre s'active dans le bruit assourdissant et la chaleur étouffante du cockpit. « Un vrai four ! » s'exclame Erwan Steff qui, adolescent, rivalisait avec Le Cléac'h en 420 (type de voilier sur lequel les jeunes

régatiers font leurs armes). Et d'expliquer que ce voyage est, en jargon de marin, un « faux solo ». Bien qu'accompagné, le skippeur réalise, sans assistance, toutes les manœuvres nécessaires au voyage.

PAS MOINS DE 20 SPÉCIALISTES

Les yeux rivés sur les nombreux écrans à bord, l'oreille tendue vers le moindre inhabituel grincement, ses équipiers observent « le bateau en situation réelle de navigation » afin d'identifier ce qui peut être amélioré et « le faire progresser ». Grand-voile, bâches aérodynamiques, éoliennes, ou foils - ces appendices qui permettent aux embarcations de s'affranchir du fameux principe d'Archimède et de voler sur l'eau... « On avance pas à pas sur une multitude de détails », explique le responsable logistique. Et chaque détail dispose de son spécialiste. Mât, hauban et cordages pour Yann Courtois, 47 ans, responsable gréement et sécurité depuis 2004. Électricité, électronique et informatique pour Yannick Guernec, 38 ans. Florian Vilboux, qui fête ce soir-là ses 37 ans, est expert en matériaux composites. Ils ne sont pas moins de 20 au total à apporter leur savoir-faire au team. « On fait figure de mastodonte mais, à

**« UN NOYAU DUR, FIDÈLE,
QUI SE CONNAÎT TRÈS
BIEN, JUSQU'AU NOMBRE
DE SUCRES QU'ARMEL
MET DANS SON THÉ. »**

FRANÇOIS BARBAZANGES,
SPÉCIALISTE MÉCANIQUE ET HYDRAULIQUE



LOIC VERNANCE / AFP

l'échelle de nos projets et de la taille de nos bateaux, ce n'est pas démesuré », indique le directeur technique et coordinateur des troupes Pierre-Emmanuel Hérisse. « Notre particularité est d'avoir un noyau dur fidèle et stable qui se connaît très bien. » « Jusqu'au nombre de sucres qu'Armel met dans son thé », ajoute en riant François Barbazanges. Ancien de chez Peugeot Sport, ils'occupe des aspects mécaniques et hydrauliques des bateaux depuis 2010. Avant même l'arrivée de Le Cléac'h, donc. « Certains membres font partie de l'équipe depuis plus de quinze ans, reprend plus sérieusement Pierre-Emmanuel Hérisse. On se connaît, bien sûr, mais chacun connaît les compétences de l'autre, ses méthodes de travail, on se fait une confiance absolue. »

« TROIS OU QUATRE MOTS »

Quand la course sera lancée, tous resteront en veille et P. E., comme ils l'appellent, sera joignable 24 h sur 24. « Sur une semaine, ce n'est pas contraignant. Mais au cours d'un Vendée Globe (tour du monde réalisé en 74 jours et 2 heures lors de la dernière édition - NDLR), c'est plus compliqué. À la piscine de Concarneau,



« Comme en Formule 1, il y a le pilote, le seul à conduire, et tous ceux qui lui permettent de le faire dans les meilleures conditions possible », témoigne Armel Le Cléac'h.

LOIC VENANCEZ / AFP

où j'enchaîne les longueurs, je laisse mon téléphone au maître-nageur. Il sait qu'il doit immédiatement venir me chercher dans le bassin si Armel appelle. » Les deux hommes maintiennent une discussion « ouverte en permanence » sur WhatsApp. « À notre demande, personne n'interfère, mais cela ne veut pas dire que je suis le seul à communiquer avec lui. » Pierre-Emmanuel Hérisse fait interface, s'autorisant juste à mettre en sourdine, de nuit, le groupe d'échanges sur le routage et ses nombreuses indications concernant l'évolution des

conditions météo. Évoquer cette hyper-connexion fait sourire Armel Le Cléac'h. « La communication avec la terre existe. Elle est importante, fonctionne beaucoup mieux que par le passé, mais elle se résume souvent à trois ou quatre mots : "tout va bien", "je te rappelle", "j'ai un problème". Ça facilite la tâche mais on n'en reste pas moins tout seul sur le bateau au beau milieu de l'Atlantique. Dès que le bateau quitte le ponton, j'en suis responsable. Et c'est toujours une énorme aventure. » ●

GEORGIA DIAZ

AGENDA

JEUDI

CYCLISME TOUR DE FRANCE

C'est au Palais des congrès de Paris qu'est dévoilé le tracé de la prochaine édition du Tour de France. L'épreuve débutera au Pays basque espagnol, le 1^{er} juillet 2023, et se terminera sur les Champs-Élysées le 23 juillet. EUROSPORT 1. 11H30

VENDREDI

HANDBALL

France-Pologne

L'équipe de France féminine achève sa préparation à l'Euro 2022 en affrontant la Pologne, en match amical, les 28 puis 30 octobre. Ces deux rencontres permettront aux Bleues, vice-championnes d'Europe en titre, d'évaluer leur niveau avant de s'envoler pour Skopje (Macédoine du Nord). L'EHF Euro débutera, lui, le 4 novembre. LA CHAÎNE L'ÉQUIPE. 21H10

SAMEDI

SKI ALPIN COUPE DU MONDE

L'ouverture de la Coupe du monde de ski a lieu à Zermatt (Suisse). Descente messieurs au programme, ce matin. Particularité du parcours : il est transfrontalier et conduit les skieurs à évoluer au pied du mont Cervin, du Gobbia di Rollin au Laghi Cime Bianchi en Italie. EUROSPORT. 11 HEURES

MARDI

FOOTBALL LIGUE DES CHAMPIONS OM-Francfort

Vainqueur du Sporting Portugal (0-2), le 12 octobre dernier, l'OM peut encore espérer se qualifier pour les 8^{es} de finale de la Ligue des champions. À condition, toutefois, de réaliser un sans-faute en commençant par une victoire face à Francfort, dernier du groupe. CANAL PLUS FOOT, 21 HEURES

MERCREDI

FOOTBALL LIGUE DES CHAMPIONS Juventus-PSG

La Juventus de Turin accueille le Paris Saint-Germain pour le compte de la 6^e journée de Ligue des champions. À l'aller, les Italiens s'étaient inclinés 2-1 au Parc des Princes. CANAL PLUS FOOT. 21 HEURES

Le maraîcher et la petite mouche qui aimait trop les mangues

Au Sénégal, les producteurs de mangues luttent contre une menace invasive qui ravage les récoltes : la mouche orientale des fruits. Un diptère venu d'Asie du Sud-Est qui s'est installé en Afrique il y a plus de 15 ans et dont les dégâts pourraient menacer toute la filière.

A une centaine de kilomètres au nord de Dakar, et quelque deux heures et demie de route, se trouve Mboro, une petite commune des Niayes, cette zone très fertile entre la capitale sénégalaise et Saint-Louis. 70 % des fruits et légumes du pays sont produits dans les Niayes. Mais ce jardin d'Éden où tout pousse si facilement doit faire face à des changements qui le mettent en péril. Outre la raréfaction de l'eau, les producteurs de mangues ont une ennemie coriace qui ravage les récoltes : il s'agit de *Bactrocera dorsalis*, une mouche venue d'Asie et présente au Sénégal depuis 2004. Samba Dia a longtemps travaillé à l'usine et s'occupait de son verger hérité de son père le week-end. Aujourd'hui, il y passe tout son temps et deux employés, épaulés parfois par quelques journaliers,

s'occupent avec lui des 7 hectares où poussent des manguiers, des citronniers, des avocatiers, mais aussi des pamplemoussiers, des cocotiers et des papayers. C'est verdoyant, accueillant, « le paradis », d'après Raphaël Belmin, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Mais, alors qu'il fait visiter son exploitation, Samba Dia évoque rapidement ce qui le tracasse. La saison des mangues est terminée en cette mi-octobre et cette année encore *Bactrocera dorsalis* a fait du tort à la récolte. Car, plus de quinze ans après son introduction en Afrique, personne n'est encore parvenu à éradiquer cette espèce invasive débarquée sur la côte est du continent du fait des flux commerciaux et qui a proliféré de l'est jusqu'à l'ouest en une année.

Les femelles injectent leurs œufs dans les fruits, pour que s'en nourrissent les larves. Le fruit ainsi piqué, qui pourrait rapidement et tombe au sol, est un fruit perdu.



SCOTT BAUER

Quand les mangues mûrissent, les mouches femelles piquent les fruits pour y injecter leurs œufs, desquels sortent des larves qui se nourrissent de la chair orangée et délicieusement sucrée. Un fruit piqué, qui pourrit rapidement et tombe, est un fruit perdu qui ne sera pas vendu. Aussi, à l'approche de la saison des pluies, qui correspond à la saison des mangues et à l'arrivée de la mouche, les acheteurs en profitent pour casser les prix. « Ils viennent un jour à l'exploitation, proposent un prix et disent qu'ils ne repasseront pas », explique Moussa N'Diènor, chercheur à l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra). Cela signifie qu'ils proposent d'acheter toute la récolte à bas prix alors que les fruits ne sont pas encore tout à fait mûrs. Les mangues cueillies avant maturité ne peuvent pas rejoindre le circuit plus lucratif de l'exportation et sont bradées, 50 francs CFA le kilo pour Samba Dia, alors que le producteur pourrait toucher cinq à sept fois plus si ses mangues pouvaient être exportées. Ce qui sauve le producteur de Mboro : ses autres cultures qui n'intéressent pas la mouche, laquelle ne semble apprécier dans son verger que les mangues et les pamplemousses.



UNE SOLUTION QUI RESTE À TROUVER

Va-t-on assister à un étiolement de cette production de moins en moins rentable ? Les exploitants vont-ils préférer planter d'autres arbres ? La recherche s'active pour éviter ce funeste destin. Il faut savoir que *Bactrocera dorsalis* est présente sur tout le territoire sénégalais, et notamment dans la principale région productrice de mangues du pays, la Casamance. Là et dans les Niayes, le Cirad surveille la propagation de la mouche grâce à des pièges installés dans une trentaine d'exploitations. L'organisme de recherche français a mené aussi, conjointement avec l'Isra, une enquête auprès des producteurs pour connaître leurs pratiques contre la mouche. La principale technique est le contournement, ce que fait Samba Dia, c'est-à-dire récolter les mangues avant leur maturité. « Il y a aussi la sanitation, qui consiste à ramasser les fruits tombés et à les enterrer afin de casser le cycle de reproduction de la mouche », explique Raphaël Belmin. Quant au recours au piégeage, il est souvent peu efficace, et celui aux pesticides très onéreux. Alors que faire ? Le chercheur annonce que le Cirad planche sur l'idée de libérer des mouches mâles stériles dans l'environnement. Les œufs issus de leur accouplement avec des femelles n'éclore jamais. Beaucoup d'espoir a déjà été mis dans cette technique pour réduire les populations de moustiques-tigres, notamment à La

Réunion où l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a procédé l'année dernière à des lâchers expérimentaux. Quand bien même celle-ci serait efficace et sans impact pour la santé et l'environnement, *Bactrocera dorsalis* sera-t-elle remplacée par un autre ravageur ? Car les chercheurs le savent bien, l'arrivée de nouvelles espèces bio-invasives va être de plus en plus fréquente à cause du changement climatique. ●

MARINE CYGLER

Samba Dia montre à Moussa N'Diènor, de l'Institut sénégalais de recherches agricoles, ses pièges artisanaux.

La difficile mutation du modèle agricole

La politique agricole du Sénégal encourage l'utilisation massive d'engrais, car la priorité est la sécurité et la souveraineté alimentaires. Cette position, renforcée encore par la pandémie de Covid et la guerre en Ukraine, a été jusqu'au vote par le Parlement, en juin, de la levée de l'interdiction de la culture des OGM. Ce modèle agricole inquiète les scientifiques, car il n'est pas durable et ne permettra pas les évolutions nécessaires liées au manque d'eau et à l'augmentation des températures. « Nous, les agronomes du Cirad et de l'Isra, nous pensons que c'est un système qui va s'effondrer tôt

ou tard et qu'il va falloir préparer l'avenir », lance Raphaël Belmin, chercheur au Cirad. Aussi, différents organismes de recherche et des ONG proposent aux maraîchers de la zone des Niayes de se familiariser avec l'agroécologie. Il existe un ensemble de pratiques qui sont moins gourmandes en eau et qui permettent d'utiliser moins d'engrais, comme le paillage, qui diminue de moitié l'utilisation des intrants. Mais aujourd'hui les producteurs veulent produire toujours plus et il semble difficile de trouver un marché pour les fruits et légumes, un peu plus chers, issus de la production agroécologique.

ATTAL FUSTIGE
UNE "CÉGÉTISATION"
DE LA FRANCE.



Vers une terrible recomposition stratégique de l'Europe

PAR FRANCIS WURTZ, DÉPUTÉ HONORAIRE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le mal que fait la guerre de Poutine, par-delà l'Ukraine, à toute l'Europe s'annonce incommensurable. En témoignent en particulier le déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'Est et la redoutable recomposition stratégique qui s'y dessine en ce moment. L'actuelle brouille entre Paris et Berlin en est une parfaite illustration. Beaucoup de commentaires ont accompagné l'annonce de l'annulation surprise du Conseil des ministres franco-allemand qui devait se tenir le 26 octobre au château de Fontainebleau. On sait que l'un des désaccords

CHRISTIAN PETIT

concerne les réponses, différentes de part et d'autre du Rhin, apportées à la crise énergétique. Il s'agit là, certes, d'un problème sérieux mais surmontable par la négociation. Beaucoup plus problématique est l'autre grand sujet de discord : la défense, ou, plus exactement, la conduite de la militarisation effrénée en cours en Europe, Berlin espérant ravir à Paris le « leadership » en la matière. L'Allemagne doit devenir « la force armée la mieux équipée d'Europe », a annoncé le chancelier Scholz. Grâce au fameux « fonds spécial » de 100 milliards d'euros, auquel s'ajouteront « 70 à 80 milliards d'euros par an pour la défense », précisa-t-il avec gourmandise, « la plus grande armée conventionnelle en Europe dans le cadre de l'Otan est en train de se constituer. (...) Nous montrons clairement et de manière crédible que l'Allemagne est prête à assumer une responsabilité de premier plan pour la sécurité de notre continent » ! Joignant le geste à la parole, le chef de la coalition SPD-Verts-libéraux s'est allié à... 14 pays – essentiellement d'Europe de l'Est et du Nord auxquels s'ajoute la Grande-Bretagne – pour

installer, dans le cadre de l'Otan, avec des équipements israéliens et américains, un « bouclier antimissile et antiaérien ». Un virage historique et un défi lancé, notamment à Paris. Un défi que la France, voyant ainsi s'affaiblir tant son industrie d'armement que son « rang » en Europe, voudra relever... en accroissant encore ses propres dépenses militaires et en accentuant la croisade de l'Élysée sur « le rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective » (européenne). La spirale diabolique ne s'arrêtera pas là. Un autre pays affiche, dans ce contexte toxique, une ambition militaire démesurée : la Pologne de l'ultra-atlantiste Kaczynski, devenue incontournable grâce à la désastreuse stratégie du Kremlin. Portant son budget des armées non à 2 % de ses ressources, comme l'exige l'Otan, mais à 3 %, Varsovie s'est lancé dans l'acquisition de 1200 chars de combat, 500 lance-roquettes ultraperformants, 600 obusiers, 32 avions de chasse, en plus d'une commande surprise

Voyant s'affaiblir son industrie d'armement et son « rang », la France voudra accroître ses dépenses militaires et le rôle de sa dissuasion nucléaire.

à la Corée du Sud pour un montant astronomique de 15 milliards d'euros, qui devrait être, en partie, payée grâce aux remboursements européens pour les armements livrés à l'Ukraine ! Il n'en faut pas plus pour que des voix se lèvent pour préconiser la constitution d'un « axe franco-polonais » (1)... On nage en plein délire. Il est plus que temps que cette sale guerre aux conséquences incalculables s'arrête ! Qui pour faire de la rupture de cet engrenage fatal son objectif stratégique n° 1 ? ●

(1) Voir J. R. Potocki (« le Figaro », 21 octobre 2022).

« LA MATIÈRE DU SOUVENIR CRÉE UN DÉSIR D'ÉCRIRE »

Avant d'être comédien, **Denis Podalydès** a écrit. Beaucoup. Poésie, théâtre et même le journal d'un personnage imaginaire. Il raconte aujourd'hui son amour des mots et des auteurs dans « Célidan disparu », recueil où il feuillette sa mémoire en toute franchise.





Brillant sociétaire de la Comédie-Française, metteur en scène, acteur impliqué dans des films en tout genre, Denis Podalydès est aussi un écrivain. Il le prouve haut la main avec la publication de « Céliidan disparu », sorte d'auto-biographie précoce en fragments,

où il se livre sans fard. De son enfance à aujourd'hui, il évoque sa famille, ses hantises, ses maîtres en théâtre, entre autres éléments.

Comment définissez-vous ce livre ?

Dans l'idéal, j'aurais visé « Ostinato », de Louis-René des Forêts ; fragments d'enfance mystérieux suscitant une sensation fugitive. Mes textes paraient au début de sensations anciennes. Dans le premier, « Tombée du soir à Oléron », devenu « la Petite Fontaine », je me demande pourquoi une tombée du soir, splendide, mélancolique, surnage dans mon esprit ? Cela donna un court chapitre, avec mon père, ma mère, une dispute, mon frère chassé de la maison... L'ensemble, d'abord intitulé « Instants disparus », constituait une suite de textes elliptiques. Je n'ai jamais réussi à composer un livre avec un début, un milieu, une fin. Des dossiers s'ouvrent dans l'ordinateur... Certains récits sont récents, d'autres plus anciens. La matière du souvenir crée un désir et la possibilité d'écrire.

Vous vous réclamez du poète Michel Leiris.

Pourquoi ?

Je l'ai découvert vers 18-20 ans, poète surréaliste avec « Aurora », puis « l'Âge d'homme » a été une révélation. Je me suis identifié à lui. On dirait qu'il se coupe la tête, la pose puis la peint. Il ne se supportait pas, c'est une sorte de narcissisme à l'envers. C'était un homme très angoissé. Très jeune, je l'étais. Il en allait de la possibilité de se sauver par l'écriture. J'ai lu ensuite « La Règle du jeu », qui comporte « Biffures », « Fibrilles », « Frêle bruit », « Fourbis ». Ces livres m'ont été source d'inspiration. Et quel style ! Je me suis approprié Leiris, mais je déteste quand j'imité son style. Jeune acteur, j'ai aussi pu être un copier-coller de certains comédiens que j'admirais ! Dans l'écriture, c'est aussi une façon de jouer le rôle de l'écrivain.

**« TRÈS TÔT, L'INJUSTICE SOCIALE PROFONDE
RESSENTIE PRESQUE COMME DONNÉE
NATURELLE, POUVAIT ME DONNER
L'IMPRESSION QUE RIEN N'ÉTAIT POSSIBLE. »**



Dans votre livre, vous dites avoir joué un rôle face à votre analyste...

Oui, comme Georges Perec qui, ainsi que le relate Claude Burgelin, fabriquait pour son analyste un faux « moi » de patient parfaitement ajusté à la demande. Il sortait du cabinet très content : il avait plu à son analyste...

En quoi la littérature vous est-elle fondamentale ?

Ma grand-mère était libraire, ma mère enseignante. Parfois, sous le coup d'une angoisse violente, l'entrée d'une librairie m'apaise. J'aime aussi marcher en lisant. Avec le livre, il y a toute une dimension physique, une nécessité proche des drogues dures ! Faire monter autour de soi des montagnes de livres, c'est créer un monde, se protéger. Cette prolifération est bien racontée dans le film de Mathieu Amalric, « Mange ta soupe ».

Vous assumez la honte et l'autodérision.

N'est-ce pas là l'antichambre de l'art du comédien ?

J'avais une grande difficulté à m'exposer sur scène. Je me refusais presque toute présence. J'avais un moral friable, une grande capacité à m'effondrer de l'intérieur. Il suffisait d'une petite remarque, d'un regard, pour que je me désintègre. Le metteur en scène Jean-Pierre Vincent, un maître pour moi, m'avait dit : « Tu n'es pas fiable. Un jour ça va, le lendemain il n'y a plus personne. » Il nous disait : « Le talent, je m'en fous. Vous en avez tous. Je parle à vos intelligences, à votre faculté à assimiler un récit, à comprendre un personnage, une société. Votre conscience sociale est aussi importante que votre talent. »

Je continuais d'écrire sous le sceau du secret. J'ai singé la littérature avec des poèmes – des sonnets – et des correspondances imaginaires. J'ai inventé le journal de l'année 1954 d'un certain Paul-Jean Natal, hanté par des doubles, persécuté par eux. J'ai eu une adolescence de graphomane. Il y a eu quantité de pièces de théâtre inspirées de Genet et Claudel. J'essayais d'avoir un style élevé.

Le metteur en scène Giorgio Strehler (1) a été essentiel.

Oui, une émotion absolue. Tout acteur, à un certain âge, découvre un monde, un metteur en scène, un auteur qui façonne sa destinée et construit son être d'acteur. Il y a eu aussi les autres grands de ces années 1980 : Grüber, Vassiliev, Claude Régy, Chéreau, Vitez... À cette époque, j'allais au théâtre cinq jours par semaine.

Vous jouez « le Roi Lear » à la Comédie-Française. Vous tournez sans cesse des films. Vous lisez à perte de vue. Avez-vous besoin de beaucoup de sommeil ?



FRANCESCA MANTOVANI / EDITIONS GALLIARD

Je dors plutôt bien. Si la boulimie est un certain type de névrose, alors je ne suis pas boulimique. J'ai davantage peur du ratage, de l'échec, d'où le fait d'enclencher beaucoup d'activités. Si la plupart ratent leur cible, je me dis qu'une d'elles au moins va réussir. Je commence un texte qui me déçoit. Je m'arrête. J'en commence un autre jusqu'au moment où je cale. Je reprends le premier tout en en débutant un troisième, qui me guérit des deux autres. Puis, je reprends le premier, que je ne trouve pas si mal et que je continue.

Vous évoquez vos frères, dont Bruno avec qui vous avez un rapport quasi gémeilaire.

Nos parents nous ont toujours mis dans la même chambre. Nous avons les mêmes jeux. Bruno est né en 1961, moi en 1963. Nos autres frères, Éric et Laurent, sont respectivement de 1969 et 1972. Entre eux et nous, il y avait presque deux mondes. Les deux aînés étaient très valorisés. Les deux suivants davantage spectateurs des deux premiers. Je raconte cette période des années 1980 où mon père était en dépression grave. Il était violent. S'ils s'étaient connus à une autre époque, mes parents ne seraient restés ensemble qu'une dizaine de jours... Ils ont vécu vingt-cinq ans ensemble et fait 4 enfants !

Ma mère a eu un destin de femme atroce. Elle était féministe. Nous – cette bande de mecs –, on se moquait d'elle. Elle adorait Gisèle Halimi. Quand elle

Avec une grand-mère libraire et une mère prof, Denis Podalydès est un accro aux mots né sous le signe du bouquin. « J'aime marcher en lisant. Avec le livre, il y a une nécessité proche des drogues dures ! »

évoquait Simone de Beauvoir, mon père piquait des crises. L'hostilité contre les femmes était folle.

Il y a eu aussi Nicole Modeste. Qui est-elle ?

Cette femme partageait notre vie familiale, de 8 heures le matin à 8 heures le soir. Elle nous conduisait à l'école, nous faisait à manger, nous emmenait assister à des procès d'assises. Elle a eu beaucoup de déboires que je ne raconte pas. Un terrible destin de femme, une vie très malheureuse.

Vous dites avoir eu assez tôt un sentiment de classe ?

Oui, le sentiment de la pauvreté, de la misère, de l'injustice sociale profonde ressentie presque comme donnée naturelle, ce qui pouvait me donner l'impression que rien n'était possible. Mon père, d'origine pied-noire, était à droite. Son beau-père lisait « Minute ». Il était pour l'OAS.

Je n'ai pas connu mon grand-père paternel, mort en 1951, avant la guerre d'Algérie. Ce devait être un colon de base. Sans doute raciste. Il battait sa femme et son fils. Ma grand-mère paternelle m'a raconté son mariage, très malheureux, en Algérie. Elle me disait : « D'une main c'était des gifles, de l'autre des cadeaux. » ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MURIEL STEINMETZ

muriel.steinmetz@humanite.fr

(1) Figure culturelle européenne, pionnier du théâtre pour tous italien, il fût directeur du théâtre de l'Odéon en 1984 puis élu sénateur sur la liste du Parti communiste italien en 1988.

EXPOSITION

CULTURE

Le Quai Branly accueille les « ambassadeurs » kanak

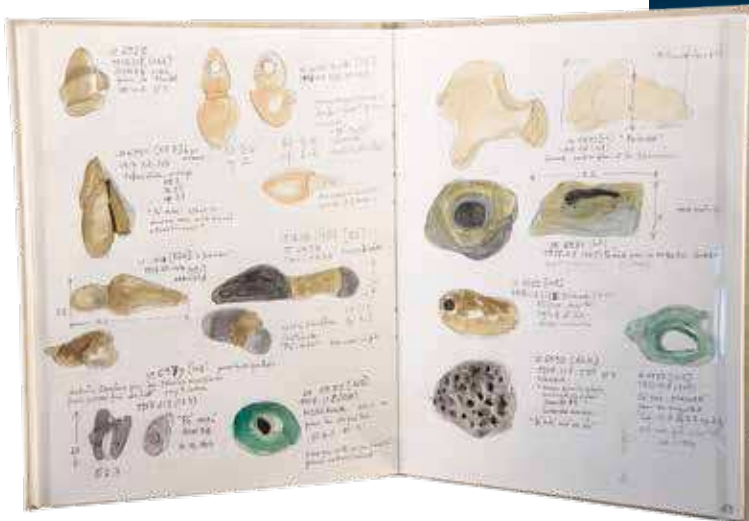
L'exposition « Carnets kanak » retrace, en s'appuyant sur ses croquis, le recensement minutieux, mené par l'ethnologue Roger Boulay, des artefacts néo-calédoniens disséminés dans le monde. Un inventaire et une réflexion pertinents à l'heure de la restitution du patrimoine pillé.

« **O**ù sont conservés les objets kanak ? » Cette question simple, que posa en 1979 Jean-Marie Tjibaou, alors chef du gouvernement calédonien, à l'ethnologue Roger Boulay, résonne encore avec force plus de quarante ans après. D'autant que la question de la restitution du patrimoine artistique et culturel, le plus souvent issu des territoires colonisés, se pose avec force dans le débat public et s'inscrit comme une problématique majeure pour les musées du monde entier, à commencer par ceux de l'Occident – les anciennes puissances coloniales. Mais pour Jean-Marie Tjibaou, puis les grands dirigeants kanak, là n'est pas l'enjeu central : la notion d'« objets ambassadeurs », attribuée au leader historique, a été reprise par l'autorité coutumière kanak.

« LE SANG, LA PENSÉE ET LA RACINE »

« Ces objets représentent le sang, la pensée et la racine de nos pères. C'est important si l'on veut faire connaître la culture kanak de par le monde et faire savoir qui sont les hommes de ce pays et à qui appartient le pied qui marche sur cette terre. C'est peut-être mieux que cela se

**16 600 OBJETS
INVENTORIÉS, RÉPARTIS
DANS 111 MUSÉES
DE PAR LE MONDE.**



passer ainsi. Nos ancêtres ont laissé partir ces choses et certains l'ont peut-être fait de bon cœur. Laissons-les être nos ambassadeurs », déclarait en 1990 Octave Togna, alors directeur de l'Agence de développement de la culture kanak, à l'occasion du vernissage de la première grande exposition consacrée à ce patrimoine, « De nacre et de jade », à Nouméa puis à Paris, au musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie. Un travail d'inventaire et de recensement fastidieux de près de quarante ans, sous la houlette de Roger Boulay et d'Emmanuel Kasarhérou, aujourd'hui directeur du musée du Quai Branly après avoir dirigé plusieurs années le centre culturel Tjibaou de Nouméa.

À la demande du gouvernement local, l'inventaire du patrimoine kanak dispersé (IPKD) se poursuit de 2011 à 2015. Au total, 16 600 objets sont étudiés et inventoriés à travers le monde, dans 111 musées. C'est ce travail que retranscrit

l'exposition « Carnets kanak ». On y découvre un dialogue fécond entre les croquis de Roger Boulay et des pièces représentatives de la diversité de la culture kanak. Nulle intention d'exhaustivité, mais au contraire un aperçu des objets emblématiques. À commencer par ceux qui ornent les cases : la flèche faitière, sculpture cérémonielle installée au sommet, et les appliques, larges panneaux de bois sculptés installés à l'entrée et dont le style artistique changea autour des années 1880. Sous l'effet de la demande des musées d'anthropologie d'Europe, le « contexte intellectuel de l'époque » attendait alors « d'un peuple "primitif" l'expression sauvage et élémentaire censée le qualifier : la terreur et le cannibalisme ». Ainsi les sculptures se firent menaçantes, aux dents proéminentes et aux yeux exorbités. On y découvre également massues, haches-ostensoirs, bambous gravés, colliers, pierres à magie – il en existe pour toutes



Lénine Renaud nous ouvre son musée sonore

Avec cet album, le combo nordiste met en musique un florilège de toiles. Vernissage prévu le 1^{er} décembre au Café de la danse, à Paris, pour le lancement de sa tournée.

Célébrer la peinture en chanson, l'idée n'est pas si banale. Le groupe Lénine Renaud, emmené par Franck Vandecasteele et Cyril Delmote, nous y convie en mettant en musique un panthéon plastique tout personnel,

de Neandertal à Leonor Fini, en passant par Monet, Rembrandt, Goya, Courbet, Lautrec, le primitif flamand Dirk Bouts ou Gaston Chissac. Un travail qui prend à rebours la frénésie d'images dont se repaît la société marchande. « On n'a jamais été autant abreuvé par les images. On voulait parler de celles qui nous ont bouleversés, prendre le temps de s'arrêter, de questionner et pas juste de consommer », explique Franck Vandecasteele.

L'idée leur est venue pendant le confinement. Pour conjurer le mauvais sort, le chanteur revisite sa bibliothèque, dévore des biographies de Courbet et de Goya, puis la correspondance de Gaston Chissac. « J'ai appelé Cyril pour lui dire que j'aimerais qu'on chante des tableaux. Il a été tout de suite partant. » Mais, pour aller du sens au



LE PETIT MUSÉE,
de Lénine Renaud,
At(h)ome

son, il faut définir un angle, éviter l'exposé, construire un imaginaire. Autant de défis relevés avec une belle diversité d'approches. « J'aurais bien fait Jackson Pollock ! Mais il aurait fallu des dissonances et on n'avait pas le

groupe pour faire ça », confesse-t-il. « Je ne fréquente pas les temples, les églises et compagnie. En revanche les musées sont les lieux où je vais me mettre à l'abri du monde, du chaos ou de mes contrariétés. » Avec la « Femme à l'ombrelle » de Monet, la mélodie aérienne évoque l'insouciance et la liberté. « Le Radeau de la Méduse » de Géricault, porté par un rythme de biguine, dénonce le racisme et le sort des migrants, quand Chissac s'exprime sur des rythmes enfantins, et Hopper dans une atmosphère nimbée de mystère. Il est ici également question de liberté, de morale, de censure. « Au fond, résume le chanteur, en chanson comme en peinture, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'œuvres innocentes. » ●

CLÉMENT GARCIA

clement.garcia@humanite.fr

Quelques-uns des 3000 croquis aquarellés de Roger Boulay sont exposés en regard des œuvres originales. Un dialogue éclairant sur le pillage culturel du peuple kanak.

sortes de destinations – et un monumental masque de deuil. Mais c'est bien la notion d'inventaire qui est au centre d'une exposition qui donne à voir comment un peuple colonisé se réapproprie un patrimoine dispersé aux quatre coins du monde, pour mieux bâtir un destin commun. ●

BENJAMIN KÖNIG

benjamin.konig@humanite.fr



CARNETS KANAK,
VOYAGE EN INVENTAIRE
DE ROGER BOULAY,
jusqu'au 12 mars
au musée du Quai
Branly-Jacques-Chirac



ROBIN SEN GUPTA

« TOUTE CONTESTATION EST ASSIMILÉE À UNE MENACE ET CRIMINALISÉE »

Spécialiste des quartiers défavorisés et des relations entre populations et police, **Michel Kokoreff** s'emploie à déconstruire l'imaginaire de violence que l'État - pour justifier sa politique répressive - et les médias dominants attachent à la radicalité militante.

Dans son ouvrage « Spectres de l'ultra-gauche, l'État, les révolutions et nous », le sociologue Michel Kokoreff revient sur l'histoire de ces mouvements qui privilégient l'auto-organisation. Il démontre que le déchaînement de violence politique et médiatique les concernant légitime leur criminalisation et dessine en creux un monde où il n'y a plus d'adversaires politiques, mais des ennemis.

Que recouvre à vos yeux la notion d'ultra-gauche ?

L'histoire des ultra-gauches est elle-même l'enjeu de conflits d'interprétation entre militants, chercheurs, journalistes. Les thèmes de l'ultra-gauche apparaissent dans le contexte des révolutions russe et allemande (1917 et 1923). Ils sont portés par ces fractions des partis sociaux-démocrates qui rejettent aussi bien la forme-parti que l'idée d'une avant-garde orientant les masses. Ces groupes minoritaires prônent l'égalité, l'auto-organisation, la démocratie directe, la socialisation des moyens de production, etc. Le meilleur exemple est la République des conseils ouvriers (ou soviets) en Russie, en Allemagne ou en Espagne. Les guerres ayant « avalé » les révolutions, le terme s'éteint jusqu'aux années 1960. On en retrouve la trace dans le groupe Socialisme ou Barbarie et dans l'Internationale situationniste. Ainsi, Guy Debord, dans « la Société du spectacle » (1967) affirme que son livre « développe des thèses qui ont acquis une grande influence dans l'ultra-gauchisme européen et américain ». Néanmoins, dans les années 1970,

le terme disparaît de nouveau au profit de l'extrême gauche, qui occupe le devant de la scène. En France, ce n'est qu'au début des années 2000 que cette dénomination refait surface, à la faveur de l'émergence du groupe de Tarnac, que les autorités de l'époque accusent d'actions terroristes. En 2008, soupçonnés d'avoir posé des fers à béton sur les lignes du TGV, 9 membres d'une mystérieuse « mouvance anarcho-autonome » sont arrêtés pour « association de malfaiteurs » et « entreprise à caractère terroriste ». Au bout de dix années de procédure judiciaire, ils seront tous relaxés.

Comment cette notion d'ultra-gauche a-t-elle été instrumentalisée à la suite de cette affaire ?

À la suite de cette affaire, qui a tourné au fiasco, les médias dominants ne vont cesser de remobiliser ce fantôme de l'ultra-gauche pour désigner des groupuscules censés menacer la sûreté de l'État. On retrouve cette rhétorique sécuritaire de l'ultra-gauche associée à la violence politique dans la dénonciation des casseurs, des black blocs ou du « cortège de tête ». Ainsi le magazine « le Point », fidèle à son goût pour les unes spectaculaires et l'imposture, titre en février 2020 : « L'ultra-gauche, la menace », faisant l'association avec

« L'ULTRA-GAUCHE EST AGITÉE COMME UN CHIFFON ROUGE ANNONÇANT LE RETOUR DE LA VIOLENCE POLITIQUE. UNE MYSTIFICATION. »



BAILLEU/PABLO

On associe ultra-gauche et violence armée, est-ce juste ?

Non. L'histoire de l'ultra-gauche est plus complexe. Elle comprend de multiples filiations, allant de l'anarchisme à la gauche germano-hollandaise et italienne, jusqu'à l'autonomie politique. Certes, elle pose la question des moyens et des fins de la violence. Ainsi le sabotage, théorisé par Émile Pouget en 1906, est prôné comme moyen d'action contre le capital par une branche syndicalo-révolutionnaire regroupée autour de la CGT naissante. Un siècle plus tard, on retrouve ce mode d'action associé à des grèves, des manifestations sauvages et des blocages. Pour autant, ces pratiques ne sont pas dissociables d'une volonté de transformation du monde de sortir du capitalisme et de rendre possible une vie meilleure.

Vous évoquez la Commune de Paris comme une référence pour les mouvements d'ultra-gauche...

Au moment de la Commune, les clivages entre marxisme et anarchisme se sont estompés, des personnes qui viennent de courants divers mais ont en commun le désir d'émancipation du peuple agissent ensemble. Aujourd'hui, la référence à la Commune est importante, car c'est une période qui n'a jamais disparu de l'imaginaire politique, bien que les jeunes générations n'en entendent pas parler au lycée. En 2016, il y est fait référence lors des rassemblements de Nuit debout, puis en 2018. Cet ancrage dans le passé donne sens aux actions présentes, il galvanise les acteurs en leur rappelant qu'un autre monde est possible. Derrière les spectres de l'ultra-gauche, se donnent à voir cent cinquante années d'histoire sociale, politique et intellectuelle.

Outre la police, comment est mobilisée la loi pour réprimer ces mouvements contestataires ?

On vit dans une société libérale sécuritaire depuis la fin du XX^e siècle. Le recours à la procédure d'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie en 1986, lors des émeutes de 2005 et en 2015, à la suite des attentats du 13-Novembre, ouvre un boulevard à la répression. Cette disposition permet des perquisitions, des arrestations préventives, des assignations à domicile, des interdictions de manifester, des arrestations pour possession de lunettes de piscine ou de masques ciblant des personnes qui n'ont aucun lien avec le terrorisme islamique. L'état d'urgence renforce les mesures sécuritaires ; il est la porte ouverte aux mesures les plus libérales et liberticides. Et les calendriers s'encastrent : 2016, la répression massive des)))

cette « nébuleuse », qui serait responsable d'actions violentes lors de manifestations et serait dans la continuité de groupes comme Action directe, dans les années 1980 - dont on n'a retenu que les actions violentes comme l'assassinat du PDG de Renault. Les accusations d'islamo-gauchisme et de wokisme, régulièrement portées par les politiques et les médias réactionnaires, sont également partie prenante d'un moment fascistoïde dans lequel toute forme de contestation est assimilée à une menace et, par là, d'emblée criminalisée et dépolitisée. Au-delà de l'histoire politique de ces mouvements révolutionnaires que mon livre se propose de revisiter, on assiste donc à une mystification : l'ultra-gauche est agitée comme un chiffon rouge annonçant le retour de la violence politique. Or cette bascule ne s'est pas vraiment produite en France, comme en Allemagne et en Italie. Sous la confusion volontaire entre radicalité et radicalisation, la peur est le terreau de la justification d'un tournant répressif et sécuritaire contre les militants. Il est donc important de déconstruire cet imaginaire de la menace.

LE PROFIL
Sociologue, Michel Kokoreff est professeur des universités à Paris-VIII. Il a aussi publié, récemment, « Violences policières, généalogie d'une violence d'État » (Textuel, 2020) et « la Diagonale de la rage » (éditions Divergences, 2021).

L'industrie convoquée au confessionnal

Dans son nouvel ouvrage, « Qu'est-ce que l'industrie ? », Pierre Musso se demande quelles philosophies se cachent derrière cette activité au cœur de nos sociétés, et en réévalue l'histoire en montrant sa parenté avec le monastère chrétien.

Pierre Musso, spécialiste de l'information et de la communication, vient de publier un petit livre énigmatique et fort intéressant intitulé « Qu'est-ce que l'industrie ? ». Il y aborde d'une manière originale un thème essentiel de la pensée occidentale qui joue un rôle très important dans l'histoire ouvrière et le marxisme, notamment en le questionnant par un biais inattendu : la philosophie.

Au préalable, on se demande pourquoi poser une telle question. L'industrie n'est-elle pas une évidence ? Pas si simple, réplique Pierre Musso. Le mot n'a pas eu tout le temps le même sens. L'auteur explique que « du point de vue philosophique, dans son noyau stable de sens, l'industrie consiste à assembler et à organiser une communauté humaine de travail pour accomplir une œuvre collective ». Il entend littéralement sidérer notre bonne foi laïque en affirmant qu'en vérité, l'industrie est « un produit dérivé et paradoxal du christianisme et du monachisme (1) des XII^e-XIII^e siècles », époque qui développe un « nouveau culte du travail et de la technique pour libérer le maximum de temps destiné à la prière ». Il nous cloue à notre banc de l'école publique en écrivant que « le moine, placé "à la base" de l'Église, préfigure

l'entrepreneur, et l'organisation de la communauté monastique anticipe celle de la manufacture, puis de l'usine ». L'usine serait fille du monastère ! Elle se laïcise, pourtant. Avec la révolution industrielle et le capitalisme, la grande entreprise devient, dès le début du XX^e siècle, l'institution économique centrale du capitalisme. Elle garde néanmoins bien des traits de son origine. Avec Taylor et le taylorisme, l'industrie repose sur l'horloge et la mesure des temporalités, comme l'avait déjà organisée le monastère bénédictin. Intervient dès lors, venue des États-Unis, « la révolution managériale », son idolâtrie de l'efficacité, fruit d'une organisation scientifique du travail.

AVÈNEMENT DE L'EFFICACITÉ

On ne s'étonnera donc pas que le christianisme, en rendant « sa dignité aux esclaves » et en réhabilitant le travail, ait contribué à ouvrir « la voie à la domination de la nature par le travail » ; l'homme, créé à l'image de Dieu, est destiné lui-même à devenir créateur. Alors, progressivement, s'esquisse une nouvelle vision du monde fondée sur le travail, les techniques, l'organisation rationnelle de la vie collective sur l'utilité, puis l'efficacité.

À partir de là, tout un courant philosophique, avec des penseurs

comme Bacon, Hume, puis Saint-Simon, Auguste Comte, s'efforcera de donner à la manufacture, à l'usine, une dimension universelle. Marx et Engels bousculent ce jeu de dupes. Le cheminement de l'industrie, c'est tout sauf du catéchisme, « c'est la substitution de l'homme par la machine ». Le dessaisissement de l'homme, de son corps, de son travail et même de son œuvre, c'est là « le cœur de la dialectique interne de la grande industrie » et avec son interface, « la création d'une bourgeoisie capitaliste et d'un prolétariat ouvrier », eux-mêmes antagoniques, l'une possédant les machines et achetant la force de travail de l'autre. Après Marx, au début du XX^e siècle, une autre séquence s'ouvre, des penseurs comme Bergson et Simone Weil, notamment, assimilant l'industrie à la guerre. Viennent ensuite les penseurs de la « société industrielle avancée » ou de la « société postindustrielle » avec le développement de l'informatisation et des technologies et un Raymond Aron qui s'oppose à Herbert Marcuse, le premier mettant en valeur l'universalité de l'industrie, le second insistant sur ses contradictions, notamment entre ses aspects créateur et destructeur. Le livre de Musso s'achève et nous laisse avec une question : où va donc aller l'industrie, particulièrement à l'heure du changement climatique ? ●

PIERRE IVORRA

(1) Le monachisme fait référence à l'état et au mode de vie des moines.



QU'EST-CE QUE L'INDUSTRIE ?, de Pierre Musso, Manucius éditions, 98 pages, 8 euros

AVEC TAYLOR ET LE TAYLORISME, L'INDUSTRIE REPOSE SUR L'HORLOGE ET LA MESURE DES TEMPORALITÉS, COMME L'AVAIT DÉJÀ ORGANISÉE LA RÈGLE DES BÉNÉDICTINS.

TÉLÉVISION

« NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI, MAIS ELLE N'EST PAS ENSEIGNÉE »

Journaliste depuis plus de trente ans pour le service public audiovisuel, chroniqueur judiciaire, **Dominique Verdeilhan** présente « Justice en France », une émission de décryptage du système judiciaire dont les téléspectateurs ont bien besoin, selon lui.



NATHALIE GUYON

Vous couvrez les affaires judiciaires pour France Télévisions depuis trente-trois ans. Pensez-vous que les Français connaissent mal leur système judiciaire ?

Durant mes trente-trois ans de chronique judiciaire, je me suis efforcé d'être le plus clair possible dans les mots que je pouvais employer. Les Français se disent que la justice est lente et compliquée, et en plus elle utilise un langage abscons. Sur la forme, tout le monde ne comprend pas les termes juridiques employés quotidiennement par les juges, les magistrats, les avocats. Sur la forme, ils se questionnent : « Qu'est-ce qu'un procureur ? Qu'est-ce qu'un sursis ? Qu'est-ce qu'une obligation de soins ? » Pour beaucoup de justiciables, c'est confus.

Vous ressentez depuis longtemps ce besoin de compréhension du public ?

C'est ce qui m'a toujours motivé : clarifier, expliquer, décrypter. D'abord sur France info, où j'ai tenu pendant deux ans une chronique qui s'appelait « la Justice décodée », et aujourd'hui avec cette série documentaire, « Justice en France ».



FRANCE TV PRESSE - MORGANE PRODUCTION

Pour faire entrer la caméra dans le prétoire, il faut l'accord de la cour, des magistrats et de chaque partie au procès. Le programme « restitue la réalité des audiences, sans artifice ni mise en scène ».

L'entrée des caméras dans les prétoires est une opportunité d'approfondir cette démarche. Dans chaque émission de cinquante-deux minutes, il y en a une trentaine d'images de procès. Le reste, ce sont des explications en compagnie de juges ou d'avocats.

C'est pourtant ce jargon juridique, la façon dont la loi est transmise au justiciable, qui régit la vie en société. Est-ce pour cela que vous avez tenu à commencer la série documentaire par des sujets qui parlent à tous, comme les infractions routières ou les affaires familiales ?

Tout à fait. On n'est pas dans la démarche de suivre des procès médiatiques. En suivant des procédures pour délit routier, des questions d'autorité parentale ou de surendettement, ce qu'on appelle la justice du quotidien, on aborde des questions qui concernent le plus grand nombre d'entre nous.

Comment avez-vous choisi les lieux de tournage, les affaires et les intervenants qui éclairent les points de droit pour le téléspectateur ?

Il y a eu des discussions entre France Télévisions et le ministère de la Justice dans un premier temps, avant de prendre contact avec plusieurs cours d'appel. Celle d'Aix-en-Provence a très vite donné son accord de principe. Ensuite, pour chaque procès, il faut que les magistrats, juges et procureurs soient d'accord, comme les victimes, les témoins... Aucune image ne peut être tournée sans l'agrément de tous les protagonistes. On assure d'ailleurs l'anonymat total, par le floutage)))

« DÉLIT ROUTIER, SURENDETTEMENT... ON ABORDE LA JUSTICE DU QUOTIDIEN. »

De l'audience pour les audiences ?

Voilà soixante-dix ans que les caméras n'avaient plus filmé de procès – mis à part les « procès pour l'histoire » de Maurice Papon ou des attentats du 13 Novembre. Mais la loi « pour la confiance dans l'institution judiciaire », votée en décembre 2021 sur proposition du garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, ancien avocat, permet à nouveau la captation de certains procès. France Télévisions a sauté sur l'occasion de « remplir un vide pédagogique et éducatif », explique le chroniqueur judiciaire Dominique Verdeilhan : l'émission qu'il présentera tous les mois sur France 3, cinquante-deux minutes au cœur du système judiciaire français, devrait « donner à voir le fonctionnement de la justice pour mieux la comprendre ». La chaîne entend « restituer la réalité des audiences, sans artifice technique ni mise en scène ». Ce que craint un certain nombre de magistrats, à commencer par l'Union des syndicats de la magistrature, malgré la promesse du ministre de « faire entrer la justice dans le salon des Français sans verser dans la justice spectacle ». À ce bémol, qui devrait être levé si l'on en croit Dominique Verdeilhan (lire ci-contre), il faut en ajouter un autre qui commence à devenir habituel : l'heure de diffusion, très tardive, est-elle vraiment propice à faire de la pédagogie ? ●

JUSTICE EN FRANCE SÉRIE DOCUMENTAIRE / FRANCE 3 / MERCREDI 2 NOVEMBRE / 23 H 30



BETTMANN VIA BETTY



JOEL ROBINE AND DERRICK CEFRAZ / AFP

Jusqu'en 1954 et l'affaire Dominici, rien n'interdisait d'immortaliser les débats: les troubles causés par sa surmédiation donneront le coup de grâce à cette tolérance. Depuis, 12 procès ont fait l'objet d'un enregistrement historique, dont celui de Maurice Papon, jugé pour crime contre l'humanité (1997).

» des prévenus et des témoins – et les noms sont bipés. Le plus important, c'est que toutes les affaires en sont à leur point final: aucune ne fait plus l'objet d'un recours, ni appel ni pourvoi en cassation. Les décisions données à l'antenne sont fermes et définitives. Comme ça, on ne peut pas nous reprocher d'influencer le cours du procès.

C'est donc le retour des caméras dans les salles d'audience, interdites depuis le procès Dominici en 1954. Ne craignez-vous pas qu'on reproduise l'empressement qui les en avait chassées ?

En effet, pour couvrir l'affaire Dominici, les caméras et les photographes se bousculaient dans la salle d'audience. Mais c'est surtout la technologie de l'époque qui était en cause: les moteurs des caméras faisaient un bruit d'enfer, les caméramen changeaient leurs bobines en pleins débats, sans compter les flashes des photographes et leurs déplacements. Le président avait jugé que la perturbation était trop forte. C'est à partir de ce moment-là que la loi a changé et qu'on n'autorisait le tournage d'images qu'avant le début des audiences. Mais la technologie a changé.

Le dispositif technique est pensé pour ne pas gêner le déroulement du procès ?

Oui. On utilise des petites caméras, sans

aucun opérateur ni technicien dans la salle. Tout est installé avant que l'audience ne commence et télécommandé depuis l'extérieur, depuis une régie. Cela prévient toute tentative pour les magistrats et les avocats de « faire leur numéro »: ils se concentrent sur leurs dossiers et les personnes qu'ils ont en face d'eux. Tout est fait pour oublier les caméras.

Vous entendez tout de même certaines réticences des magistrats qui craignent que cela nuise à la sincérité des débats ?

Ces craintes peuvent être en partie évacuées, parce qu'on ne fera pas de « grand procès », du type de l'affaire de la petite Maëlys ou du procès du 13 Novembre. Peut-être un jour tournerons-nous un procès d'assises pour l'exemple, mais il y en a qui durent un jour ou deux et qui ne sont pas fortement médiatisés. On évitera les faits divers retentissants. La réticence des magistrats, je la connais: en

« TOUT EST FAIT POUR OUBLIER LES CAMÉRAS, PRÉVENIR LA TENTATIVE DES MAGISTRATS DE "FAIRE LEUR NUMÉRO". »

DOMINIQUE VERDEILHAN

2004, j'ai fait partie d'une commission réunie par le ministre de la Justice Dominique Perben, qui réfléchissait déjà à la retransmission des procès. Mais je crois qu'une fois passées les premières diffusions, ces réticences seront levées. J'en prends pour preuve l'avant-première du premier documentaire: les magistrats, avocats, députés et sénateurs qui l'ont vu ont été rassurés quant à l'honnêteté de notre démarche. Cette émission remplit un vide pédagogique et éducatif. Nul n'est censé ignorer la loi, et pourtant elle n'est pas enseignée à l'école...

En signant une convention avec la chancellerie, vous adoptez un cahier des charges, des garde-fous pour éviter tout sensationnalisme. Mais l'ouverture des prétoires aux médias télévisés pourrait attirer d'autres formats qui n'auraient pas vos scrupules ?

Si des médias y vont avec des visées sensationnalistes, c'est leur problème. Mais les tournages ne peuvent se faire qu'avec l'aval du ministère de la Justice, des chefs de juridiction. S'ils donnent leur accord, c'est leur responsabilité. La nôtre, c'est celle du service public: pédagogie, décryptage. C'est une mission d'éducation. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GRÉGORIE MARIN

gregory.marin@humanite.fr

2,4 millions

C'est le nombre d'abonnés gagnés par Netflix dans le monde au cours du troisième trimestre 2022. Le géant en avait perdu près de 1,2 million entre janvier et juin.

CONTAMINATION

Lyon, l'éternelle polluée

Le journaliste Martin Boudot révèle qu'une usine du groupe Arkema a contaminé la métropole lyonnaise en rejetant des perfluorés, composés chimiques surnommés « polluants éternels » pour leur persistance dans l'environnement. Une pollution à l'origine de cancers, de troubles digestifs, de dysfonctionnements du système immunitaire...

Les conclusions de son enquête, menée en collaboration avec un scientifique néerlandais, ont déjà fait la une des journaux et entraîné des réactions citoyennes et politiques.

Un bel exemple de journalisme d'impact, face à une problématique sanitaire qui concerne toute l'Europe. ● **Y. M.**



PREMIERES LIGNES TELEVISIONS

VERT DE RAGE. LES POLLUANTS ÉTERNELS DOCUMENTAIRE / FRANCE 5 / LUNDI 31 OCTOBRE / 21 HEURES

POLAR

Copains comme complices ?

Tout accuse Max. Quand ses trois amis débarquent chez lui, ils le trouvent, le cadavre de sa femme, Lucie (Sara Martins), sur les genoux, les mains et les vêtements recouverts de sang. Pourtant, ils décident immédiatement de le couvrir. Et de lui fournir un faux alibi. Parce que c'est un vieil ami, parce qu'il leur semble impossible qu'il ait commis un crime aussi atroce, parce qu'ils ont été témoins, pendant vingt ans, de l'amour de ce couple. La police, évidemment, ne va pas se poser les mêmes questions. Et songe à un féminicide. L'histoire va faire vaciller les certitudes de chacun, que Max (Pascal Demolon) soit coupable ou innocent.

Connaît-on ses proches ? Leurs pensées secrètes, leur intimité ? Pouvons-nous lire ce qu'ils taisent, ou nos sentiments et nos habitudes prédominent-ils sur ce qui est sous nos yeux ? Jusqu'où peut-on aller par amitié ? Maude (Annelise Hesme) et Tom (Grégory Derangère) risquent de perdre gros, entre garde d'enfant et travail. Pierre (Yannick Choirat), fidèle jusqu'au bout, dit-il tout ? Au fur et à mesure de ce qu'ils



JÉRÔME PRÉBOIS

vont découvrir les uns sur les autres, et sur le couple de Max et Lucie, leur amitié est mise à rude épreuve.

Très habile, le scénario d'Emmanuel Mauro et Laurent Roggero multiplie les fausses pistes, et les impasses. Orso Miret, le réalisateur, joue avec parcimonie, et un vrai talent, du flash-back. Les acteurs sont tous impeccables. Un film dérangeant et talentueux à la fois. ●

CAROLINE CONSTANT

UN ALIBI TÉLÉFILM / FRANCE 2 / MERCREDI 2 NOVEMBRE / 21H10

IDENTITÉ

Déconstruire la vision binaire du genre

La série documentaire *Naked* entend explorer en profondeur les questions d'identité de genre et d'identité sexuelle. Les réalisateurs Jobst Knigge, Susanne Utzt et Cristina Trebbi se sont donné les moyens de leur ambition. La série pose énormément de questions : qu'est-ce qu'une femme ? Qu'est-ce qu'un homme ? Quelle est la part d'inné et d'acquis ? Est-ce vraiment important ? Et elle y répond avec

brio, en s'appuyant sur un travail colossal d'entretiens, avec des chercheurs originaires de tous les continents mais aussi avec ceux qui parlent le mieux des questions de genre : les personnes concernées. La série laisse une place aux débats scientifiques qui subsistent, mais ils s'en dégagent toujours une bienveillance bienvenue. Dans le premier épisode, on découvre notamment le fonctionnement d'Egalia,

une école maternelle suédoise qui refuse de genrer ses élèves, afin de les laisser choisir, plus tard, leur propre identité de genre. L'épisode suit aussi la transition de Meems, petit garçon transgenre qui redoute la puberté et ses bouleversements. Une série nécessaire pour sortir d'une vision binaire. ● **Y. M.**

NAKED SÉRIE DOCUMENTAIRE / ARTE / À PARTIR DU MERCREDI 2 NOVEMBRE / 22H55

RUSSIE

Faux complot et vrai traquenard

Plus de 1000 opposants seraient détenus en Russie. La réalisatrice Anna Shishova raconte l'histoire d'Anya Pavlikova, victime d'un coup monté. En 2018, à 17 ans, elle est arrêtée et accusée d'avoir participé à la création d'un groupe menaçant le pouvoir. Le hic, deux policiers étaient infiltrés dans l'association. Un troisième homme, meneur du groupe, probable agent des services secrets, aurait tendu un piège aux six jeunes arrêtés. ● **Y. M.**

PIÉGÉS PAR POUTINE
DOCUMENTAIRE / ARTE /
MARDI 1^{er} NOVEMBRE / 20 H 55

BIOPIEC

Les vertes années d'une reine

Lorsqu'elle débarque en France, Marie-Antoinette a 14 ans. C'est une gamine effrayée, avec une mission : donner un héritier, au plus vite, pour sceller l'alliance entre la France et l'Autriche. Elle n'a aucune notion de sexualité, et son époux, âgé de 16 ans, non plus. En 8 épisodes flamboyants, la série réussit un manifeste féministe, en montrant que les femmes, à cette époque et dans ce milieu, ne sont vues que comme des reproductrices. ● **CA. C.**



C. DUBOIS - CAPA DRAMA / CANAL+

MARIE-ANTOINETTE
SÉRIE / CANAL PLUS /
LUNDI 31 OCTOBRE / 21 H 10



SPICA PROD

Djamilia Amrane, engagée pour les femmes dans le 93, a été agent de liaison du FLN en France.

TÉMOIGNAGES

Algérie : l'histoire s'écrit au féminin

Les femmes écrivent autant l'histoire que les hommes. Elles écrivent aussi une histoire, qui leur est propre, et qui a été bien trop méprisée. La réalisatrice Bouchera Azzouz donne la parole, dans son nouveau documentaire, à quatre femmes de générations et de milieux sociaux différents, qui ont toutes un point commun : l'Algérie, dont leurs parents, et parfois elles-mêmes, sont originaires, et le rapport singulier qu'elles entretiennent à la France. Se succèdent devant sa caméra Djamilia Amrane, qui œuvre dans une association, Africa, dédiée aux femmes migrantes victimes de violences, Samia Messaoudi, journaliste à « Clara Magazine », animatrice sur Beur FM et autrice de livres sur le 17 octobre 1961, Fadila Mehal, présidente de la fondation des Marianne de la diversité et Dalila Kerchouche, romancière. La première est née en 1934, la dernière en 1973.

Et de quoi parlent ces femmes ? De leurs parents et des raisons qui les ont amenés

en France, de gré, ou par la force des choses. Elles parlent de la guerre d'Algérie, aussi, et de ses conséquences : Djamilia, qui a fait circuler en France des tracts et des armes pour le FLN, est arrivée en Algérie le jour de la déclaration d'indépendance, quand la famille de Dalila, dont le père était harki, en partait. Fadila a eu besoin, étudiante, d'aller vivre là-bas, pour confronter son histoire familiale et la réalité. Elles content la solidarité, aussi : une porte cochère qui s'ouvre le 17 octobre 1961 à Paris pour protéger Djamilia, les militants communistes pour Samia, cette femme, Juliette, qui se débrouille comme elle peut pour trouver des chaussures aux enfants du camp de transit. Bouchera Azzouz est l'autrice d'une trilogie documentaire remarquable, qui regroupe les films « Nos mères, nos daïrannes », « On nous appelait beurettes », et « Meufs de (la) cité ». Trois générations de femmes qui se racontent au quotidien. Un documentaire riche d'enseignements, et surtout d'humanité. ●

CAROLINE CONSTANT

ALGÉRIENNES EN FRANCE DOCUMENTAIRE /
FRANCE 2 / MERCREDI 2 NOVEMBRE / 21 H 10

MUSIQUE

Gloire et chute de Mac Miller

Il s'est fait connaître enfant par ses critiques musicales postées sur YouTube. Aujourd'hui, Seb la Frite est devenu Seb, s'est imposé comme une référence du YouTube francophone et propose de vrais (et bons) documentaires, à la sauce de la plateforme d'hébergement de vidéos. Cette fois, il raconte l'histoire tragique et passionnante de Mac Miller. Ce rappeur américain explose en 2011 avec le morceau « Donald Trump », et s'impose en icône. De ses débuts précoces jusqu'à sa mort d'une overdose en 2018, Seb retrace son itinéraire hors du commun. ● **Y. M.**



SEB. LA TRISTE HISTOIRE DE MAC MILLER DOC. / YOUTUBE

HORRIFIQUES

Les contes macabres de Guillermo

Les cabinets de curiosités étaient des pièces qui servaient à exposer des objets uniques, rares et surtout étranges. Alors forcément, lorsqu'un grand cinéaste tel que Guillermo del Toro invite son public à découvrir son propre cabinet de curiosités, le résultat ne peut qu'être grandiose. Sur Netflix, le réalisateur de « Hellboy », « Pacific Rim » ou du « Labyrinthe de Pan » propose une série en huit épisodes, composée d'autant d'histoires horribles, originales et indépendantes les unes des autres. Pour y parvenir, Guillermo del Toro s'est entouré d'une équipe d'auteurs et de réalisateurs triés sur le volet.

Le pari est réussi. Dans « le Cabinet de curiosités de Guillermo del Toro », la mort est omniprésente, tout comme la peur et le malaise qu'elle engendre. Rats, démons, aliens, esprits et même nazis, on y retrouve les ingrédients classiques de la fiction horrifique. Pour autant, aucun des réalisateurs de la série n'est tombé dans la facilité et les poncifs du genre. L'un des épisodes les plus réussis met en scène, par exemple, un



2022 NETFLIX, INC.

extraterrestre sanguinaire. Mais ici, pas de soucoupe volante, d'homme vert ou de pistolet laser. L'horreur est là où on ne l'attend pas. Servie par une esthétique soignée, la série réussit même à donner quelque peu de profondeur à ses personnages, malgré son format court. L'œuvre a toutefois les défauts de ses qualités : on regrette parfois que les épisodes ne durent pas plus longtemps. Déjà un incontournable des soirées d'Halloween. ●

YANN MOUGEOT

LE CABINET DE CURIOSITÉS DE GUILLERMO DEL TORO SÉRIE / NETFLIX

TABARNAK !

Effroi québécois

« Error 404 », c'est le message qui s'affiche lorsqu'une page est introuvable sur le Web. Même mystère ici : cette websérie venue du froid nous entraîne dans les angles morts de la réalité. Changement de corps, fantômes, hystérie collective... Des thèmes récurrents du fantastique revisités par le biais des nouvelles technologies rendant possible l'impossible. Angoissant et drôle. ● **G. M.**

TERREUR 404 SÉRIE / YOUTUBE

JEU VIDÉO

Les calamars jettent l'encre

Véritable phénomène avec des millions de copies vendues en quelques jours, « Splatoon 3 » invite à incarner des bambins mi-humains mi-calamars, qui passent leur temps à se jeter de l'encre au visage. Alternative cartoon et enfantine aux jeux de tirs guerriers, « Splatoon » propose de s'amuser en ligne par bandes de quatre contre quatre en balançant de l'encre partout. L'objectif : recouvrir en premier



la carte à l'aide d'un équipement déjanté. La formule est diablement efficace et dotée d'un mode histoire solide et d'un univers réussi. Avantage : le jeu ne tache ni les mains ni les vêtements. ● **A. S.**

SPLATOON 3 NINTENDO / SWITCH / 45 EUROS

FEMMES OLYMPIQUES

Maousse injustice

En quatre épisodes, la série de Camille Juza explore les injustices faites aux femmes dans le sport, des différences vestimentaires (bikinis et brassières féminins contre shorts et tee-shirts masculins) aux réticences dans la pratique – sous couvert d'esthétisme, souvent. Édifiant, et profondément révoltant. ● **G. M.**

TOUTES MUSCLÉES ! SÉRIE DOCUMENTAIRE / ARTE.TV

RADIO & PODCASTS

CULTURE

SORORITÉ

La force des copines

Charlotte Bienaimé est passionnée par les questions de féminisme. Dans son « Podcast à soi », dont c'est le 69^e épisode, elle étudie, avec une subjectivité assumée et très documentée, des histoires, des comportements, des lignes de force sur la place des femmes dans la société. Elle s'intéresse ce mois-ci aux copines, ces piliers incontournables et si puissants dans la vie des femmes. Puissants, mais souvent tournés en dérision et invisibilisés, remarque-t-elle. ● CA. C.

LES COPINES D'ABORD UN PODCAST À SOI / ARTE RADIO

DÉTOURNEMENT

Arroseurs arrosés

À force d'être démarché à longueur de journée, Antoine Barré a fait ce dont rêve chacun de nous : mener en bateau son interlocuteur. « Comment est votre blanchette ? » « On peut taper les boules ensemble ? » Bien sûr, même si ces appels sont généralement des escroqueries, il prévient : « Ne soyez pas trop en rogne contre les démarcheurs, ce sont des travailleurs précaires également victimes de ce système. » Ce qui n'empêche pas de rire de la situation : l'auteur s'amuse beaucoup, et nous avec. ● G. M.

CPF BONJOUR PODCAST / ANCHOR.FM

ANNIVERSAIRE

20 ans, quel pied !

« Les Pieds sur terre » ont 20 ans. Vingt ans cette année que Sonia Kronlund tente de faire entendre la voix de ceux qui n'ont jamais la parole. Et cela donne 3 600 émissions, sur les naufragés de la ligne 13 de métro à Paris, les salariés en lutte de chez Fralib, des histoires de lutte et d'engagement, de femmes et d'hommes. Son credo : la force de l'exemple, de l'histoire individuelle qui confine à l'universel. Une des meilleures émissions de Radio France. ● CA. C.

LES PIEDS SUR TERRE FRANCE CULTURE / DU LUNDI AU VENDREDI DE 13 H 30 À 14 HEURES / PODCAST / RADIOFRANCE.FR

RENCONTRE DU 13^e TYPE

Les envahisseurs sont complètement fadas

Nous sommes à Marseille en 1988. Depuis près de vingt-cinq ans, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est contrôlée par un peuple extraterrestre, les Mauves, qui l'a transformée en État autonome et totalitaire après avoir vaincu l'armée française. C'est le pitch aussi loufoque qu'efficace de « Zone 51 »,

fiction sonore écrite par Josselin Bordat et réalisée par Benjamin Abitan pour France Inter. En « République provençaliennne » les cigales ne chantent plus, l'accent du Midi est prohibé, les livres de Marcel Pagnol brûlés, la pétanque interdite et boire du pastis est passible de la peine de mort. Les habitants de cette

région, isolée du monde par un grand dôme d'énergie, écoutent « France Inter-galactique », lisent « Galactélérama » et chantent sans cesse les louanges du dictateur qui les dirige. « Gloire au grand Krog », répète ainsi inlassablement la jeune institutrice Zia Cabouffigue. Née sous l'occupation, la jeune femme a baigné dans la propagande. Mais toutes ses certitudes sont bouleversées lorsqu'elle croise la route d'un prisonnier, évadé de la « prison des Mauvettes », qui trouve refuge dans son école. Contrairement aux apparences, la série est pleine de finesse, servie par un humour absurde bourré de références. On y entend l'un des envahisseurs se plaindre de la casse du service public alien, tandis que le grand Krog s'exclame « La République provençaliennne, c'est moi ! » Une série « galactico-provençale » rafraîchissante, servie à merveille par de grandes voix, telles que celles de Thomas VDB, Jérôme Niel ou encore Isabelle Candelier. ●

YANN MOUGEOT

ZONE 51 PODCAST / FRANCEINTER.FR



CARTE BLANCHE

Des villes humaines et habitables, c'est mort?

PAR **AUDREY VERNON**, COMÉDIENNE



MAGALIE BRIGARD

Cette semaine devant l'extension du Grand Paris, j'étais désespérée. Saclay bétonné, des défaites et des grues partout. J'ai décidé de poser une question au média militant Reprenons la ville, qui me donne du courage avec ses citations, ses rappels historiques... Rien que son nom me laisse croire qu'il y aurait un espoir de rendre les villes à nouveau humaines et habitables. Pourtant je crois que c'est mort. Et vous? Voici leur réponse : « De toute évidence, nos villes sont le résultat, la matérialisation concrète, de siècles de capitalisme et d'organisation sociale basé sur l'exploitation du vivant humain et non humain. Une géographe féministe disait que les villes sont le patriarcat gravé dans la roche, le béton, l'acier et le verre. Alors non, les villes ne sont pas habitables dans leur état actuel – sauf en des niches, espaces libérés mais combattus par l'ordre capitaliste –, elles ne sont pas durables et si peu désirables. Face à cela, rien de plus difficile que de (re)trouver espoir en effet. Entre la montée du fascisme, la surveillance généralisée, le ravage écologique, la répression brutale des mouvements sociaux et la destruction systématique des moindres acquis des luttes par l'État néolibéral et ses politiques austéritaires, il paraît ambitieux de croire en notre capacité à changer l'ordre actuel des choses. Seulement, dans la guerre qui est menée actuellement contre les personnes précaires, racisé-exs, sexisé-exs ou non humain-exs – quelle audace de s'attaquer ainsi à l'écrasante majorité du monde vivant! –, ce changement passe de l'état de possible à celui de nécessité. Comme le disait Gramsci, il faut allier le pessimisme de la raison à l'optimisme de la volonté. Nous sommes lucides face aux constats, mais ceux-ci ne nous mènent ni au fatalisme, ni à l'indifférence. Au contraire, Reprenons la ville, avant d'être un média, est un appel à l'action,

un appel à (attention, suspense...) reprendre les villes. C'est une invitation aux soulèvements de toute sorte contre la machine capitaliste et contre toutes les injustices sociales ou écologiques qui en découlent. C'est un travail immense, mais nécessaire, que de permettre de faire refleurir la vie dans nos villes. Mais nous savons le faire, sur les ZAD, dans les squats, aux Lentillères... Faudra-t-il détruire les tours pour y parvenir? Cela dépend certainement du contexte. Rien de plus absurde qu'une ville érigée au milieu du désert avec des milliards de tonnes de béton. Mais, au vu de la situation écologique, nous devons aussi apprendre à faire avec ce que l'on a déjà. Se réapproprier les tours en habitat partagé, en centres autogérés, en lieux culturels ou associatifs ne nous semble pas vain, loin de là. S'il y a une chose à supprimer, c'est la couche gigantesque de béton et d'asphalte qui couvre et masque toute possibilité de vie. Entre chaque bâtiment (qu'il nous faudra extirper de la propriété privée des logiques d'accumulation du capital) et partout où cela est possible, nous devons faire

S'il y a une chose à supprimer, c'est la couche gigantesque de béton et d'asphalte qui couvre et masque toute possibilité de vie.

de la place au vivant non humain. Déterrer les rivières canalisées, élargir les parcs et les forêts, les laisser percer les villes de toute part et détruire des bâtiments avec parcimonie, pour libérer des espaces importants. P-S : Et si au passage il faut faire partir en fumée la tour de TotalEnergies pour en finir avec le vieux monde, loin de nous l'idée de réprimer celles-ceux qui s'y collent. »
Collectif Reprenons la ville. ●

« Comment épouser un milliardaire », 28 novembre, Théâtre de l'Européen. Au profit de Survival International.

POUVOIR D'AGIR

Le temps de vivre

L'Atelier du Zéphyr, en région lyonnaise, propose des stages pour apprendre à fabriquer son poêle, son four solaire ou son éolienne. Cette démarche d'écologie politique permet à tout un chacun de se confronter à la matière pour gagner en autonomie et en efficacité énergétique.

Sous le toit d'une ancienne exploitation laitière, l'atelier reçoit 5 stagiaires. Ici, Paul, alias Poulk (au centre), encadre Pierre, Cédric, Fabien et Gaïa, décidés à s'approprier la technique du « poêlito ».



ÉNERGIE FAITE TUYAUX DE LA



MAISON : LES BONS TRANSITION)))

POUVOIR D'AGIR

Le temps de vivre

Le bruit strident d'une meuleuse brise le calme automnal des monts du Lyonnais. Il s'échappe d'une ancienne stabulation où le bétail avait, il y a quelques années encore, ses habitudes, à Saint-Denis-sur-Coise (Loire). Dorénavant, la Stabubulle – son nom est affiché à l'entrée – accueille d'autres occupants. L'Atelier du Zéphyr y a trouvé un lieu idéal pour ses activités d'autoconstruction. Cette association de la région lyonnaise réfléchit, en mêlant savoirs pratiques et théoriques, à la production d'énergie dans l'habitat et à la promotion des renouvelables. Cinq stagiaires participent cette semaine-là à une formation de cinq jours. L'objectif : construire un poêlito, un poêle adapté à l'habitat léger conçu par l'association Des2mains. Cédric, meuleuse en main, s'occupe du bouchon qui viendra fermer l'entrée destinée au bois. Il découpe un tube en Inox, casque antibruit sur les oreilles. « Je connais un peu cet outil. Je m'en étais servi pour aménager mon fourgon, il y a cinq ans », retrace le trentenaire. Aujourd'hui, il teste la vie en autonomie dans une yourte, avec un potager, et a besoin d'un poêle pour passer l'hiver. L'homme au sourire facile est venu du Périgord, à 400 kilomètres du lieu de stage : « J'envisageais de construire mon poêlito seul, mais j'ai rapidement galéré. Je suis alors tombé sur cette formation. C'est l'idéal pour repartir avec un objet bien conçu et fabriqué soi-même. » Aux personnes pour qui le bricolage est un obstacle infranchissable, il adresse cette formule dont il ignore l'origine : « C'est en faisant qu'on fait ! »

INGÉNIEURS ET PROFESSEUR DE PIANO

Le cœur du projet de l'Atelier du Zéphyr est là. « Il s'agit de se réapproprier des techniques et des savoir-faire artisanaux, pour redonner du pouvoir sur son environnement », détaille Paul Jarreau, dit Poulk. Ce salarié de l'association, lunettes rondes sur le bout du nez, encadre les cinq stagiaires dans la construction du poêlito. Sursollicité pour des conseils, il s'oblige à ne jamais manipuler à leur place. Une manière de développer leur autonomie. Qui ne s'est jamais retrouvé face à une panne d'un objet du quotidien somme toute mineure et pourtant impossible à réparer soi-même ? Cette

« LES TECHNOLOGIES APPROPRIABLES PAR TOUS, SANS BREVET DERRIÈRE, C'EST UNE IDÉE QU'IL FAUT POUSSER. » BAPTISTE, PARTICIPANT AU STAGE



Le Périgourdin Cédric manque d'un chauffage pour passer l'hiver sous sa yourte. Comme Gaïa, qui vit en « tiny house » dans le Jura. Chacun repartira avec son poêle à bois.

approche permet aussi de réfléchir aux besoins essentiels de chacun, à leur faisabilité et à leur utilité dans un monde aux ressources limitées. L'écologie politique irrigue l'ensemble de la démarche, héritée de penseurs comme Ivan Illich (1926-2002), philosophe critique de la société industrielle et d'un progrès technique qui, s'il est mal maîtrisé, devient contre-productif. « La sobriété, notion à la mode en ce moment, ce n'est pas juste de lutter contre le gaspillage d'énergie, problème avant tout lié au modèle économique qu'est le capitalisme », insiste Poulk, diplômé d'une école d'ingénieurs. Comme Cédric, Gaïa trouve un sens supplémentaire à fabriquer soi-même son futur poêlito. Alors qu'elle prépare le mélange pour le béton réfractaire avant de le couler dans la « robe » du poêle, un bidon métallique, elle confie n'avoir jamais manipulé cela avant. « J'ai des connaissances s'agissant du bois, mais pas du métal et du béton », expose la musicienne de 23 ans, professeure de piano. Elle construit en ce moment sa maisonnette sur roues, ou tiny house en anglais. Venue du Jura, elle a également besoin de se chauffer à l'approche de températures plus fraîches, et a trouvé l'objet parfait pour son habitat léger. « Je n'ai pas trouvé plus

proche, c'est vraiment une formule peu courante. Le fait que ce soit dans une ferme m'a aussi attirée. » Il y a de quoi : la ferme de la Maladière – c'est son nom – est un lieu hors normes.

Cet espace « agri-culturel » accueille cinq associations en comptant l'Atelier du Zéphyr et plusieurs productions agricoles : maraîchage, poulets de chair, petits fruits et autres délices bio. Alors, forcément, des synergies se créent. Baptiste, un autre stagiaire, prépare le repas du jour sur le principe du « chacun son tour ». Il peut compter sur les légumes récoltés à quelques mètres de là pour préparer une salade bien appréciée, après une matinée à couler du béton. Les restes du plat chaud de la veille sont réchauffés à l'aide d'une autre construction proposée par l'Atelier du Zéphyr : un cuiseur solaire, en forme de parabole. Pas besoin d'électricité, quelques minutes suffisent. Bien sûr, il faut du soleil. Mais les membres de l'association ont pris l'habitude de préparer leurs menus en fonction de la météo. Construire ce modèle en stage permet d'apprendre d'autres techniques que celles mobilisées pour le poêlito, comme la soudure à l'arc. Baptiste est ravi. Actuellement sans domicile fixe, il va de lieu en lieu avec son sac à dos et sa tente. C'est le seul stagiaire qui ne repartira pas avec un poêle. Mais son intérêt est ailleurs : « Les technologies appropriables par tous, sans brevet derrière, c'est une idée qu'il faut pousser. Après mes études d'ingénieur, ma boîte passait son temps à pondre des brevets ; j'ai été profondément déçu par ce système », lâche le trentenaire en bleu de travail.

NON GRATUIT MAIS « PRIX LIBRE ET CONSCIENT »

La dimension collective des savoirs est en effet un principe mis en avant par l'Atelier du Zéphyr. Poêlito, cuiseur solaire, éolienne Piggott, toutes les constructions proposées en stage sont testées en amont et inventées par d'autres. « Dans le domaine de l'autoconstruction, il y a beaucoup de geeks dans leur garage avec des idées géniales, mais sans relais », expose Clément Gangneux, l'un des deux fondateurs de l'association. « Nous, on va trouver ces gens-là pour rendre leur travail plus accessible, éventuellement l'améliorer. » Le poêlito, par exemple, a été choisi pour son excellent rendement. Il consomme donc moins de bois qu'un poêle classique.

La partie théorique du jour aborde ce point. Entre deux coups de marteau, les apprentis ont droit à un cours lié de près ou de loin à la transition énergétique. Il s'agit cette fois de comprendre l'intérêt d'utiliser du bois comme énergie. « Quels sont ses avantages ? », interroge Clément Gangneux.

IL S'AGIT D'ŒUVRER DANS UN MONDE AUX RESSOURCES LIMITÉES, « PAS JUSTE DE LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE, UN PROBLÈME LIÉ AU MODÈLE CAPITALISTE ».

POULK, SALARIÉ DE L'ASSOCIATION

Assis en cercle dans des fauteuils de récupération, les stagiaires se prêtent au jeu : le bois est renouvelable – dans le cas d'une gestion durable des forêts –, contrairement aux énergies fossiles. C'est aussi une énergie locale, stockable, stable et résiliente, entre autres. L'occasion enfin de partager quelques ordres de grandeur. 1 kilo de bois, c'est 4 kilowattheures d'énergie, soit autant que pour 300 grammes de gaz. Dans le contexte actuel où la question est au cœur des débats, ces savoirs sont d'autant plus adéquats pour s'y retrouver.

Pour financer des semaines pareilles, l'Atelier du Zéphyr pratique le prix « libre et conscient » : chacun paie ce qu'il veut et ce qu'il peut en ayant conscience du temps et des dépenses engagés par les formateurs. Par exemple, pour environ 75 euros par jour et par personne, l'association se dit en capacité de financer le temps de formation et la préparation d'un stage. Il faut ajouter à cela les matériaux, les repas et l'hébergement si besoin. « C'est l'un des obstacles au modèle actuel, admet Poulk. Cela reste un travail. Notre rêve serait de pouvoir passer plus de temps sur les lieux de lutte, bénévolement. » Cuire les pizzas des camarades grâce à un immense cuiseur solaire, c'est vrai que ça peut donner envie. ●

LUCAS MARTIN-BRODZICKI
PHOTOS : EMMANUEL FOUDROT

Pour cuisiner au soleil, rien de tel que le principe de la parabole qui concentre les rayons vers un même point, le foyer. Idéal pour les grillades et la préparation du thé.

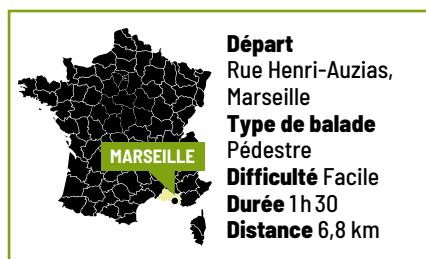


Une promenade du souvenir dans Massilia la résistante

Après la défaite de 1940, le seul grand port français de la zone libre devient un foyer important de la Résistance jusqu'à son occupation en novembre 1942 par les Nazis. Une histoire longtemps méconnue et qui aujourd'hui encore est peu mise en avant dans la ville phocéenne.



Le Mémorial des déportations, installé au pied du fort Saint-Jean, à l'intérieur d'un bunker



La déambulation débute entre la Belle de Mai et la mer. On y trouve la rue Henri-Auzias, du nom de l'ancien secrétaire du syndicat des PTT de Marseille et organisateur du PCF clandestin. Arrêté en 1941, il sera fusillé en 1944 après avoir été un acteur majeur de la résistance en prison. Ce sont les postiers qui ont pris l'initiative d'apposer une plaque en son honneur et celui d'autres résistants des PTT à la poste de la rue Colbert. La balade se poursuit par une absence : du 46, rue de Forbin, il ne reste rien. Avec la démolition en 2013 des établissements Biétron, la plaque commémorative posée

en 2003 par l'Association France-Écosse a disparu. Elle rappelait, en anglais, qu'à cet endroit se trouvait la « Seamen's Mission » où Donald Caskie recueillit plusieurs centaines de soldats britanniques et les aida à « échapper aux stalags nazis ». Le pasteur écossais participa à la plus efficace filière d'évasion active sur le sol français : le réseau Pat O'Leary, pseudonyme de son chef, le Belge Albert Guérisse. Lorsque ce médecin militaire venait à Marseille, où étaient établis des lieux d'hébergement avant la fuite vers l'Espagne, il logeait chez un confrère, le docteur Rodocanachi. Ce dernier a son portrait au Mémorial des déportations. Pour s'y rendre, il faut longer la mer en

**SYNDICALISTES,
ÉCRIVAINS, MAIS AUSSI
PASTEUR ÉCOSSAIS... ILS
ONT FAIT LA RÉSISTANCE
À MARSEILLE.**

direction du centre historique et traverser le quartier de la Joliette, qui accueille désormais le nouveau quartier des affaires. Les anciens docks ont été transformés en bureaux, boutiques et restaurants. Le modeste musée est installé au pied du fort Saint-Jean, à l'intérieur d'un bunker construit fin 1943 pour la Kriegsmarine. À travers la vie de 19 personnes arrêtées et déportées depuis Marseille, il met en lumière depuis sa réouverture en 2019 une des pages les plus sombres de l'histoire de la cité pluriséculaire.

LE REFUGE DES AVIATEURS ALLIÉS

Né à Liverpool de parents grecs, George Rodocanachi s'établit comme médecin à Marseille en 1903. En 1940, il utilisa ses consultations au consulat américain pour faciliter le départ des juifs émigrants. Après la fermeture de la Seamen's Mission par la police, il hébergea les fugitifs dans son appartement au 21, rue Roux-de-Brignoles. Il travaillait en lien étroit avec Louis-Henri Nouveau, courtier en marchandises anglophile qui apporta un soutien financier aux

Dans les pas des insurgés



CHRISHELLIER / ALAMY STOCK PHOTO

de la Kriegsmarine construit en 1943.



1. Départ : rue Henri-Auzias (3^e arr.), syndicaliste aux PTT et résistant communiste.
2. Au 46, rue de Forbin (2^e), où Donald Caskie accueillit plusieurs centaines de marins, soldats et aviateurs alliés.

3. Au 1, quai du Port (2^e) le Mémorial des déportations rend compte des politiques de répression à Marseille durant l'Occupation.
4. Le 21, rue Roux-de-Brignoles (6^e), où se trouvaient l'appartement et le

cabinet médical de George Rodocanachi, qui aida dans leur fuite juifs et militaires.
5. Au 28A, quai de Rive-Neuve (7^e), Louis-Henri Nouveau accueille plus de 150 personnes en attente de leur évasion vers l'Angleterre.
6. Square Bertie-Albrecht, 3, place Joseph-Étienne (7^e). La résistante et militante des droits des femmes, cofonda le MLN avec Henri Frenay.
7. Arrivée : statue de Missak Manouchian, 34, bd Charles-Livon (7^e). Arrivé d'Arménie à Marseille, il est une grande figure des FTP-MOI.

Britanniques avant que son grand logement du 28A, quai de Rive-Neuve ne servit de refuge pour les aviateurs alliés abattus dans le ciel français. Les deux hommes furent arrêtés en février 1943 puis déportés au camp de Buchenwald en janvier 1944. Seul Nouveau en reviendra. Si leurs immeubles sont toujours debout, pas un mot ne rend hommage aux deux héros, sentinelles d'une humanité alors bien malmenée.

Les combattants n'étaient pas les seuls à chercher à fuir. Les réfugiés affluaient vers le seul port d'importance de la zone libre. Dans les troquets du Vieux-Port, ils attendaient leurs visas, à l'affût de la moindre nouvelle concernant les bateaux. Au Brûleur de loups, André Breton et ses amis surréalistes trompaient l'ennui avec des cadavres exquis. Révolutionnaires de gauche et militants communistes ne se mélangeaient pas toujours : l'écrivaine et membre du Parti communiste d'Allemagne Anna Seghers préférait s'attabler au Mont-Ventoux, à l'angle avec la Canebière. Ces deux personnalités comptent parmi les milliers

d'artistes, intellectuels et militants anti-fascistes, souvent juifs, qui parvinrent à quitter le pays grâce à l'aide de Varian Fry, envoyé par le Centre américain de secours. Jusqu'à son expulsion en septembre 1941 par Vichy – avec l'aval des États-Unis –, le jeune journaliste mit sur pied une véritable « résistance avant la Résistance ».

AUX ORIGINES DE « COMBAT »

À l'été 1940, le capitaine Henri Frenay posa à Marseille les bases du Mouvement de libération nationale (MLN) qu'il crée avec Bertie Albrecht. Le premier mouvement de la résistance intérieure deviendra Combat en décembre de l'année suivante. Depuis 1991, un tout petit square au pied de l'abbaye Saint-Victor porte le nom de la Marseillaise de

naissance, compagnon de la Libération. Longtemps confié à des associations ou des particuliers, rendant son accessibilité très aléatoire, ce square est désormais ouvert quotidiennement grâce à la nouvelle municipalité. Sur un mur extérieur, une plaque retrace le parcours de Frenay. On peut terminer cette visite en résistance en continuant vers le Pharo, où trône la statue de Missak Manouchian, grande figure de la résistance communiste et des FTP-MOI. Elle est suffisamment voyante mais il reste du chemin avant que la ville rende visible dans l'espace public le combat de celles et ceux qui ont fait de Marseille, les mots sont de l'historien Robert MENCHERINI, « bien avant Lyon, la première "capitale" de la Résistance ». ●

LÉA DESPORTES

Orientation professionnelle des ados : où est la place des parents ?

Voir son enfant quitter le nid familial pour se professionnaliser est un passage obligé pour de nombreux parents. Une étape décisive qui peut parfois tourner au casse-tête ou être source d'inquiétudes. L'important reste de l'aider dans son choix d'avenir.



Les centres d'information et d'orientation ainsi que les sites spécialisés comme ceux de l'Onisep ou du CIDJ sont des outils précieux.

GETTY IMAGES / ISTOCK PHOTO

À peine le premier trimestre de l'année entamé, il est déjà temps pour les lycéens de terminale d'aborder leur projet professionnel. Dès le 18 janvier, des centaines de milliers de futurs bacheliers vont avoir à faire part de leurs vœux sur Parcoursup, la plateforme – aux innombrables défaillances dénoncées – d'admission à l'enseignement supérieur. Ce moment charnière inquiète de nombreux parents, désireux de la réussite de leurs enfants. D'autant que ce choix d'avenir ayant parfois un coût pour le foyer appelle une décision mûrement réfléchie.

Accompagner au mieux son enfant dans ses plans d'avenir est donc un réel défi. C'est un moment important de la vie d'un adolescent, plein de rêves et de projections. La première chose à faire pour aiguiller au mieux son enfant dans ses choix d'orientation est de l'observer et d'écouter ses envies. Et pas seulement pendant le lycée. Certaines aspirations apparaissent effectivement très tôt et, même si elles ne sont pas formulées concrètement, elles offrent des indices pour conforter ou dissuader de futures décisions. Une aptitude pour la créativité ? Une bonne chose avant de se lancer dans une carrière

artistique. Un don pour le bricolage ? Pourquoi ne pas tenter l'artisanat ? Tout au long de son développement, l'enfant passe par différentes phases et passions.

CONSEILLER PLUTÔT QU'IMPOSER

Être le témoin de cette évolution est une source inestimable d'information pour conseiller au mieux son enfant quant à son avenir professionnel.

« Conseiller » est d'ailleurs le maître mot de la démarche, plutôt qu'« imposer ». « Il arrive que des adolescents ne sachent pas du tout ce qui les intéresse en termes d'orientation, les parents font

3 QUESTIONS À...

CATHERINE BOITON, CONSULTANTE EN ORIENTATION SCOLAIRE ET COACH PROFESSIONNEL

alors des propositions en restant relativement respectueux, explique la psychologue Leïla Desseaux, mais parfois, certains parents insistent lourdement sur certaines filières, très souvent scientifiques. Si cela plaît à l'enfant, pourquoi pas, mais si, au contraire, il ne veut pas se lancer dans cette voie et qu'il n'a pas la place de l'exprimer dans sa famille, cela engendre énormément de frustration. » À l'origine de ce clivage, on retrouve souvent des schémas d'adultes n'ayant pas eu la chance d'accéder à des études qu'ils auraient rêvé de faire. Ce sentiment d'injustice sociale les amène parfois à pousser leurs enfants vers des voies non choisies. Il est important d'en prendre conscience pour instaurer un dialogue afin de ne pas faire porter aux enfants le poids de ses propres frustrations. Il s'agit de prendre du recul afin de conseiller au mieux.

IL FAUT ÉVITER DE FAIRE PORTER À L'ENFANT LE POIDS DE SES PROPRES FRUSTRATIONS.

Loin des clichés de carrières assurant une tranquillité économique et une reconnaissance comme la médecine ou le droit, de nouveaux métiers émergent. L'essor de l'intelligence artificielle et de la robotique va demander de nombreux savoir-faire et des spécialisations poussées. Il est donc important de se renseigner et d'en parler avec son enfant, qui plus est s'il ne parvient pas à formuler ses envies. De nombreux outils et événements existent, comme les traditionnels salons de l'étudiant, les centres d'information et d'orientation ou les sites Internet spécialisés comme celui de l'Onisep (l'Office national d'information sur les enseignements et les professions) ou du CIDJ (le Centre d'information et de documentation jeunesse). C'est aussi l'occasion d'échanger avec des professionnels pour étayer les futurs projets et faire en sorte que le choix final de l'enfant soit celui qui lui corresponde le mieux. ●

NOÉ BLOIN

« Il est important que le jeune soit confronté à la réalité »

À partir de quand peut-on commencer à évoquer le sujet de l'orientation professionnelle avec ses enfants ?

Il y a deux moments. Si les enfants ne sont pas très scolaires ou qu'ils ont besoin d'un projet pour se motiver, et que l'on doit donc choisir une orientation dès le collège, c'est bien de consulter dès la troisième afin de choisir un bac qui leur correspond. Je vois des jeunes qui vont en bac pro par défaut, sans savoir ce qu'ils veulent faire. Pour ceux qui choisissent des filières générales, il est préférable de se pencher sur l'orientation en seconde, spécialement avec le nouveau bac où ils vont devoir choisir leurs spécialités. Au dernier trimestre de première, il faut se lancer dans un projet professionnel en vue de l'inscription sur Parcoursup l'année suivante. Cela implique de savoir qui on est, ce que l'on a envie de faire, des choses que l'on peut découvrir grâce à des explorations, des enquêtes métiers, en plus de l'accompagnement classique et des bilans d'orientation.

Quels sont les outils qui peuvent aider dans le choix ?

Outre les plateformes Internet, qui manquent parfois un peu de matière, je conseille les rencontres avec des professionnels. Lorsqu'il est choisi par l'élève, le stage de troisième permet de conforter

ou pas son choix. Beaucoup de jeunes et de parents ne savent pas qu'ils peuvent faire plusieurs stages durant la scolarité. L'établissement a le devoir de leur donner des conventions, s'ils en demandent. À leur échelle, les parents doivent les accompagner dans cette voie. Il y a également un site gratuit, jobirl.com, qui met en relation des jeunes de 14 à 25 ans avec des professionnels pour échanger sur leur métier. On y retrouve des offres de stages, c'est pratique lorsqu'on n'a pas de contacts dans une branche.

Quel est le rôle des parents dans l'accompagnement de l'enfant ?

Ils ont surtout un rôle de soutien et d'ouverture. Si on reprend l'exemple des enquêtes métiers, ils peuvent activer leurs réseaux ou aider leur enfant à rencontrer quelqu'un qui peut les aider. Il y a aussi le fait de ne pas avoir d'a priori sur tel ou tel métier et de privilégier une démarche de compréhension : « Pourquoi cette profession lui plaît ? » Après, l'enfant peut aussi se tromper, mais c'est important qu'il soit lui-même confronté à la réalité. Il y a beaucoup de passerelles entre les métiers, pour peu qu'ils soient plus ou moins dans la même branche. Même si le jeune commence des études et que cela ne lui plaît plus au bout d'un ou deux ans, il y a souvent la possibilité de rebondir. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR N. B.

Le fane-club de la carotte

Fait rare pour une plante potagère, on trouve la carotte partout et en tout temps. Cette célèbre racine orange, qui est parfois violette ou jaune, constitue une énorme source d'énergie pour le corps et possède un goût qui ravira même les plus difficiles.

Tantôt associée aux lapins, à l'amabilité, à la bonne vue ou même aux fesses roses, la carotte est un incontournable de nos assiettes. Juste derrière la tomate, le légume est effectivement le plus consommé en France, un indispensable dans toutes les cuisines, même chez les moins gastronomes. Qu'elle soit crue, cuite, en jus, râpée ou en purée, il est possible de tout en faire, de l'entrée au dessert. Et, cerise sur le gâteau, elle est bonne pour la santé. Alors, pourquoi s'en passer ? Des racines, l'homme en mange depuis toujours. Dans une grotte préhistorique, des chercheurs ont mis la main sur des graines de carotte, des variétés bien différentes que celles que nous retrouvons aujourd'hui dans nos assiettes. La célèbre carotte orange, la première qui vient à l'esprit lorsqu'on pense à ce légume, est le fruit de mutations opérées par l'homme à partir de racines plus anciennes comme les carottes jaunes, blanches (le panais) ou violettes.

DES ORIGINES BATAVES ?

Si son origine précise est encore sujette à débat de nos jours, certains affirment qu'elle a été créée par des fermiers hollandais en hommage à la puissante maison protestante d'Orange-Nassau, devenue souveraine des Pays-Bas quelques siècles plus tard. Selon d'autres chercheurs, il s'agirait simplement d'un croisement destiné à obtenir une carotte avec plus de chair et un goût plus agréable que celles cultivées jusque-là. Succulente, la carotte est une excellente source de vitamines en tout genre (B1, B2, B3, B6, K, C pour la crue et E pour la cuite), mais l'on retiendra surtout son apport en carotène, un pigment qui, une fois passé par le foie, se transforme en vitamine A. En outre, le

légume contient de nombreux nutriments importants comme le fer, le potassium et le phosphore.

DE L'ENTRÉE AU DESSERT

En suivant la saison des différentes variétés, il est possible de manger des carottes presque toute l'année. Pour bien les choisir sur les étals de primeurs, rien de bien compliqué, il suffit qu'elles aient une couleur intense, une belle rigidité et des fanes, s'il y en a, bien vertes. Elles se conservent ensuite jusqu'à deux semaines au frais et au sec. À noter que les carottes hivernales, plus résistantes que celles de la belle saison, peuvent parfois

se garder jusqu'à quatre semaines. Pour la cuisine, le choix des recettes est pratiquement illimité. Souvent considérée comme l'accompagnement privilégié des plats mijotés à base de bœuf ou de porc (pot-au-feu, ragoûts, bœuf bourguignon...), elle offre de belles alternatives, comme les carottes rôties au four ou à la poêle avec du thym et une belle huile d'olive. De l'autre côté de l'Atlantique, elle est aussi largement consommée en dessert grâce au fameux carrot cake, un gâteau dans lequel elle se marie avec de la cannelle et du gingembre dans un délicieux pain d'épices. ●

ANDRÉ GOULVEN



GETTY IMAGES / ISTOCK PHOTO



Préparation :
1 heure
 Difficulté : **facile**
 Pour **4 personnes**

INGRÉDIENTS

3 œufs
 120 g de farine
 10 cl de lait
 2 belles carottes
 1 oignon
 ½ sachet de levure chimique
 Sel, poivre
 100 g de chèvre
 10 cl d'huile d'olive
 2 branches de thym

Cake salé aux carottes et au chèvre

Éplucher les carottes puis les râper. Émincer l'oignon.

Faire suer l'oignon à la poêle dans un peu d'huile d'olive, puis ajouter les carottes râpées. Saler, poivrer et ajouter les feuilles de thym. Laisser cuire à feu doux et à couvert une petite dizaine de minutes.

Ne pas hésiter à remuer.
Mélanger la farine et la levure, puis ajouter les œufs. Une fois

le tout mélangé, ajouter le lait et l'huile. Fouetter pour obtenir une pâte homogène. Ajouter enfin carottes et oignon. Verser le tout dans un plat beurré et ajouter de beaux morceaux de chèvre dans la pâte.

Enfourner dans un four chaud à 180 °C et laisser cuire 45 minutes. La recette peut se réaliser avec différents fromages en fonction des goûts.

DEL SOCORRO / PHOTOCUISINE

BON & SAIN

Le temps de vivre

À BOIRE

Un shot vitaminé



Seulement deux ingrédients, 96 % de carottes et le reste de citron, pour une énorme teneur en vitamine A, que demander de plus ? Ce jus de carottes bio se consomme évidemment très frais, pour une alternative matinale au jus d'orange, avec lequel on peut d'ailleurs le mélanger pour un cocktail détonnant.

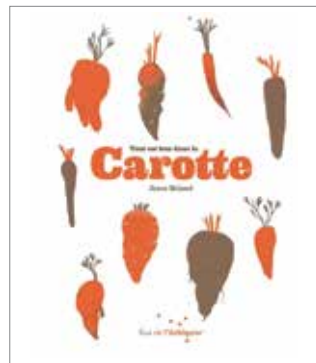
JUS DE CAROTTES BIO,
 Bjorg, 3,50 euros

VÉGÉTARIEN

Comment sont cuites les carottes

La carotte, un simple accompagnement ? Pas vraiment. Dans « Tout est bon dans la carotte », la spécialiste culinaire Joyce Briand propose moult recettes végétariennes qui mettent en valeur cet aliment, de la timbale au cheesecake en passant par le wok.

TOUT EST BON DANS LA CAROTTE,
 de Joyce Briand, éditions
 Rue de l'échiquier, 8 euros



Papier peint : paré pour le décollage !

C'est fastidieux, mais il faut le faire ! Décoller le vieux papier avant de repeindre le mur ou de poser un nouveau papier est indispensable. Voici les méthodes les plus adaptées.

MATÉRIEL

- Pulvérisateur, eau et produit décolleur ou décolleuse à vapeur
- Perforateur de papier peint
- Spatule
- Ruban de masquage
- Rallonge électrique étanche
- Papier abrasif



ALEXSEI KOLDUNOV / ALAMY STOCK PHOTO

Pour décoller un papier peint, il faut dissoudre la colle qui a servi à le poser. On utilise pour cela de l'eau tiède avec (ou sans, mais c'est plus difficile) un produit décolleur en solution (environ un bouchon/litre). On peut également utiliser du bicarbonate de soude ou du vinaigre. On pulvérise cette solution sur le mur, en commençant par le haut, de manière à bien imbiber le papier. Un pulvérisateur est préférable à une éponge car il évite d'avoir de l'eau qui dégouline sur les bras et plein sur le sol. On laisse agir pendant 15 minutes, puis, avec une spatule glissée sous le papier depuis la jonction entre deux lés, on soulève le papier qui se décolle.

À TOUTE VAPEUR

Pour les surfaces plus importantes ou pour ôter plusieurs épaisseurs de papier superposées, on peut aussi utiliser une décolleuse (voire un fer à repasser si la surface est limitée). La vapeur produite par la machine est diffusée par un plateau (muni d'une poignée) que l'on appuie sur le papier peint quelques secondes. Cela permet de dissoudre la colle sans décolleur ; de l'eau suffit. La puissance de la machine (au minimum

2 000 W), la capacité de son réservoir (en litres) et la longueur du tuyau flexible qui relie le réservoir au plateau diffuseur font la différence. Dans tous les cas, il est recommandé de perforer le papier avant de l'imbidier (surtout s'il s'agit de papier vinyle, qui est imperméable), pour permettre

au produit décolleur ou à la vapeur d'eau de bien pénétrer. Procurez-vous par conséquent un perforateur de papier peint de bonne qualité. À défaut, un cutter fera l'affaire, à condition de ne pas trop appuyer pour ne pas endommager le mur. ●

MARCEL GUEDJ

En 5 étapes avec la décolleuse, un jeu d'enfant

- 1 Remplir le réservoir de la décolleuse avec de l'eau (de l'eau chaude permet de raccourcir le temps d'attente).
- 2 Prévoir une rallonge étanche afin de brancher la machine dans une pièce adjacente.
- 3 Attendre que l'eau soit chaude puis appliquer le plateau diffuseur sur le haut du lés 15 secondes environ : la vapeur qui s'échappe imprègne le papier et dissout la colle.
- 4 Glisser la lame d'une spatule sous le papier et soulever en même temps ce dernier pour le décoller. Attention de ne pas abîmer le mur. Ne pas gratter si le papier résiste. Mieux vaut recommencer.

- 5 Éliminer les résidus de colle avec du papier abrasif, une fois le mur sec.

PRÉCAUTIONS D'USAGE

Couper le courant dans la pièce avant d'utiliser la décolleuse ; protéger prises et interrupteurs (avec du ruban de masquage) de l'eau qui ruisselle. Débrancher la machine avant d'en remplir à nouveau le réservoir. S'habiller de manière à se protéger les jambes et les bras, ainsi que les mains et les yeux : la vapeur émise est très chaude. Prévoir d'évacuer les morceaux de papier imprégnés de colle au fur et à mesure : ils sont glissants.



DU « ZZZZZZ » EN PSCHITT

Le spray Brume d'oreiller, à vaporiser sur l'oreiller avant de se coucher ou sur les rideaux de la pièce, favorise l'apaisement nécessaire à l'endormissement grâce à un complexe d'huiles essentielles, dont la camomille et le néroli.

Brume d'oreiller, formulation 100 % naturelle, Aromaspray 100 ml, onatera.com, 6,99 euros



DEPUIS, LA NUIT DÉTEND...

Quand vos nuits riment avec insomnies, essayez Dodow, un métronome lumineux synchronisant votre respiration à une pulsation lumineuse durant huit à vingt minutes afin de réapprendre à s'endormir naturellement.

Outil tactile Dodow, 49 euros, Nature et découvertes



Combattez les éclipses de sommeil

Si l'on passe un tiers de notre vie à dormir, s'assurer des nuits réparatrices n'est pas toujours chose aisée. Du spray pour s'apaiser lorsque la nuit tombe à l'oreiller hypoallergénique, voici une sélection qui fait rêver.

Que l'on soit un petit ou un gros dormeur, la qualité du sommeil est essentielle au bien-être. À chacun son temps de récupération, certains ne dormiront que six heures par nuit et seront en pleine forme, tandis que d'autres seront toujours fatigués après neuf heures sous la couette. Pour accéder à un sommeil apaisé et donc réparateur, il y a évidemment un domaine sur lequel il faudra faire le moins de compromis possible : la literie. Pourtant, en consacrant environ 500 euros à leur budget literie (1), les Français semblent moins concernés par le sujet que leurs voisins anglais ou allemands. Si s'acheter un matelas adapté à ses besoins, voire un surmatelas, ainsi que

des oreillers de la meilleure facture constitue un investissement majeur, c'est aussi la garantie de préserver son dos et de s'éviter des grimaces au réveil. Quant aux divers troubles du sommeil – insomnies, réveils nocturnes –, il va sans dire que le problème est vaste, mais néanmoins réglable grâce à un rituel de coucher plus conscient. Moins de lumière bleue, plus de lecture, moins de dîner copieux, plus de sport dans la journée... Et pourquoi pas quelques coups de pouce tels les masques de nuit, huiles essentielles ou exercices de respiration. Bonne nuit! ●

GAËLLE BRIÈRE

(1) Source APL/Centre d'information de la literie.

UNE IDÉE DERRIÈRE LA TAIE

Avis à tous les allergiques, cet oreiller fabriqué à la main en France, à base de chutes de mousse et ouate recyclée, garantit des nuits douillettes à souhait.

L'oreiller « ultra douillet », confort synthétique, 60 x 60 cm, bonnuit-matelas.fr, 50 euros

Briser les tabous : parlons salaire et parlons inégalités

L'omerta bien française sur le montant des fiches de paye tend à se lever peu à peu. Un espoir pour les salariés potentiellement victimes de discrimination, qui disposent ainsi d'informations pour comparer et, s'il le faut, réclamer leur dû.

En soutien au mouvement de grève des raffineurs, de nombreux salariés ont posté leur salaire mensuel avec le hashtag #BalanceTonSalaire. Ce mouvement sur Twitter préfigure-t-il plus de transparence concernant les rémunérations ? Dans l'Hexagone, héritage catholique oblige, parler salaire est encore tabou, mais cela bouge. Une enquête réalisée par le moteur de recherche d'emploi Talent.com, publiée le 18 octobre, révèle que plus de huit Français sur dix se disent à l'aise pour parler de leur salaire. Cette aisance se révèle plus forte avec les proches, famille (70 % des personnes interrogées à l'aise), qu'avec les amis (62 %) et cela reste plus compliqué avec les collègues (47 %). C'est aussi une question de génération. Les plus jeunes se disent en effet plus à l'aise (82 % contre 64 % pour les plus de 45 ans). « C'est probablement parce que leurs salaires sont moins élevés ! », s'amuse Adrien Scemama, responsable pays chez Talents.com. Pour près de 80 % des personnes interrogées, cette transparence salariale pourrait contribuer à faire reculer

Se renseigner sur les salaires pratiqués dans d'autres entreprises du même secteur est un bon moyen d'évaluer sa situation personnelle.

les inégalités salariales. En 2019, de nombreux journalistes de différents médias (« Washington Post », « New York Times », NBC...) ont publié leur salaire de manière non nominative mais en renseignant un certain nombre de caractéristiques (sexe, orientation sexuelle, couleur...). Ce fichier a permis de mettre au jour les discriminations subies par les femmes et les membres de minorités raciales et de mettre en place des mesures de rattrapage.

SAVOIR QUESTIONNER LES DISPARITÉS

Dans les faits, c'est encore compliqué. « En entreprise, il reste difficile de questionner directement un collègue sur ce qu'il gagne. C'est encore perçu comme une indiscretion. Une solution est alors de passer par ce qu'il demanderait au poste que vous occupez ou que vous recherchez », explique Marie Dasylyva, coach en stratégie qui accompagne des personnes victimes de racisme, de sexisme ou de grossophobie. « Il faut poser la question à la personne, la plus socialement valorisée (homme blanc...), celle qui subit potentiellement le moins de discriminations ». Il est aussi intéressant de se renseigner sur les salaires pratiqués dans d'autres entreprises du même secteur. Le site www.glassdoor.fr offre une mine de renseignements.

Savoir ce que gagnent ses collègues, c'est parfois se rendre compte que l'on gagne beaucoup moins. « J'ai été contacté par un informaticien qui venait d'apprendre que ses jeunes collègues, recrutés sur le même poste que lui, gagnaient 60 000 euros par an, alors que lui n'en gagnait que 43 000. Il était bien décidé à questionner une telle disparité lors de son entretien annuel, mais ne savait pas comment le faire », raconte Olivier Couloumère, consultant en développement professionnel à l'Association pour l'emploi des cadres (Apec). « Je lui ai conseillé de poser la question au manager sur le différentiel de rémunération, en étayant sa demande par des arguments sur le travail réalisé. Le contexte actuel est propice à demander une augmentation de salaire, poursuit-il. La manière de le faire est déterminante : pas du bout des lèvres, mais en ayant confiance en sa valeur. » ●

MÉLANIE MERMOZ



GETTY IMAGES / ISTOCKPHOTO

100 % SANTÉ, L'APPAREILLAGE POUR TOUS

DROITS Le temps de vivre

Acheter des lunettes ou une prothèse auditive, se faire poser une prothèse dentaire sans n'avoir rien à rembourser, c'est ce que permet le 100 % santé, déployé depuis 2019 et totalement entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. En 2021, près de 10 millions de Français ont bénéficié de cette offre qui, entre l'assurance-maladie et la complémentaire santé, permet un remboursement total de ces équipements. L'avancée dans l'accès aux soins est particulièrement importante dans le domaine de l'audiologie : entre janvier et novembre 2021, 39 % des aides auditives vendues relevaient du 100 % santé. Le satisfecit ne saurait toutefois être total. En effet, le dispositif reste encore trop peu connu. Selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) parue en juillet 2022, fin 2021, 53 % seulement des personnes connaissaient l'existence de cette offre, la proportion des personnes qui sont informées augmentant avec le diplôme. Il est donc à craindre que les moins diplômés, souvent les plus pauvres, et donc ceux qui auraient le plus besoin de cette offre, passent à côté.

Permettre l'accès de chacune et chacun aux soins dentaires, aux prothèses auditives et aux lunettes, c'est le but du 100 % santé. Si la qualité des équipements pris en charge est au rendez-vous, les professionnels ne jouent pas toujours le jeu.



Cette obligation concerne aussi la vente des audioprothèses. L'offre 100 % santé permet la prise en charge totale des prothèses auditives de classe 1, la classe 2 étant toujours à prix libre. La première comporte l'ensemble des types d'aide auditive avec 12 canaux de réglage possibles. « Notre association a réalisé une enquête sur les prothèses auditives. Celles proposées dans le cadre de l'offre 100 % santé ont été jugées par leurs utilisateurs de bonne qualité et d'un confort équivalent aux équipements de classe 2 », souligne Maria Roubtsova, chargée de mission santé à l'UFC-Que choisir.

3 DES PRATIQUES DÉLOYALES ENCORE TROP FRÉQUENTES

À la suite de plus d'un millier de contrôles réalisés en 2021 chez des opticiens et des audioprothésistes, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a pointé, en juillet 2022, de fréquentes pratiques déloyales : devis non normalisés avec parfois un reste à charge sur l'offre 100 % santé, dénigrement des équipements proposés dans le cadre du 100 % santé présenté comme une offre « bas de gamme », non-exposition du nombre de modèles prévus, non-identification des modèles 100 % santé, absence d'explications aux consommateurs sur le 100 % santé. Des pratiques qui ulcèrent l'UFC-Que choisir. « Nous ne voulons pas forcément que tout le monde choisisse l'offre 100 % santé, mais que le client soit informé de son existence de la façon la plus honnête possible », insiste Maria Roubtsova. Ces nombreuses irrégularités sont lourdes de conséquences, particulièrement dans le domaine de l'accès aux lunettes. En 2021, 17 % seulement des achats de lunettes étaient réalisés dans le cadre du 100 % santé, et ce chiffre tombait même à 12 % pour une prise en charge de l'ensemble lunettes, verres et montures. Les plafonds de remboursement en optique ayant baissé en dehors du 100 % santé, en janvier 2022 l'Union nationale des organismes d'assurance-maladie complémentaire (Unocam) a pointé une hausse moyenne du reste à charge de 40 euros pour une paire de lunettes ! ●

1 UNE OFFRE ACCESSIBLE SANS CONDITIONS DE REVENUS

C'est en 2019 qu'a commencé le déploiement du 100 % santé, qui vise à réduire les phénomènes de renonciation aux soins dans le domaine des prothèses dentaires, auditives et des lunettes, pour entrer totalement en vigueur le 1^{er} janvier 2021. L'offre s'adresse à toutes les personnes bénéficiant de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) ou ayant souscrit à une complémentaire responsable. Cette appellation désigne une complémentaire qui favorise le respect par le patient d'un parcours de soins coordonnés, assure une garantie de remboursement minimale et un plafond de remboursement pour certains équipements, et ne fait pas dépendre le montant des cotisations versées de l'état de santé. Dans les faits, 95 % des contrats sont considérés comme responsables. L'offre 100 % santé permet un « reste à charge zéro » après remboursement par l'assurance-maladie et la complémentaire. Depuis le 1^{er} janvier 2022, les complémentaires doivent, en plus, proposer le tiers payant intégral sur les soins pris en charge dans le cadre du 100 % santé.

2 UN PANIER DE SOINS DE BONNE QUALITÉ

Dans le domaine dentaire, l'offre 100 % santé permet l'accès à des prothèses fixes ou mobiles avec différents matériaux (céramométallique, céramique monolithique, etc.), des couronnes céramique monolithique et céramométalliques sur les dents visibles, des inlay-core et couronnes transitoires, des bridges céramométalliques (incisives). Côté optique, les verres doivent bénéficier des traitements amincissants, antireflet... Les opticiens doivent proposer au moins 17 modèles de montures adultes avec au moins deux coloris différents (au moins 10 modèles enfants avec au moins deux coloris). Les modèles 100 % santé étant laissés au libre choix de l'opticien, s'ils ne vous conviennent pas, rien ne vous empêche d'aller voir la sélection d'un autre. Le consommateur peut panacher entre le 100 % santé et le prix libre (des verres 100 % et une monture à prix libre). Un devis normalisé doit systématiquement être proposé avec une alternative entre une offre à prix libre et une offre 100 % santé.

M. M.

Pif



GESTICULE AVEC PIF ET HERCULE

LE COLORIAGE D'ONC' CYCLOPÈDE



DES NOUVEAUTÉS CHEZ TON MARCHAND DE JOURNAUX



JE SUIS DANS PIF!



À DÉCOUVRIR EN LIBRAIRIE !

OUI, JE M'ABONNE À PIF LE MAG AU PRIX DE 25,90 EUROS (FRAIS DE PORT INCLUS) OU...

JE M'ABONNE À LA PIF COLLECTION : PIF LE MAG POUR 1 AN + 2 HORS-SÉRIES + 4 PIF VINTAGE AU PRIX DE 71,90 EUROS (FRAIS DE PORT INCLUS)

Attention : vos abonnements débiteront à partir du prochain numéro à paraître!

Nombre d'abonnements total commande (en euros)

Tu offres l'abonnement ? Dis-nous à qui tu l'offres !

Nom

Nom

Prénom

Prénom

Né(e) le

Né(e) le

Courriel (obligatoire) @

Courriel (obligatoire) @

Adresse

Adresse

Code postal Ville

Code postal Ville

Téléphone (facultatif)

Téléphone (facultatif)

Signature obligatoire

- Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Pif & Hercule
 - Je règle par carte bleue Visa, en capturant ce QR code à l'aide de mon smartphone
- Renvoyez ce bon dûment rempli à Pif & Hercule - 28, rue de l'Université - 75007 Paris

En application de la loi informatique et libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Pif & Hercule - 28, rue de l'Université - 75007 Paris.

PIF CONNECTÉ
TÉLÉCHARGE TON APPLI GRATUITE ET DÉCOUVRE DES TRÉSORS



HM03

HERCULOTTÉ

Un Jouet Génial !

ARRIVÉ À DOHA POUR ASSISTER À LA FINALE, ALORS QU'IL A ÉTÉ EXCLU DU CLUB DES SUPPORTERS DE L'ÉQUIPE DE FRANCE, HERCULOTTÉ A DÉCIDÉ DE TOUT FAIRE POUR QUE LA FRANCE ÉCHOUE. IL VA ACHETER LE BALLON OFFICIEL DE LA COUPE DU MONDE.



HERCULOTTÉ FROTTE LE BALLON ET LE VISAGE DE JAMEL APPARAÎT



LE SUDOKU

Complétez ces deux grilles séparément, de manière que pour chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de neuf cases, tous les chiffres de 1 à 9 soient utilisés.

Facile

5			1	7		3		6
9			3	4			7	5
	3				6	9		
	7	1	4	8				
				1	7	8	3	
		5	9				2	
3	9			2	8			1
8		4		6	1			3

Moyen

1				7	4	5		
					6		9	1
2			1		8	7		4
	2						4	
		6	8		5	3		
	1						8	
4		2	5		9			7
6	9		3					
		1	7	6				9

Solutions en page 75.

LE QUIZ

Découvrez l'identité de cette femme hors du commun, connue pour son action en faveur des déshérités. Choisissez une réponse... la bonne ! Relevez la lettre correspondant à votre choix et inscrivez-la, ci-dessous, dans la case correspondant au numéro se rapportant à la question. Vous saurez vite si vous avez vu juste !

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

1. En 1990, quel prisonnier politique est libéré après 27 années passées derrière les barreaux ?

- S. Nicolae Ceausescu
- M. Nelson Mandela
- D. Cory Aquino

6. Le 5 novembre 1996, quel président américain est réélu à la Maison-Blanche ?

- H. Jimmy Carter
- N. George Bush
- E. Bill Clinton

2. Boris Eltsine est élu à la présidence de la Fédération de Russie en :

- E. 1990
- O. 1994
- A. 1997

7. Quel homme d'État décède le 8 janvier 1996 ?

- I. Yitzhak Rabin
- R. François Mitterrand
- E. Mikhaïl Gorbatchev

3. Que fête l'Allemagne le 2 octobre 1990 ?

- E. La naissance de la monnaie unique européenne
- R. La réunification des deux Allemagnes
- U. La chute du mur de Berlin

8. Quel pays d'Europe de l'Est se scinde en deux en 1993 ?

- E. La Tchécoslovaquie
- S. La Hongrie
- U. L'Ukraine

4. En 1997, des généticiens britanniques annoncent le clonage réussi :

- V. D'un humain
- L. D'une souris
- E. D'une brebis

9. En 1992 tombe le dernier gouvernement communiste d'Europe. Est-ce :

- S. En Albanie
- G. En Roumanie
- D. En Bulgarie

5. Le 2 août 1990, quel pays est envahi par l'armée irakienne ?

- I. L'Iran
- T. Le Koweït
- S. L'Afghanistan

10. À quelle date la France remporte-t-elle la Coupe du monde de football ?

- N. 13 juillet 1999
- O. 11 juillet 1997
- A. 12 juillet 1998

À VOUS DE JOUER

TROIS PAGES POUR EXERCER SES MÉNINGES. À VOS CRAYONS !

Retrouvez
l'Humanité
magazine
sur Internet



Pour les abonnés à **l'Humanité.fr**, l'intégralité des contenus du magazine sur notre site, des versions longues des entretiens de la semaine et des articles inédits.

Des contenus vidéo (reportages, entretiens, décryptages) exclusifs et des infographies interactives.

Des directs avec nos journalistes au cœur des mobilisations.

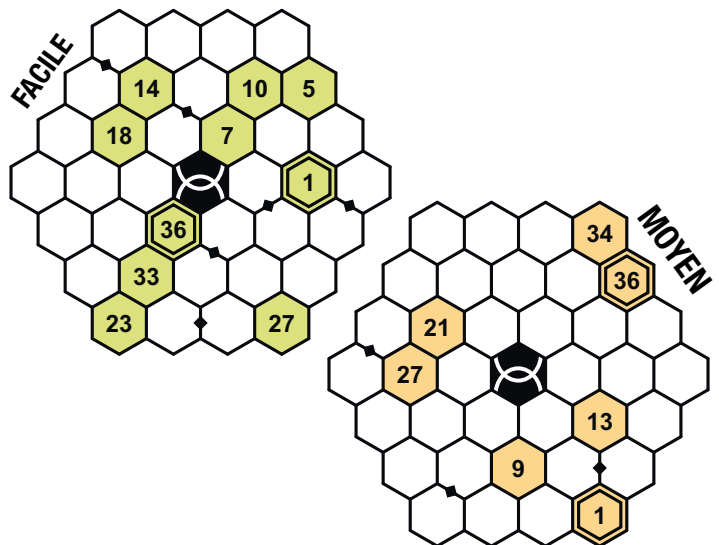
Un dispositif pour couvrir les échéances électorales.

PAR MARTIAL DUBOIS LES MOTS FLÉCHÉS

PAS GAIE FIXE	ENLEVÉE	HOMME D'ARÈNE	REPLIÉ SUR SOI À POIL	REINE DE BEAUTÉ	CYCLISTES BRILLA
ORIGINE	PÂTÉ IMPÉRIAL	PÉRIODE CHAUDE PUS	GROUPE RELIGIEUX SUR LA CROIX	AUSTRAL PARFUMÉES	
NOTE COMMUNE DE L'OISE	LOCHE EXISTES			LUI SOUPLE	
AFFLUENT DU DANUBE	CONDITION REFUS	ÉTENDUS	LACIS ÔTA LA VIE		RÈGLE PLATE
SIGNAL SONORE RÉUNIES		PLATINE	BOUT DE LA MAMELLE		

LE RIKUDO

Placez tous les numéros de 1 à 36 pour former un chemin de nombres consécutifs. Des nombres et liens entre certaines cases sont donnés afin d'arriver au but. Deux nombres consécutifs doivent être voisins. Un lien entre deux cases indique deux nombres consécutifs, autrement dit un morceau de chemin.



IL ÉTAIT UNE FOIS



SZ PHOTO / SCHEEL / BRIDGEMAN IMAGES

ROM



La marche des chemises noires sur la capitale italienne, **le 28 octobre 1922**, n'est pas l'événement fondateur de l'État fasciste. Elle ne fait que consacrer une passation de pouvoir déjà en cours, compromis entre Mussolini et un État épouvanté par la « menace bolchevique ».

IL ÉTAIT UNE FOIS

E L'ULTIME MARCHÉ JUSQU'AU POUVOIR



IL ÉTAIT UNE FOIS

On sait avec Marx que l'histoire ou ses personnages apparaissent souvent deux fois, « la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce (1) ». Ainsi, cent ans presque jour pour jour après que le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, a chargé le chef du Parti national

fasciste (PNF), Benito Mussolini, de former un nouveau gouvernement (29-31 octobre 1922), une de ses émules autoproclamées, Giorgia Meloni, s'apprête à s'installer au palais Chigi, piazza Colonna, à Rome. Mme Meloni n'a pas eu besoin de marcher sur la Ville éternelle pour arriver au pouvoir ; elle a réussi à rassembler les droites toutes plus ou moins « extrêmes », toutes déjà plus ou moins fascistes, celle de Berlusconi et celle de Salvini, personnalité qu'elle avait déjà côtoyée au gouvernement.

Mais n'était-ce pas ce qu'avait fait le Duce lui-même, durant des années, avant sa « marche sur Rome » du 28 octobre 1922, ce formidable « coup de bluff » qui devait être, le lendemain 29 octobre, le prétexte à ce que le roi Victor-Emmanuel III l'appelle à former, en pleine déconfiture de l'État transalpin, un nouveau gouvernement ?

Les fascistes, longtemps, et certains jusqu'à aujourd'hui, ont entretenu ce mythe fondateur de l'État fasciste, « la marcia su Roma » – la marche sur Rome. Ils voulaient et veulent en faire encore la « révolution » initiale, un événement comparable à la prise de la Bastille ou à la chute du palais d'Hiver à Petrograd. Or, la marche n'était pas même un coup d'État armé. Mussolini demeura à Milan trois jours durant pour, au cas où les choses tourneraient mal, pouvoir gagner la Suisse. Il n'arriva à Rome, par le train, que le 30 octobre, après s'être vu confier, la veille, la présidence du gouvernement. Il se rendit auprès du roi en chemise noire et prit la tête d'un défilé dans les rues de la capitale, sachant qu'il avait déjà gagné. Le nombre de « chemises noires » convergent vers la ville, en train ou à pied, a été estimé entre 15 000 et 20 000 hommes. Peu étaient armés, la pluie refroidissait leur ardeur, un de leurs trains fut même arrêté par 400 carabinieri, preuve qu'ils auraient facilement pu être repoussés par les forces de l'État, si celui-ci l'avait voulu. La police et l'armée ne montrèrent aucune volonté de résister. Des hommes d'État comme Giovanni Giolitti, président du Conseil à cinq reprises, et Luigi Facta, celui en exercice, avaient activement manœuvré pour faire entrer Mussolini au gouvernement sous une forme ou sous une autre, ayant déjà, depuis novembre 1920, organisé des listes électorales communes.



« Les tractations politiques qui devaient aboutir à une prise légale du pouvoir par le fascisme furent en réalité étroitement imbriquées à la mise à exécution du plan militaire, écrit l'historien Didier Musiedlak. Ainsi, l'idée d'une forme de révolution légale se retrouvait comme l'un des éléments constitutifs du mythe national révolutionnaire. Les préparatifs nécessaires à la mise en œuvre de l'insurrection et à la prise légale du pouvoir furent menés simultanément (2) ».

Depuis août 1922, il y avait eu des négociations sur diverses coalitions avec les fascistes, malgré leur faible poids parlementaire ; Mussolini avait promis à divers dirigeants libéraux qu'il serait prêt à rejoindre leurs administrations, ou peut-être laisser quelqu'un de la droite non fasciste, comme Antonio Salandra (le président du Conseil qui avait fait entrer l'Italie dans la Première Guerre mondiale), diriger un cabinet avec une forte présence fasciste.

Pourtant, le fait que le roi ait nommé Mussolini au poste de président du Conseil, le 30 octobre, n'est pas simplement dû à une démonstration impressionnante de la force des chemises noires trois jours durant dans toute l'Italie et, pour finir, à Rome, mais au fait qu'aucun « antifascisme » n'animait plus les politiciens libéraux et conservateurs, si tant est qu'il les ait animés un jour.

Depuis la fin de la Grande Guerre, la situation sociale et politique de l'Italie était chaotique et imprégnée de violence. Les nationalistes éprouvaient un ressentiment particulier dû au fait que, si l'Italie se trouvait du côté des vainqueurs, elle n'avait pas obtenu grand-chose de la paix. Son demi-million de morts

Bien que victorieuse au sortir de la Grande Guerre, l'Italie vit des heures troubles. À l'effervescence de la gauche répond la hargne belliqueuse de ceux qui, comme le poète D'Annunzio (au côté du Duce), déplorent une « victoire mutilée ».



FOTO TECA GILARDI / BRIDGEMAN IMAGES

STEFANO BIANCHETTI / CORBIS VIA GETTY IMAGES



ARCHIVE COLLECTION / ALAMY STOCK PHOTO

De 1919 à 1920, la « biennale rouge » embrase la péninsule. Les grèves se multiplient (ci-contre, l'occupation de l'usine Fiat de Turin), sur fond de combats de rue contre les fascistes, comme ici, à Parme. Pour Antonio Gramsci, cofondateur du Parti communiste, « une terrible réaction de la classe possédante et de la caste gouvernante » était dès lors à craindre.

ne lui avait valu que ce que Gabriele D'Annunzio, partisan de la reprise de la guerre de conquête, qualifiait de « victoire mutilée ».

Le « biennio rosso », vague de grèves de 1919-1920 motivée par des espoirs déçus de changement social, mais aussi par les effets d'une conversion rapide des industries de guerre aux industries de paix, annonçait de nouvelles formes de représentation sur le lieu de travail : les conseils. La bourgeoisie, les industriels comme les propriétaires terriens en eurent peur. Ils y virent une « menace bolchevique ». Mussolini et ses faisceaux (Fasci italiani di combattimento), qui allaient constituer le Parti national fasciste lors du congrès de Rome le 7 novembre 1921, se

transformèrent dès lors en flanc-garde armée d'un État « libéral » vacillant. Leurs escouades s'attaquèrent aux militants ouvriers et aux coopératives agricoles, aux anciens combattants de gauche, aux socialistes, puis, après la fondation du Parti communiste d'Italie (PCd'I), en janvier 1921 au congrès de Livourne, aux communistes. Elles firent des milliers de victimes.

Mussolini s'est présenté aux politiciens libéraux et conservateurs comme un homme avec qui ils pouvaient faire des affaires, utilisant alternativement des démonstrations de force armée et des moments de « discipline des rangs » afin de convertir sa »

IL ÉTAIT UNE FOIS

» direction du mouvement fasciste en mainmise sur l'appareil d'État. La marche sur Rome s'inscrivait pleinement dans cette logique, consacrant une passation de pouvoir déjà en cours, bien qu'encore à ses débuts, par voie constitutionnelle – elle avait d'abord été conçue comme un moyen de pression, assurant qu'une nouvelle coalition aurait six ministres fascistes plutôt que deux seulement.

Deux mois avant que le roi ne nomme Mussolini président du Conseil, le leader fasciste avait dit à ses lieutenants qu'ils devaient avoir le « courage de devenir monarchistes », c'est-à-dire rejoindre plutôt que renverser l'ordre constitutionnel. L'historien Emilio Gentile le dit sans ambages : la marche sur Rome était un compromis entre Mussolini et l'État libéral (3).

Qu'une telle coalition ait été possible n'étonnait personne – dès les élections locales de novembre 1920, les fascistes s'étaient alliés aux libéraux et aux conservateurs dans un « bloc national » commun et, en mai 1921, 35 d'entre eux étaient élus au Parlement national (Chambre des députés, sur un total 535 sièges), dans le cadre de cette même alliance. Or, si l'existence de cette petite base parlementaire a sans doute favorisé le coup d'État constitutionnel en octobre 1922, la force du mouvement fasciste reposait sur sa force extraparlamentaire dirigée contre la gauche et le mouvement ouvrier et, liée à celle-ci, sur la faiblesse et l'attitude indulgente de la machine répressive de l'État.

On le vit le 31 juillet 1922, lorsque les syndicats appelèrent à une « grève pour la légalité », pour protester contre la violence fasciste qui frappait le mouvement ouvrier et même catholique de gauche. Les fascistes imposèrent alors un délai de 48 heures, exigeant que l'État écrase la grève, sinon ils le feraient. Et la violence qui suivit, avec les assauts des troupes fascistes contre les centres ouvriers, démontra à la fois la force militaire dramatiquement supérieure des chemises noires et l'indulgence dont elles bénéficiaient de la part de l'Italie officielle.

La « grève légalitaire » et son échec furent le moment où les dirigeants libéraux optèrent résolument pour un pacte formel avec Mussolini. Ils choisirent la voie de la « normalisation », même s'ils avaient vu des milliers de personnes tuées par le fascisme, des bureaux de journaux incendiés et des maires et conseils municipaux renversés à travers l'Italie. Le fascisme représentait pour eux une force qu'ils croyaient pouvoir accommoder et normaliser, contrairement à la menace révolutionnaire qu'ils voyaient dans les partis socialiste et communiste.



UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE / UIG / BRIDGEMAN IMAGES

Antonio Gramsci, l'un des fondateurs du Parti communiste, grand théoricien marxiste, observait et analysait avec attention le fascisme dès sa première apparition au début des années 1920. Dans le document « Pour un renouveau du parti socialiste » (explicitement salué par Lénine lors du 2^e congrès de l'Internationale en 1920), il avait écrit : « La phase actuelle de la lutte des classes en Italie est celle qui précède : soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire, par le passage à de nouveaux modes de production et de distribution permettant une reprise de la productivité ; soit une terrible réaction de la classe possédante et de la caste gouvernante. On ne reculera devant aucune violence pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail servile ; on tentera de briser inexorablement les organisations de lutte politique de la classe ouvrière et d'incorporer celles de résistance économique (les syndicats et les coopératives) dans les rouages de l'État bourgeois (4) ».

Après la marche sur Rome, les fascistes poursuivront à leur tour leur conquête du pouvoir au coup par coup, leur violence passant de la gauche aux libéraux mêmes, pour finalement interdire toute opposition, fin 1926. Non seulement les industriels

On estime que seulement 15 000 à 20 000 militants du Parti national fasciste venus de toute l'Italie ont rallié Rome. Démonstration de force plutôt que coup d'État, l'événement sera mythifié par les chemises noires.



HULTON-DEUTSCH COLLECTION/CORBIS VIA GETTY IMAGES



GIANCARLO COSTA / BRIDGEMAN IMAGES



KEYSTONE / GETTY IMAGES

La passivité de Victor-Emmanuel III et la complicité de vétérans du pouvoir, tels Giovanni Giolitti - qu'on voit ici marionnettiste du président du Conseil Luigi Facta -, a pavé la voie à Mussolini. C'est le point de départ de vingt ans de fascisme en Italie et de décennies noires en Europe.

ou les propriétaires terriens, mais même les fonctionnaires de la tête des institutions parlementaires italiennes avaient opté pour Mussolini plutôt que la menace « rouge », y compris fictive.

Encore une fois, « depuis 1921, Mussolini joue sur le terrain de la légalité, qu'il accompagne d'offensives de séduction en direction de la classe politique libérale assorties d'une intensification de la violence. Lui, le républicain, courtise et se rapproche de l'Église catholique. Il resserre ses liens avec les leaders libéraux et donne au grand capital des gages de libéralisme : "Nous voulons, dit-il, dépouiller l'État de tous ses attributs économiques (...). Nous n'admettons la grève dans les services publics sous aucun prétexte." Parmi ses soutiens, l'Association bancaire aurait versé 20 millions de lires pour financer la marche sur Rome (5) ».

Mussolini avait prévenu : « Nous ne voulons pas vendre notre droit d'aînesse pour un plat de lentilles, nous voulons devenir l'État ! » Il le devint.

« La marche sur Rome, conclut Didier Musiedlak, peut être assimilée à l'événement monstre qui a infléchi le cours du monde occidental, si l'on accepte de lui assigner certaines limites, tout au moins sur le plan de l'épaisseur qu'il convient d'accorder à l'événement stricto sensu (6) ».

Quelque part en Allemagne, théoricien nazi avant l'heure et inventeur du terme « Troisième Reich », Arthur Moeller van den Bruck (1876-1925), s'exclama : « Italia docet ! » - l'Italie nous montre la voie !

BERNARD FREDERICK

(1) « Le 18 brumaire de Louis-Naparte », de Karl Marx, Éditions sociales, 1984.

(2) « La Marche sur Rome : entre histoire et mythe », de Didier Musiedlak, Sorbonne Université Presses, 2022.

(3) « Soudain, le fascisme. La marche sur Rome, l'autre révolution d'octobre », d'Emilio Gentile, Gallimard, coll. « NRF Essais », Paris 2015.

(4) Publié pour la première fois dans « l'Ordine Nuovo », le 8 mai 1920.

(5) « La marche sur Rome : le coup de bluff de Mussolini », de Véronique Pierron, in « Géo Histoire » n° 60, décembre 2021-janvier 2022. En ligne sur www.geo.fr

(6) « La Marche sur Rome : entre histoire et mythe », de Didier Musiedlak, op. cit.

EN SAVOIR PLUS



« La Marche sur Rome : entre histoire et mythe », de Didier Musiedlak, Sorbonne Université Presses, 2022.

En urbex au Vietnam

PAR NICOLAS OFFENSTADT, HISTORIEN, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I, CHERCHEUR À L'INSTITUT D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

L'ensemble est

immédiatement reconnaissable, comme une trace d'un autre temps, avec ses tons ocre et ses immeubles décrépis, au milieu de grandes tours ultramodernes. C'est la cité de Quang Trung, dans la ville de Vinh, construite par la RDA après la fin des bombardements américains à partir de 1974. Vinh, bien en dehors des circuits touristiques, est la capitale d'une province pauvre et dure qui connut des mobilisations révolutionnaires



PIERRE-JÉRÔME ADJEDU

d'importance. Hô Chi Minh est né à quelques kilomètres de là.

Le Vietnam, qui sollicite alors l'aide du bloc de l'Est, propose que la RDA se charge de Vinh, particulièrement abîmée par le conflit. L'Allemagne de l'Est s'engage à construire, depuis les plans jusqu'aux détails, un quartier entier prévu pour 15 000 habitants. Architectes et ingénieurs est-allemands élaborent des propositions fondées sur l'expérience des complexes d'habitation construits par le régime. Ce modèle de modernité socialiste, objet de fierté, ne coïncide pourtant pas entièrement avec les orientations vietnamiennes, qui entendent loger plus. Les résidents, dont beaucoup sont des migrants ruraux, ne retrouvent pas toujours dans l'organisation de l'habitat les conditions de vie qu'ils souhaitent. Ils remodelent et adaptent le projet est-allemand, d'autant que l'État n'assure pas un suivi suffisant pour éviter l'obsolescence. Quang Trung devient, dans les années 1990, une relique du passé soumise aux réformes économiques,

à la privatisation, puis à la destruction et au remplacement (1).

Lorsque j'ai visité la cité, fin 2019, on y voyait des immeubles en destruction, d'autres habités et puis des lieux à l'abandon. On pouvait se faufiler dans le chantier, voire dans des blocs et appartements vides. Dans une superbe enquête ethnographique sur le quartier, Christina Schwenkel raconte que, dans les années récentes, lorsque les autorités envisagèrent de détruire la cité et de transplanter les habitants dans des habitations jugées plus modernes, nombre d'entre eux rappelèrent qu'ils s'agissaient d'un lieu de mémoire que l'on devait aux Allemands de l'Est. D'ailleurs, alors que j'observais les immeubles, un habitant me sourit et me dit me montrant les lieux : « German, German. » ●

(1) Pour tout cela, voir les travaux de Tim Kaiser et Christina Schwenkel.

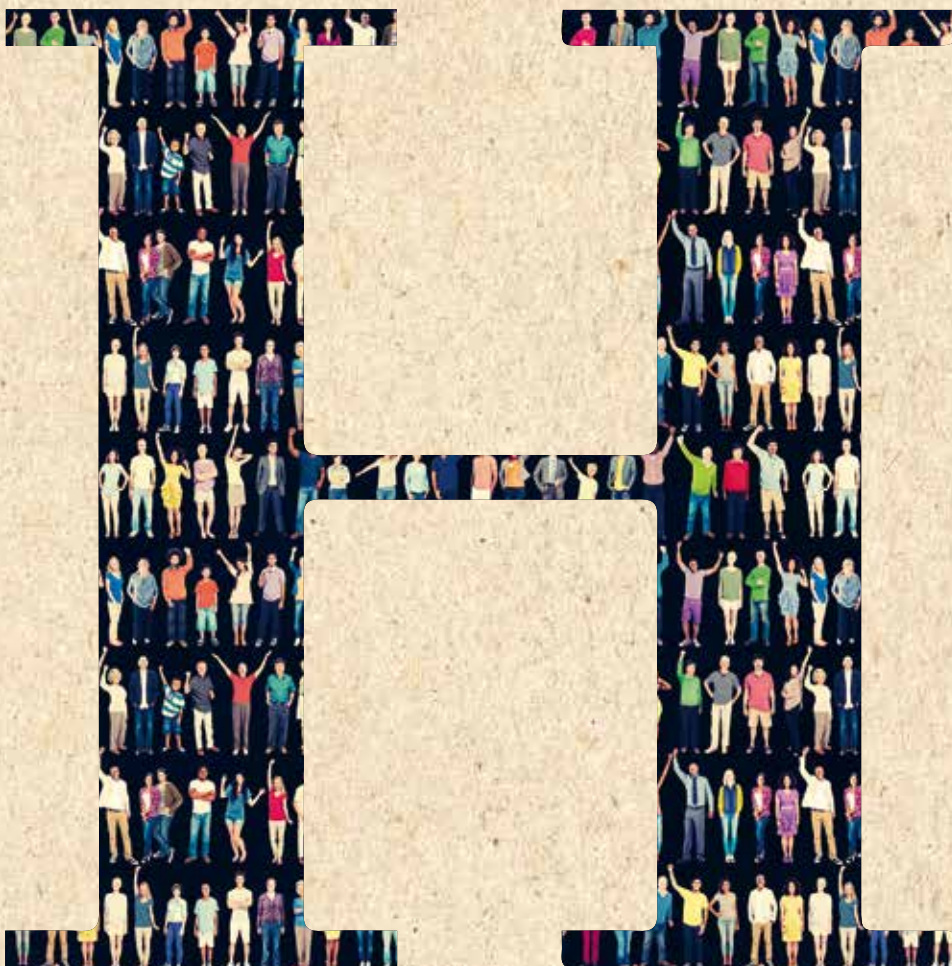


NICOLAS OFFENSTADT

La cité de Quang Trung (érigée par la RDA en 1974), dans la ville de Vinh, en 2019. Les bâtiments ont depuis été détruits ou remaniés.

SOUSCRIPTION

LA BATAILLE POPULAIRE EST ENGAGÉE !



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

€

NOM / PRÉNOM

ADRESSE

E-MAIL

VILLE

CODE POSTAL

TÉL.

J'autorise l'Humanité à me faire part de ses offres spéciales

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanités à retourner au :

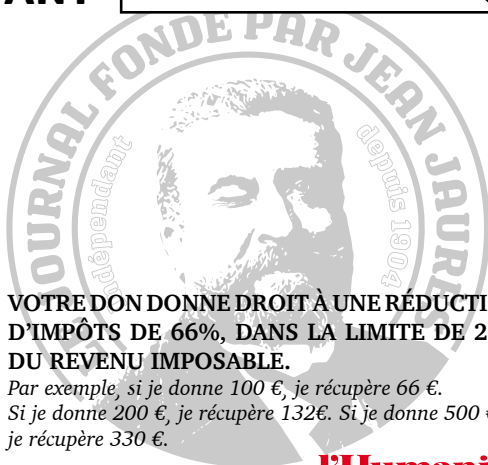
Directeur de l'Humanité, souscription « La bataille populaire est engagée »
Immeuble Calliope - 5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €.

Si je donne 200 €, je récupère 132€. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.



l'Humanité



LES VOYAGES
de
L'Humanité

R | RIVAGES
DU MONDE

*Avec
la participation
de Patrick Apel-Muller,
ancien directeur
de la rédaction de
l'Humanité*

L'Or du Douro

UNE CROISIÈRE À TRAVERS LE PORTUGAL

DU 13 AU 20 NOVEMBRE 2022
À PARTIR DE 1 995€ TTC*

La croisière sur le Douro suit un fleuve impétueux dans une vallée aux versants abrupts formant un cadre grandiose. Couverte de vignes, la région produit le vin qui a fait la renommée de la ville : le porto. La croisière fluviale à bord du M/S Queen Isabel vous fera découvrir l'âme portugaise tout au long du fleuve : petits villages suspendus au milieu des vignes et oliveraies, visite de la cité médiévale de Castelo Rodrigo, découverte la somptueuse ville de Salamanque classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, ou encore déambulation dans Porto, ville majeure du Portugal dominant le Douro à son embouchure.

RENSEIGNEMENTS
ET INSCRIPTIONS

RIVAGES DU MONDE

01 83 79 80 79

www.rivagesdumonde.fr

L'Humanité

voyages.humanite.fr

voyages@humanite.fr

*Premier tarif pour Chambre confort arrière, pont principal.